

Université de Montréal

2m11.2561.5

L'attitude des journaux français face au conflit libanais
1975-1990

par
Marie-Pierre Warren
Département d'histoire
Faculté des arts et sciences

Mémoire présenté à la faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de
Maître ès arts (M.A.)
en histoire

Février 1997

Marie-Pierre Warren, 1997



D
7
U54
1998
V.004

Université de Montréal

L'Annuaire des journaux français face au conflit japonais
1942-1998

par
Marie-France Watan
Département d'histoire
Faculté des arts et sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de
Maître ès arts (M.A.)
en histoire



Février 1997

Marie-France Watan, 1997

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé

L'attitude des journaux français face au conflit libanais
1975-1990

présenté par
Marie-Pierre Warren

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes

*Paul Létourneau
Samir Saou
Louis Michel*

Mémoire accepté le *12.01.1998*

Sommaire

Le but de ce mémoire est d'analyser l'attitude des journaux français face au conflit libanais du début des hostilités entre les milices chrétiennes et la résistance palestinienne en 1975 à la chute du général Aoun devant les forces syriennes en 1991. Devant l'étendue du conflit, nous avons choisi de nous pencher sur des journaux français en raison des liens séculaires et privilégiés qu'entretient la France avec le pays des Cèdres. De plus, nous sommes intéressés à trois quotidiens, nommément le Figaro, l'Humanité et le Monde parce qu'ils sont représentatifs des courants idéologiques de la droite, de la gauche et du centre.

Nous avons décidé d'utiliser un cadre chronologique le plus indiqué pour cerner un conflit aussi complexe. Nous avons organisé notre mémoire en six chapitres couvrant chacun une partie du conflit. Les chapitres sont divisés selon les thèmes les caractérisant.

Ces trois journaux traitent du conflit libanais d'une façon différente. Le Figaro se veut le défenseur de la communauté chrétienne contre les ambitions communistes et islamistes qui visent selon lui, à la pousser à l'exil ou pire à l'exterminer. L'Humanité, au contraire, se fait la

voix du mouvement de la gauche contre le complot américano- sioniste. Le Monde, quant à lui, prend partie pour la nation libanaise et s'élève contre tous ceux qui utilisent le sol libanais comme terrain d'affrontements dans leur lutte de pouvoir.

Le plus intéressant pour nous, toutefois, fut de constater que le conflit libanais sert de prétexte, pour ces journaux, pour diffuser leur propre idéologie. Ainsi, le conflit libanais est mis à contribution pour étayer des thèses établies à l'avance.

TABLE DES MATIERES

Sommaire.....	i
Table des matières.....	iii
Dédicace.....	v
Introduction.....	1
Chapitre 1. “La guerre civile”: 1975-1976.....	29
I.Les causes de la guerre.....	29
II.Les acteurs libanais.....	33
III.Les acteurs externe du conflit libanais.....	36
IV.L’analyse de la guerre civile.....	42
<u>Chapitre 2. De l’ intervention syrienne à l’ intervention israélienne: 1976-1978</u>.....	47
I.L’ intervention syrienne.....	47
II.Le rôle de la France et des Etats-Unis.....	56
III.L’ implication de l’ Etat d’ Israël au Sud-Liban.....	62
<u>Chapitre 3. De l’ intervention israélienne à l’ invasion syrienne: 1978-1982</u>.....	65
I. L’ invasion israélienne du Sud-Liban.....	65
II.L’ installation de la force des Nations Unies.....	71
III.La bataille d’ Achrachief entre les forces syriennes et les milices phalangistes.....	77
<u>Chapitre 4. L’ invasion israélienne: 1982</u>.....	85
I.Du début de l’ invasion israélienne à l’ évacuation des combattants palestiniens: juin-septembre 1982.....	87
II.L’ élection de Béchir Gemayel.....	107
III.Sabra et Chatila.....	112
IV.Le bilan de l’ opération “Paix en Galilée”.....	118

<u>Chapitre 5. Des suites de l'invasion israélienne à la guerre des camps: 1983-1988</u>	122
I.L'année 1983.....	123
II.La guerre des camps: 1984-1988.....	145
<u>Chapitre 6. La lutte entre les forces du général Michel Aoun et l'armée syrienne: 1989-1990</u>	155
I.L'analyse de la lutte entre Michel Aoun et la syrie.....	155
II.Le rôle des puissances occidentales.....	162
III.La fin de la "guerre de libération" et ses conséquences.....	167
Conclusion.....	175
Bibliographie.....	188
Annexe A.....	vi
Annexe B.....	vii

DEDICACE

J'aimerais remercier mon directeur de maîtrise, le professeur Samir Saul. Sans lui, et nul ne sait cela mieux que moi, sans ses encouragements, sa foi, sa patience et sa gentillesse inépuisables, ce mémoire n'aurait jamais vu le jour. Je tiens à lui communiquer mon éternelle gratitude.

Merci aussi à toute ma famille, à mon fiancé, Ludovic Roig, de même qu'à mon défunt grand-père, M.Pierre Warren.

Je vous dois d'avoir finalement terminé.

INTRODUCTION

Le Liban a longtemps été considéré comme la Suisse du Proche-Orient. Pour les observateurs étrangers le pays semblait un oasis de rêve, paradis fiscal pour les uns, paradis touristique pour les autres. Les intellectuels persécutés pour leurs idées dans les pays voisins trouvaient au Liban non seulement un refuge mais également un milieu intellectuel actif et la liberté de la presse. C'était le point d'union de l'Orient et de l'Occident, carrefour de trois continents, terre de rencontre entre le christianisme et l'islam, le modèle du multiconfessionnalisme, la preuve lancée à la face d'Israël de la possible coexistence de différentes identités sur un même territoire.

Que s'est-il donc passé le 13 avril 1975 dans une petite bourgade chrétienne pour que soudainement une guerre d'une ampleur alors insoupçonnée éclate au Liban et embrase le pays dans quinze années de terreur, de sang, de destructions et de mort?

Le conflit libanais est né de l'entrechoquement d'une série de problèmes intrinsèques à la société libanaise ou greffés à elle par le développement de la crise israélo-arabe. Le Liban, sous la pression de facteurs extérieurs, ne correspond plus au modèle qu'il avait réussi à maintenir depuis son indépendance en 1943. A l'image du Liban-paradis succède celle du Liban-enfer. Elle sera valable pendant quinze ans.

Plusieurs éléments jouent le rôle de catalyseurs dans la crise libanaise. Le Liban est tiraillé entre deux définitions de son identité: la définition occidentale prônée par de nombreux chrétiens, principalement les maronites, et celle, arabe, de beaucoup de musulmans. Il porte la marque de la domination française et celle du Pacte national qu'elle lui laissa en héritage en 1943. Enfin, le Liban a subi dans sa chair les conséquences de la création de l'Etat d'Israël et ses corollaires, la lutte de l'OLP contre l'Etat hébreu et le conflit israélo-arabe.

Dans l'introduction, nous essaierons d'explicitier sommairement les facteurs de déséquilibre qui ont engendré la crise libanaise. Nous brosserons ensuite les grandes lignes du conflit. Finalement, nous expliquerons la méthodologie adoptée pour l'analyse des sources.

La cohésion n'a jamais été la caractéristique de la société libanaise. Il n'y a jamais eu un sentiment national unique. Ainsi, les communautés libanaises furent de tout temps divisées quant à l'identité de leur pays: appartient-il à l'Occident ou plonge-t-il ses racines dans le sol oriental?

"La question de l'arabité du Liban et celle, collatérale, des relations avec l'Occident étaient dès lors appelées à devenir l'emblème du désaccord sur l'identité nationale et l'enjeu des rapports de forces internes entre musulmans et chrétiens."¹

¹ Kassir, Samir. La guerre du Liban, de la dissension nationale au conflit régional. Paris, Karthala-Kermoc, 1994, p.54

Le Liban peut se réclamer de ces deux appartenances. Il est vrai que, entre autres, la culture libanaise moyen-orientale et cinq cents ans de domination ottomane ont donné des assises orientales au pays. Par contre, l'octroi, dès 1535, à la France de François Ier des capitulations et du rôle de protectrice des chrétiens par la Sublime porte fut déterminant pour le futur de ce qui se nomme aujourd'hui le Liban. En effet, les liens développés à cette époque entre la France et la population maronite perdurent jusqu'à nos jours et cultivent le sentiment d'une particularité maronite détachée de la culture arabe environnante et tournée vers l'Occident.

“French aid to the Christians community in 1860 contributed to the development among the Maronites of an increasingly European, and particularly French orientation, indeed they tended to regard France as their external backer. Moreover, an intensive system of education, again largely French-oriented, developed in the Maronite community, transforming its educational levels, and consequently its general world outlook.”²

Plus encore, la signature des accords secrets Sykes-Picot, en 1916, confirme, en quelque sorte, l'inclusion du Liban dans la sphère d'influence française. Ces accords déterminent, en effet, le partage du Moyen-Orient entre les deux puissances victorieuses de la Première Guerre mondiale et modèlent déjà, avant la chute du "vieil homme malade", le Moyen-Orient en zones

² Evron, Yair. War and intervention in Lebanon. London, Croom Helm, 1987, p.3

française et anglaise. Le Liban devient dès lors un mandat français. Alors que la communauté maronite accueille avec satisfaction la domination française, la communauté musulmane refuse ce nouvel état de fait.

“For the majority of the Lebanese Muslims, however, inclusion in a new state coupled with French suzerainty -was a “veritable trauma”. After centuries of weakening it, reducing it to economic dependence and interfering directly in its governance, the European powers had finally shattered the last great Islamic state. As Arab Muslims, they had not always be happy with Turkish pre-eminence; they would had preferred a federation under Ottoman rule, or better still a new Arab Islamic state, an a minority would have preferred a secular Arabia or a least an Arab Greater Syria. What they did not want on any account was a Lebanese state in which they -for the first time in their history- were no longer part of the ruling group but at worst the minority, at best one minority among others. The French mandate, by wounding their self-esteem, added insult to injury.”³

La communauté musulmane réclame une identité qui lui est propre et cherche à se libérer de l'emprise intellectuelle, culturelle et économique que l'Occident exerce sur l'Orient.

“La frustration des musulmans a aussi une dimension culturelle et politique tout aussi importante, nourrie d'un double refus, celui d'une domination chrétienne comparée avec nostalgie à l'ancienne appartenance à l'Empire ottoman, puissance musulmane; celui de la division de la nation arabe qui venait justement de s'éveiller dans l'élan unitaire de la révolte de 1916 et du gouvernement indépendant de Damas.”⁴

Les racines libanaises de la communauté musulmane au Liban - et

³ Hanf, Theodor. Coexistence in Lebanon, decline of a state and rise of a nation. London, The centre for Lebanese studies in association with I.B.Tauris & Co. ltd. Publishers, 1993, p.65

⁴ Picard, Elizabeth. Liban: états de discorde, des fondations aux guerres fratricides. Paris, Flammarion, 1988, p.112

en ce sens elle rejoint la communauté maronite - se retrouvent au delà des frontières libanaises, mais cette fois dans une nation arabe idéalisée ou perçue comme une entité en devenir.

“Ainsi l’arabisme était-il perçu par les uns comme une menace contre l’équilibre communautaire et par les autres comme un moyen de mobilisation contre la prééminence maronite. De ce fait, le progrès du nationalisme arabe ou son endiguement devenait un enjeu intérieur, avec pour horizon la guerre civile.”⁵

Pour les musulmans, il s’agit d’un double refus: celui d’un Liban chrétien et celui d’un Liban sous tutelle française. Pour les chrétiens, il s’agit d’un triomphe. Ils bénéficient désormais d’une patrie.⁶

La fin de la Deuxième Guerre mondiale et l’acceptation générale du "droit des peuples à disposer d’eux-mêmes" obligent la France à abandonner ses prérogatives sur le Liban, non sans laisser une marque indélébile sur le futur de ce pays: le Pacte national de 1943.

Le Pacte national fut conçu d’abord comme une reconnaissance de la double identité, chrétienne et musulmane, et de la double appartenance, arabe et occidentale, du Liban. Toutefois en divisant le système politique libanais selon les confessions de ses citoyens, le Pacte national non seulement institutionnalisait

⁵ Kassir, *op.cit.*, p.55

⁶ Picaudou, Nadine. La déchirure libanaise. Bruxelles, éd. Complexe, 1989, p.60

le confessionnalisme au sein même de ce qui deviendra la constitution libanaise, mais permet l'instauration de fait du clientélisme dans le système politique de ce pays.

“Le confessionnalisme se reflétait sur un autre grave problème de structure, le clientélisme géré au profit d'un certain nombre de notables. Il bénéficie non seulement de sa propre force de résistance, mais aussi de l'immobilisme institutionnel qu'induit le confessionnalisme”.⁷

Le Liban contemporain reste ainsi un ensemble de clans dominé par des chefs traditionnels et des notables qui se partagent les privilèges du pouvoir.

“On se retrouve ainsi devant un démembrement potentiel de l'Etat au profit des communautés et des grandes familles qui les composent, dès lors que l'élite qui gère le système est dénuée d'esprit civique et pratique un opportunisme sauvage dans la conquête du pouvoir.”⁸

Les rapports sociaux et politiques sont essentiellement des rapports de clientèle.

“L'oligarchie au pouvoir, qu'elle soit urbaine ou rurale, moderne ou traditionnelle, enserme la société tout entière dans un réseau pyramidal de dépendances en cascades où les patrons s'assurent de la fidélité politique de leurs clients en distribuant des emplois, services et faveurs diverses.”⁹

Le Pacte national de 1943 partage toutes les fonctions politiques du pays entre chrétiens et musulmans. La fonction de président est tenue par un maronite, celle de Premier ministre par un sunnite tandis que le président de la

⁷ Kassir, op.cit., pp.34 et 35.

⁸ Corm, George. Géopolitique du conflit libanais. Paris, la Découverte, 1986, p.83.

⁹ Picaudou, op.cit., p.86.

Chambre est chiite. Le dédoublement s'applique jusqu'à la plus modeste fonction de l'Etat. De plus, il entretient le sentiment de laissés-pour-compte des musulmans libanais. A l'époque du mandat français, les autorités n'avaient d'aucune façon cherché à intégrer les musulmans à la vie politique, économique et sociale. Le système d'éducation mis en place par les Français était non seulement privé mais aussi catholique. De même, le développement exagéré du secteur tertiaire et de Beyrouth s'est effectué aux dépens de la campagne et des agriculteurs, pour la grande majorité musulmans.

“ Elle traduit l'hostilité globale à l'égard d'un Etat, le Grand-Liban, d'un régime, le communautarisme politique, et d'une domination celle du mandat, qu'ils n'ont ni réclamés ni eu l'opportunité de récuser. Ils sont lésés sur le plan économique: pour la grande ville à majorité sunnite de Tripoli, l'établissement d'une frontière entre le Liban et la Syrie et son inclusion dans le Liban marquent le début d'un inexorable déclin [...]. Pour Saïda et sa région, la rupture des échanges avec la Palestine et l'interruption du transit par Haïfa constituent une aberration économique qui conduit à la marginalisation du Liban Sud. ”¹⁰

Enfin, le Pacte national écarte les notables musulmans de la réalité du pouvoir. Jamais un des leurs ne détient, dans le pacte, les ministères des Finances ou des Relations extérieures, ou même le poste de commandement de l'armée. Dans ces domaines, ils sont toujours subordonnés à un chrétien.

“L'autonomie était revendiquée pour la société cependant que se focalisait sur

¹⁰ Picard, *op.cit.*, p.112

l'Etat cette logique du contrôle qui maintenait aux mains des maronites les leviers de commande dans tous les compartiments de la vie publique [...]. Une telle mainmise était évidemment pesante pour les autres communautés, en particulier pour les musulmans. A ces derniers, elle signifiait que, malgré les années écoulées, l'Etat n'était pas tout à fait le leur dans la mesure où il restait marqué par le déséquilibre qui avait configuré le Grand Liban en 1920."¹¹

La France porte ainsi la responsabilité de plusieurs déséquilibres de la société libanaise. C'est sous le mandat français qu'un système politique basé sur une division confessionnelle est instauré, que la communauté maronite voit ses privilèges augmentés aux dépens de ceux des autres communautés et qu'une politique économique libérale est appliquée sans freins ou restrictions. Cette dernière provoque une plus grande disparité entre les différents groupes sociaux. La France ne sait pas ou ne veut pas instaurer, au Liban, un gouvernement représentatif capable de développer dans l'ensemble de la population un sentiment national et proprement libanais. Tout au contraire, le Pacte national est une source de discorde.

“Il reste qu'on pouvait y déceler les problèmes irrésolus du Liban indépendant: le confessionnalisme et l'absence d'accord sur l'identité nationale bien sûr, le dysfonctionnement du système politique, et notamment de l'institution de la présidence marquée tout à la fois par une inclination dictatoriale et par une corruption effrénée, mais aussi le décalage entre le centre et la périphérie, et l'inadéquation aux nouvelles dynamiques sociales d'un système politique fondé sur le clientélisme et les coalitions de notables.”¹²

¹¹ Kassir, op.cit., p.32

¹² Ibid., p.36

Les chrétiens s'accrochent au Pacte national et au statu quo car, avec lui, l'Etat libanais est proprement leur Etat, tandis que les musulmans se battent pour obtenir son annulation.¹³

“On n'est pas moins fondé à rechercher la raison première de la fragilité libanaise dans la structure d'un Etat pluricommunautaire construit par la France autour des chrétiens, ou plus exactement autour des maronites, et pour eux.”¹⁴

La guerre civile libanaise est véritablement une lutte pour le pouvoir. Ce n'est ni une guerre de religions ni une guerre de classes. On se bat, pour le pouvoir et pour la reconnaissance qu'il donne.

La crise libanaise n'aurait jamais connu cette ampleur si aux déséquilibres internes du pays n'étaient pas venus se greffer des facteurs externes. Le conflit libanais n'aurait jamais été aussi durable si le Liban n'avait pas, bien malgré lui, subi les contrecoups de la naissance d'Israël et ses répercussions: l'apparition d'une organisation palestinienne en lutte contre l'Etat hébreu, l'OLP, et le conflit israélo-arabe.

¹³ Picard, op.cit., p.13.

¹⁴ Kassir, op.cit., p.33.

“La guerre du Liban constitue une partie de l’histoire du peuple palestinien et dans une moindre mesure, de la Syrie, ainsi qu’elle matérialise un moment de l’évolution de l’implantation sioniste au Proche-Orient.”¹⁵

Le Liban n’a pris part qu’à la guerre de 1948 entre l’Etat hébreu et le camp arabe. Malgré tout, sa situation géographique de pays coincé entre Israël et la Syrie, la faiblesse de l’Etat, ou sa démission, lui ont fait subir les conséquences du conflit israélo-arabe.¹⁶

“Aussi bien les problèmes de perception historique que les blocages du système de pouvoir auraient pu trouver avec le temps des solutions pacifiques si le contexte de violence communautaire manipulée par des forces externes à la société libanaise ne les avait pas portés à un paroxysme absurde, rendant impossible un apaisement rapide des passions.”¹⁷

Le conflit israélo-arabe est né de la création d’Israël sous l’impulsion du mouvement sioniste et l’influence de l’émoi causé par les crimes nazis. La création d’Israël est favorisée par le vote de l’Assemblée générale des Nations Unies du 29 novembre 1947. Il décida de la partition de la Palestine en deux Etats, l’Etat d’Israël se voyant attribuer plus de la moitié du territoire et la presque totalité de la côte. L’opposition du monde arabe au nouvel Etat fut instantanée. Cinq guerres allaient s’ensuivre, la dernière plus strictement israélo-

¹⁵ ibid., p.31

¹⁶ idem.

¹⁷ Corm, op.cit., p.63

palestinienne, étant marquée par l'invasion israélienne du Liban en 1982.

La création d'Israël donne elle-même naissance à une nouvelle réalité, celle du "problème palestinien" et de son corollaire, la Résistance palestinienne, bientôt regroupée sous l'égide de l'organisation de libération de la Palestine présidée par Yasser Arafat.

Chassée de Jordanie en 1970, l'OLP se réfugie au Liban, dernier pays ayant des frontières communes avec l'Etat d'Israël. Elle profite de l'avantage géographique que lui offre le Liban dans sa lutte contre l'Etat hébreu, de la faiblesse de son gouvernement et de l'appui qu'elle peut obtenir, en particulier chez la population musulmane du pays.

450 000 Palestiniens trouvent refuge au Liban, presque le cinquième de la population de ce pays dénombrée à trois millions d'habitants. Ils s'installent dans les camps de réfugiés déjà existants dans la banlieue de Beyrouth ainsi que tout au long de la frontière sud du Liban, favorable aux actions de commandos contre l'Etat hébreu. Ils constituent rapidement un Etat dans l'Etat. Les accords du Caire, signés en 1969, ont à l'origine pour but de sanctionner les activités palestiniennes au Levant. Ils donnent à l'OLP le pouvoir d'administrer et de défendre les camps de réfugiés palestiniens et exigent en retour, de la part de l'OLP, le respect de l'intégrité et de la souveraineté de l'Etat

libanais. Ce faisant, les accords du Caire favorisent, indirectement, la création de structures autonomes palestiniennes à l'intérieur du Liban, en donnant à l'OLP une grande liberté d'action et des privilèges qu'aucun pays arabe n'avait osé lui accorder.

“A crucial factor in the militarization of the domestic Lebanon conflicts was the presence of an armed power within and contending the state - the Palestinians. In term of their own interests, their experience in Jordan and the logic of their self-preservation, they had no choice but to arm all groups prepared to act as their allies. [...] Lebanon became the surrogate battlefield for Palestine.”¹⁸

Les accords du Caire et les réactions d'Israël sont l'un des catalyseurs de la guerre civile libanaise. Ils sont relayés par l'arrivée en force des organisations de résistance palestiniennes suite au “septembre noir” de 1970, mois durant lequel le roi Hussein de Jordanie engagea une lutte armée contre les infrastructures de l'OLP implantées sur son territoire afin de l'obliger ainsi à l'exil. Le si fragile équilibre qui existait entre musulmans et chrétiens ne résista pas au bouleversement.

“The conclusion they drew from the Jordanian disaster was the need for popular support in the host country. They acquired it by allying themselves with the Lebanese left and the Muslim communities, and reducing them to varying degree as their allies. In doing so, they aroused the hostility of the Lebanese Christian communities. [...] the conclusions the Palestinians drew from their Jordanian defeat were not the answer. On the contrary, they were the makings of their

¹⁸ Hanf, *op.cit.*, p.558

Lebanese disaster -and of the disaster for the Lebanese.”¹⁹

La gauche contribue à renforcer l'action palestinienne puisqu'elle affirme se battre autant pour la défense de la résistance palestinienne que pour celle de l'unité et de l'arabité du Liban. En revanche, pour les milices chrétiennes, les Palestiniens sont coupables de porter atteinte à l'équilibre politique en donnant par leur présence plus de poids aux revendications des musulmans et à la montée de la Gauche.

“Au-delà des demandes de réforme et de rééquilibrage du statu quo institutionnel que les dirigeants des communautés musulmanes se croyaient désormais en mesure de faire prévaloir, le nouveau rapport de forces induit par la présence palestinienne au Liban catalysait un vaste mouvement de contestation du système libanais dans son ensemble.”²⁰

De leur côté, les Phalangistes, la milice chrétienne maronite fondée par Pierre Gemayel, en s'affirmant les défenseurs de l'Etat face aux musulmans, à la gauche et à l'OLP, achèvent de le compromettre puisqu'ils affichent au grand jour l'impuissance ou l'indifférence du gouvernement libanais.

“La différence entre les réactions des uns et des autres ne fit qu'exacerber la contradiction entre l'Etat et la Résistance au cours des années suivantes, dans la mesure où une partie de la classe politique militait pour desserrer les contraintes imposées aux Palestiniens alors qu'une autre faisait pression pour

¹⁹ ibid., P.177

²⁰ Kassir, op.cit., p.82

leur renforcement.”²¹

L'ouverture d'un front israélo-palestinien au Liban entraîne le pays dans le conflit israélo-arabe et les rivalités régionales. Israël profite de la présence palestinienne au Liban pour mettre en oeuvre, sous couvert d'opérations de représailles, une politique de déstabilisation du pays.

“Par là, Israël cherchait assurément à priver la Résistance palestinienne d'un environnement favorable, en dressant contre elle l'Etat libanais ou, à défaut, une partie de la population. Mais il obéissait aussi à des considérations spécifiquement libanaises nées d'un intérêt constant pour le territoire voisin.”²²

Bientôt le Liban n'est plus maître de son destin.

Le conflit libanais évolue pendant pratiquement vingt années au rythme du conflit entre les pays arabes et Israël et de la lutte entre Palestiniens et Israéliens. Tout changement dans l'ordre régional a des répercussions au Liban. L'accord de désengagement de 1975 sur le Sinaï entre l'Egypte et Israël, la victoire du Likoud en Israël en 1977 et la victoire de Reagan en 1981, la visite de Sadate en 1977 à Jérusalem, les Accords de Camp David, l'arrivée de Khomeyni, au pouvoir, en Iran en 1979 et la guerre Iran-Irak qui s'ensuit, tous ces événements ont trouvé au Liban une résonance. Tous ses voisins le prennent

²¹ Kassir, *op.cit.*, p.71

²² *ibid.*, p.67

pour terrain de mise en oeuvre de leur politique.

“Ainsi des acteurs régionaux, tels la Syrie et Israël, soucieux de maintenir la sécurité à la frontière de leurs Etats, se sont-ils impliqués dans le conflit libanais, au point de se poser comme promoteurs et les garants d’un certain ordre libanais interne, susceptible à leurs yeux de sauvegarder leurs propres intérêts”.²³

La crise libanaise est née d’abord et avant tout de facteurs internes créés par le Pacte national, notamment l’instauration du confessionnalisme comme fondement du système politique et la perpétuation du clientélisme sous le couvert de la démocratie libanaise. Confessionnalisme et clientélisme avaient gelé toute volonté d’évolution de la classe dirigeante. Ils avaient élevé les revendications et aspirations communautaires au-dessus des intérêts et besoins de la nation, tant et si bien que l’Etat ne fonctionnait plus que pour la classe de notables qui le régissait. L’Etat avait donc démissionné de sa fonction première de gouvernement d’un pays.

Dès 1975, l’Etat libanais n’existe plus. A la place, foisonnent une multitude de clans qui disposent d’organisations paramilitaires. A cette réalité du Liban d’avant la guerre vient s’en ajouter, à partir de 1949, une autre, celle des réfugiés palestiniens qui, de victimes, se sont rapidement transformés en résistants. Ils déstabilisent encore plus le pays en accentuant la division entre le

²³ Picaudou, Nadine. La déchirure libanaise. Paris, Complexe, 1989, p.152

Liban chrétien et le Liban musulman. Leurs affrontements avec Israël plongent le pays dans le conflit israélo-arabe.

Il est possible de diviser le conflit libanais en six étapes qui rythment l'analyse que font les journaux français de la crise libanaise: la guerre dite "civile" de 1975 à 1976, puis l'invasion syrienne de 1976 à 1978, la première invasion israélienne de 1978 à 1981, la seconde invasion israélienne de 1982 à 1983, la guerre des camps de 1984 à 1988, la lutte entre Aoun et la Syrie de 1988 à 1990.

Le conflit libanais débute le 13 Avril 1975 à Ain-el-Remmaneh. Cette date marque la première étape, communément appelée "guerre civile". Deux camps s'affrontent. Le Front national comprend les phalangistes de la famille Gemayel, les Tigres de Camille Chamoun et le clan de Soleiman Frangié. De l'autre côté, le Mouvement national libanais regroupe une quinzaine de partis politiques de gauche, ainsi que les principaux chefs des communautés religieuses musulmanes chiïtes et sunnites. Le MNL est dirigé par le leader druze Kamal Joumblatt. De 1975 à 1976, ni l'OLP, ni la Syrie, ni Israël ne s'impliquent de façon directe dans la guerre. Le conflit libanais reste confiné au statut de guerre civile. Toutefois, la majorité des auteurs s'accordent pour dire que les Palestiniens portent une lourde responsabilité dans le déclenchement de cette

guerre.

“All that is certain is that war in Lebanon started as one between Palestinians and Christians, and that by arming and training their Lebanese allies, the Palestinians enabled them to fight a civil war. They militarized the Lebanese conflict.”²⁴

Un autre auteur a une position plus modérée. Ainsi, même s’il affirme que l’action palestinienne est sensible d’un bout à l’autre de la crise, les facteurs moteurs de la crise se retrouvent essentiellement, de son avis, dans des contradictions **intérieures** c’est-à-dire dans le refus des maronites de réformer le système politique libanais, ainsi que le demande la communauté musulmane.²⁵

En 1976, la guerre libanaise change de statut et s’élargit avec l’engagement militaire de la Syrie au Liban. La Syrie, inquiète de la montée de la coalition de la gauche et des musulmans, et de la possibilité qu’elle devienne hégémonique dans le pays, décide d’intervenir militairement contre elle. La Syrie a tout intérêt à maintenir au Liban le statu quo et à empêcher l’installation d’un gouvernement révolutionnaire porteur d’instabilité et de risques de guerre avec Israël. En outre,

“Syria prefers the continued existence of the traditionnal Lebanese regime with its fundamental weakness and frequent crisis because this regime proved to be an effective tool for increasing Syrian influence in Lebanon on account on its

²⁴ Hanf, op.cit., p.559

²⁵ Kassir, op.cit., p:113.

great dependance on Syria and need for its assistance".²⁶

La Syrie est, à cette occasion, appuyée par les Etats-Unis et Israël. Un *modus vivendi* est établi entre l'Etat israélien et l'Etat syrien: la Syrie peut intervenir au Liban mais elle doit respecter la "ligne rouge", la région au sud du fleuve Litani que l'Etat israélien a toujours envisagé d'accaparer.²⁷ La Syrie espère soumettre l'OLP à son autorité. En effet, depuis la fondation du Fatah, l'approche palestinienne veut que le règlement du problème palestinien soit pris en charge par les Palestiniens eux-mêmes, les Etats arabes étant relégués à un rôle secondaire de pourvoyeurs d'aide financière et matérielle. La Syrie, quant à elle, souhaite neutraliser l'OLP, qu'elle juge trop indépendante, en la soumettant à son contrôle.

"Syria, for its part, had an interest in enabling Palestinians to withstand the authority of the Lebanese state, though not, as subsequently became clear, in allowing them and their allies to destroy it."²⁸

L'invasion syrienne reçoit la sanction des pays arabes lors des conférences de Ryad et du Caire. L'armée syrienne obtient le commandement de

²⁶ Avi-Ran, Reuven. Syria involvement in Lebanon since 1975. San Francisco, Westview Press, 1991, P.26.

²⁷ Kassir, op.cit., p.197.

²⁸ Hanf, op.cit., p.558

la force de dissuasion arabe, nouvellement constituée. L'intervention syrienne au Liban est ainsi légitimée. Plus encore, la Syrie apparaît dorénavant comme un acteur central de la scène moyen-orientale, assurant ses positions contre son rival irakien et s'imposant comme un égal de l'Égypte. Elle permet à la Syrie d'exister comme puissance régionale.²⁹

En 1977, les élections israéliennes amènent au pouvoir le Likoud et Menahem Begin. La visite de Sadate à Jérusalem en novembre de la même année affaiblit considérablement le camp arabe face à l'État hébreu.

Devant le nouveau rapport de forces, la Syrie et les Palestiniens se retrouvent unis dans leur lutte contre leur ennemi commun. Les Phalangistes, de leur côté, déchantent vite de leur alliance avec Damas lorsqu'il devient évident que les troupes syriennes n'ont nullement l'intention de quitter leur pays.

“Syria was determined to use its old and new allies, the Palestinians, as surrogate in its contest with Israel. On the other hand, the Lebanese front was determined to conclude a pact “with the devil” to drive both the Syrians and the Palestinians, if not out of Lebanon, at least out of the Christian’s Heartland.”³⁰

Un auteur ajoute:

²⁹ Kassir, *op.cit.*, pp.244 et 372

³⁰ Hanf, *op.cit.*, p.234.

“Entre-temps, le Front libanais aura seulement réussi à amplifier le soutien logistique que lui fournissait Israël et surtout à devenir l’enjeu d’une stratégie qui le dépassait. Car il est évident que si les milices chrétiennes se renforçaient du fait de leurs relations avec Israël, elles étaient elles-mêmes l’objet d’une instrumentalisation. Cette réalité qui ira croissant jusqu’en 1982 était déjà sensible durant la crise de 1978.”³¹

Ces deux événements permettent l’invasion israélienne du sud-Liban en 1978, la troisième étape du conflit libanais. L’armée israélienne, prétextant les attaques palestiniennes contre la Galilée, intervient au Liban. Israël modifie, à son tour, comme la Syrie, sa politique et transforme, lui aussi, l’aide indirecte qu’il offrait à la "Droite" et aux "Chrétiens", en une intervention sur le terrain.

“En créant un abcès de fixation dans cette région, Israël dressait un obstacle supplémentaire à toute nouvelle relance du processus de paix.[...]. Si la “puissance militaire” de l’OLP devait être abattue, c’était parce qu’elle structurait la personnalité palestinienne et rendait crédible une participation des Palestiniens à tout processus qui devait décider de son sort.[...] En décrétant que le Sud-Liban était un espace vital pour lui, Israël ne faisait pas que se prémunir contre d’éventuelles menaces syriennes. Il obligeait la Syrie à pérenniser et régulariser [...] le “dialogue de la dissuasion” [...]. Israël intervenait aussi dans la détermination de l’avenir de l’Etat libanais, à travers les milices frontalières qu’il soutenait.”³²

Béchir Gemayel, fils cadet de Pierre Gemayel et chef de la milice kataëb, fort de l'appui israélien, commence son ascension au sein du clan chrétien. Il se fait le défenseur de l'existence d'une nation libanaise séparée du

³¹ Kassir, op.cit., p.360

³² ibid., p.265

monde arabe et d'un Etat libanais indépendant, occidental quant à son orientation et différent de son environnement arabe et musulman.

“En novembre 1980, Bachir Gemayel était incontestablement devenu l'homme fort du Liban, en tout cas le seul acteur porté par une dynamique ascendante et ayant, de ce fait, vocation à exercer un rôle dominant à l'échelle du pays tout entier.”³³

Le clan de Soleiman Frangié, connu pour son orientation pro-syrienne et pour son amitié avec Hafez-el-Assad, le président de la Syrie, est le premier à être touché par les ambitions de Béchir Gemayel sur le camp chrétien. Tony Frangié est tué, en 1978, par un commando kataëb à Zghorta, village de sa famille. Gemayel se détache ainsi définitivement de la Syrie pour se rapprocher plus intimement d'Israël. Les Phalangistes se sentent liés à l'Etat hébreu dans une commune idéologie uniconfessionnelle.

“Chez les Chrétiens, l'existence d'une configuration quasi-institutionnelle, l'Etat-dans-l'Etat développé par Béchir Gemayel, confortait la population à se percevoir comme une société à part entière définie par sa seule identité communautaire, ce qui se traduit par la généralisation de l'expression “société chrétienne.”³⁴

Les heurts entre la FAD et les Phalangistes atteignent leur point culminant entre 1980 et 1981 à Zahlé, capitale de la Bekaa. Le camp chrétien

³³ Idem.

³⁴ Ibid., p.488

renforce ses relations avec l'Etat israélien et le risque d'une confrontation entre les armées syrienne et israélienne s'accroît de jour en jour. La mise en place de missiles sol-air syriens en 1981 dans la plaine de la Bekaa met un terme au *modus vivendi* entre la Syrie et Israël.³⁵

Israël, de son côté, fort des accords de Camp David qui détachent l'Egypte du camp arabe, de la seconde élection de Begin en 1981 à la tête du gouvernement israélien et du remplacement de Carter par Reagan à la présidence des Etats-Unis, décide, en 1982, de l'invasion du Liban.

“C’était là (au Liban) que l’OLP pouvait être combattue, avec l’espoir que les Palestiniens vivant sous l’occupation finiraient par perdre leur référence politique et par se plier au projet d’autonomie. D’où l’emploi de moyens dont l’ampleur montrait qu’il ne s’agissait pas de réactions à un projet de “sécurité courante”, mais de calculs de sécurité stratégique. C’était là encore où s’exprimait la volonté israélienne de peser sur tout l’équilibre régional, en se servant de camp David comme d’un jalon à reproduire dans d’autres pays.”³⁶

L'invasion israélienne de 1982, la cinquième guerre du conflit israélo-arabe, est la cause d'importants bouleversements dans le cours de la guerre libanaise. Elle décide de l'élection de Béchir Gemayel à la présidence en 1982, sous le patronage à la fois des Etats-Unis et d'Israël, et de la signature en mai 1983 d'un traité de paix libano-israélien, malgré les tentatives de la Syrie de

³⁵ *ibid.*, p.463 et Hanf, *op.cit.*, p.251

³⁶ Kassir, *op.cit.*, p.372

s'y opposer.³⁷ De plus, l'invasion israélienne provoque l'arrivée de la force multinationale au Liban et l'expulsion de l'OLP de Beyrouth. Enfin, elle suscite l'éclatement de la société libanaise en une multitude de groupes et sous-groupes confessionnels.³⁸ Le sectionnement du territoire anéantit tout espoir de retour à une vie nationale commune.

L'invasion israélienne ouvre la voie à la cinquième étape du conflit libanais. Face à la position prééminente acquise par Israël, la Syrie décide d'intervenir au Liban par milices interposées.³⁹

Le régime d'Amine Gemayel essuie sa première défaite face à la détermination syrienne, lors de la bataille du Chouf de 1983 qui oppose Druzes, appuyés par la Syrie, et Phalanges, appuyées à la fois par l'armée régulière libanaise et les Etats-Unis. Il subit un deuxième revers aux mains de la milice Amal qui a su profiter du vide politique laissé par le départ des Palestiniens de la capitale libanaise et du Liban-Sud. Amal acquiert une position politique et militaire de toute première importance autant dans la communauté chiite que dans le système politique libanais. Elle se libère en même temps de l'appui druze

³⁷ Avi-Ran, op.cit., p.147.

³⁸ Kassir, op.cit., p.490.

³⁹ Avi-Ran, op.cit., p.149.

qui lui avait servi, jusqu'en 1984, de support militaire. La Syrie, consciente de la prédominance de la milice Amal, la considère, à partir de 1984 comme son principal client et accroît son aide en conséquence.⁴⁰

Le soutien syrien à la milice de Nabih Berri porte ses fruits. Sous les pressions d'Amal, l'armée libanaise régulière, équipée et entraînée par les Etats-Unis, s'effondre et, avec elle, l'espoir des Américains et des Israéliens de conclure des ententes politiques avec un gouvernement libanais assez fort pour les défendre contre toute opposition. Avec l'abrogation du traité libano-israélien, du 17 mai 1983, le Liban passe sous influence syrienne.

“The Syrians, after all, had succeeded, through the pressure of their proxies, in creating a precedent whereby for the first time an Arab state had openly repudiated a signed agreement with Israël with American sponsorship. What Syria had not succeeded in doing in the case of Egypt, it had done in the case of Lebanon with relative ease in less than a year. Now the way was open for Syria to envisage the next stage -the expulsion of the IDF from Lebanon, unconditionally and without any arrangements, and the building up of Syrian influence in Lebanon internal political system.”⁴¹

Israël, malgré son apparente victoire, est le grand perdant de la guerre de 1982 qu'il a lui-même provoquée. Il n'a pas réussi à éliminer l'OLP du Liban; au contraire, l'invasion israélienne réhabilite l'OLP aux yeux de la communauté internationale. La Syrie est plus influente que jamais sur les

⁴⁰ ibid. P.170.

⁴¹ ibid. p.171

destinées libanaises. Le gouvernement libanais de Gemayel, installé sous les auspices israéliens, est mort-né avec l'abrogation du traité de paix de 1983.⁴²

Parallèlement, c'est à cette même époque que le Hezbollah se démarque d'Amal sur la scène libanaise. La Syrie favorise l'émergence de ce nouvel acteur de la scène libanaise lorsqu'en 1982 elle permet le déploiement de quelques centaines de "gardes révolutionnaires" au Liban. Les méthodes employés par le Parti de Dieu pour ses opérations rejoignent les visées syriennes. En ce sens, les attentats d'octobre 1983 contre les quartiers généraux des forces françaises et américaines démontrent à la fois la force du sentiment d'indépendance et la montée de l'idéologie khomeyniste dans la population chiite libanaise. Sans impliquer directement la Syrie, ils suscitent le départ de la force multinationale du Liban, tant souhaité par Assad.⁴³

Les chiites intégristes du Hezbollah déstabilisent encore plus ce qui reste du Liban en voulant faire du pays une république islamique selon le modèle iranien. Les "fous de Dieu" entreprennent une série d'enlèvements visant les ressortissants occidentaux comme moyen de négociation entre le monde occidental et l'Iran.

⁴² Evron, Yair. The Israeli-Syrian deterrence dialogue. Baltimore, The John Hopkins University Press, 1987, p.166-168

⁴³ Hanf, op.cit., p.292

Une dernière force échappe encore à la domination syrienne, celle de l'OLP qui retrouve peu à peu ses quartiers à Beyrouth-Ouest et dans le nord du pays à Tripoli. La lutte de la Syrie contre la Résistance palestinienne se fait par milice Amal interposée. Commencée en 1984, la "guerre des camps" ne s'achève qu'en 1987. La lutte entre les forces de Berri et celles d'Arafat est intense et ce n'est qu'avec l'entrée des troupes syriennes dans Beyrouth-Ouest qu'Amal peut déclarer victoire.

"In 1976, the Syrian army had marched into Beirut to end a civil war between Christians and Muslims, in 1987 to end a war among Muslims, and both times to bring both Lebanon and PLO under its control."⁴⁴

La bataille de Tripoli se termine, quant à elle, en avril 1985. L'OLP doit faire face à un second exil. Peu à peu, l'étau syrien se referme tranquillement sur le Liban.

Toutefois, l'échéance présidentielle ouvre la voie à de nouveaux troubles. Pour la première fois dans l'histoire du Liban, un président ne peut être élu par un accord général et le pouvoir est divisé entre deux gouvernements, celui de Michel Aoun, nommé par le président sortant Amine Gemayel, et celui de Selim Hoss, désigné par la Syrie. Deux Premiers ministres, deux armées et deux chefs du renseignement proclament leur légitimité.

⁴⁴ ibid., p.315

Le refus de Michel Aoun de reconnaître les accords de la conférence de Taëf, de 1989, ainsi que la nomination d'un nouveau président, Elias Hraoui, provoque, en 1989, l'ouverture des hostilités entre les partisans d'Aoun et la Syrie. Après des combats d'une ampleur jamais égalée, la Syrie l'emporte, en octobre 1990, sur le chef maronite qui doit trouver refuge à l'ambassade française. Par l'assassinat de Dany Chamoun, fils de Camille Chamoun, qui avait eu l'"audace" de prendre le parti d'Aoun, la Syrie élimine le dernier centre d'opposition à sa mainmise sur le Liban. Quinze ans d'efforts syriens au Liban portent leurs fruits.

“Financé par les pays pétroliers et les Etats de la Conférence Islamique, reconnu par l'Occident comme son interlocuteur incontournable sinon privilégié au Proche-Orient, le régime syrien manifeste aujourd'hui au Liban toute son ambiguïté: Ultime garantie contre l'anarchie, il n'en reste pas moins l'obstacle majeur à la réconciliation nationale [...]. Damas est sans doute le grand vainqueur de la guerre, mais c'est au prix de la mort du Liban.”⁴⁵

Nous nous proposons dans cet essai d'analyser la perception qu'ont les journaux français du conflit libanais. Une sélection étant nécessaire, nous avons choisi trois quotidiens que nous jugeons représentatifs des courants idéologiques de la gauche, de la droite et du centre, c'est à dire, l'Humanité, le Figaro et le Monde. La recherche se limite à la presse française, d'une part, en

⁴⁵ Picaudou, op.cit., p.215.

raison de l'ampleur de la guerre libanaise et, d'autre part, parce que la France a des liens anciens avec le Liban et porte un intérêt particulier à ce pays.

Nous avons adopté une méthode qualitative et chronologique. Une méthode quantitative, basée sur le nombre d'articles ou le dénombrement de mots, aurait été peu à même d'éclairer notre propos. Ainsi, par exemple, la différence dans le budget alloué aux nouvelles internationales entre le Monde et l'Humanité, ne change rien à l'attention que réserve ces journaux à la guerre du Liban. Il a paru préférable d'analyser le contenu des articles, leurs prises de position et l'éclairage qu'ils donnent à l'opinion publique française sur les différents acteurs du conflit.

Nous cherchons à déceler si la vision des journalistes, et donc des quotidiens auxquels ils sont affiliés, est fonction de leur orientation idéologique et si leur point de vue se modifie au cours de la guerre.

Pour la clarté du propos, le conflit est divisé en six grandes étapes chronologiques et chaque étape est elle-même divisée en sections thématiques. L'étude s'intéresse à l'interprétation que donnent les quotidiens du rôle des acteurs principaux et à leur réaction face aux événements marquants du conflit.

CHAPITRE PREMIER. LA "GUERRE CIVILE":1975-1976

La première étape du conflit libanais porte sur la période dite de la "guerre civile" c'est-à-dire d'avril 1975 à juin 1976, date de l'intervention syrienne. L'analyse de cette étape est divisée en cinq sections: les causes de la guerre selon le Figaro, L'Humanité et le Monde, le rôle qu'ils attribuent aux acteurs libanais et celui qui revient aux acteurs extérieurs, régionaux et internationaux et, enfin, leur analyse du conflit.

I. Les causes de la guerre

D'après le Figaro, la guerre éclate pour trois raisons: la présence des Palestiniens sur le territoire libanais, la faiblesse du pouvoir étatique et la contestation du Pacte national par la gauche et la communauté musulmane.

Les journalistes du Figaro, et ils sont plusieurs, portent des regards différents sur le conflit libanais et ses ramifications internes et externes. Toutefois, l'on peut affirmer que, pour ce quotidien, les Palestiniens sont la source véritable de la guerre.

"La présence durable des Palestiniens dans le sud du Liban ne permet plus aux Libanais de régler leurs affaires entre eux, selon les vieilles pratiques."¹

Le poids démographique ainsi que leur puissance militaire, ajoutés à l'exterritorialité totale dont ils jouissent dans leurs camps, ont rendu caduc le

¹ Raymond Aron."Le rôle de la France", le Figaro, 10 novembre 1975, p.3.

fragile équilibre qui prévalait au Liban entre les communautés religieuses du pays et qui était à la base du système politique libanais. Les "Palestiniens sont à l'origine de la guerre civile".² En divisant la société libanaise sur leur problème, ils ont interdit le débat sur la restructuration du système politique désirée tout autant par la population musulmane que par la majorité chrétienne. "La Palestine c'est l'arabisme et qu'on le veuille ou non l'Islam".³

Malgré tout, la responsabilité ne repose pas entièrement sur les épaules des Palestiniens car ils n'ont pas voulu délibérément détruire le Liban. "Ils ont été entraînés dans une surenchère de violences".⁴ Il y aurait d'autres coupables derrière l'assassinat du Liban.

"Le conflit israélo-arabe, qui depuis un quart de siècle, empoisonne la région, s'apaisait. Les régimes arabes au Caire et à Damas s'embourgeoisaient et devenaient raisonnables. Bref, les rêves de certains de voir la région s'enflammer et basculer, une fois de plus, dans la Révolution, devenaient plus lointains. Il fallait rallumer le brasier. Le Liban, plus vulnérable que les autres pays, était tout indiqué et qu'importe la douceur de vivre."⁵

Une autre cause de la guerre, moins essentielle toutefois, d'après le Figaro, est la faiblesse du gouvernement libanais. Accentuée par la corruption

² Marc Luget. "Beyrouth, un enfer", le Figaro, 29 octobre 1975, pp.1 et 2.

³ Thierry Desjardins. "L'adieu à Beyrouth", le Figaro, 1er novembre 1975, p.3.

⁴ Idem.

⁵ Raymond Aron. "La poudrière du Proche-Orient", le Figaro, 11 novembre 1975, pp.1 et 2.

du régime, elle est liée à l'autonomie totale dont bénéficie l'OLP au Liban. L'Etat y est à peine présent, situation impensable ailleurs au Proche-Orient.

"Le gouvernement de Beyrouth a depuis longtemps perdu la maîtrise de son territoire. La faiblesse du pouvoir partagé entre tous les ayant-droits, livre les villes à la lutte impitoyable des services secrets, les régions proches de la frontière israélienne aux organisations des Palestiniens en armes."⁶

Enfin, le Figaro fait allusion à une dernière cause de la guerre: la contestation du Pacte national par les forces progressistes et musulmanes⁷. La remise en cause du Pacte national n'est cependant évoquée qu'une seule fois. Il ne semble donc pas qu'elle soit, pour ce journal, une cause importante du conflit. Le problème palestinien demeure la cause principale du déclenchement de la guerre et de ses prolongements.

L'Humanité s'occupe d'un angle différent de la crise libanaise. Celle-ci éclate sous les "pressions de la droite réactionnaire" manipulée par Israël et les Etats-Unis.

"L'union des forces de la résistance libanaise et des forces démocratiques a montré sa solidarité et fait échec à l'agression des Phalanges fascistes de Pierre Gemayel et de leurs soutiens réactionnaires."⁸

La guerre libanaise résulterait d'un complot tramé par les Etats-Unis

⁶ Marc Luget. "Le Liban est menacé d'éclatement", le Figaro, 29 octobre 1975, p.4.

⁷ Raymond Aron. "La poudrière du Proche-Orient", le Figaro, 11 novembre 1975, pp.1 et 2.

⁸ Martine Monod. "La délégation du PCF a eu lieu lundi. Un entretien avec le président de l'OLP Yasser Arafat", l'Humanité, 10 juin 1975, p.3.

et l'Etat israélien afin de liquider la résistance palestinienne en utilisant comme couverture les milices phalangistes de Pierre Gemayel.⁹ L'Humanité souligne également les correspondances entre les activités des Phalanges et les opérations de l'armée israélienne.

“Exactement comme si elles agissaient en fonction l'une de l'autre selon un schéma préparé à l'avance où toutes deux joueraient un rôle complémentaire.”¹⁰

L'Humanité soutient donc que la guerre libanaise est née du désir des Israéliens et des Américains d'entraîner le gouvernement libanais et les milices de droite dans un combat contre les Palestiniens et les forces progressistes afin d'anéantir leur influence et les soumettre à la “pax americana”.¹¹ Ce serait le chapitre deux du septembre noir de Jordanie en 1970.

Le Monde propose deux explications à l'explosion de la guerre libanaise: la première, extérieure, est représentée par le problème palestinien; la seconde, intérieure, repose sur le fonctionnement économique, social et politique du Liban. Il lie le déclenchement du conflit libanais au problème palestinien: le Liban ne jouira de la paix que le jour où on ébauchera une solution du

⁹ Ibid..”Les manoeuvres de la stratégie US”, l'Humanité, 1er juillet 1975, p.3.

¹⁰ Idem.

¹¹ Anonyme. “Bombardements israéliens systématiques au Liban”, l'Humanité, 4 septembre 1975, p.3.

problème palestinien avec la participation des dirigeants modérés de l'OLP¹². Mais si l'instabilité libanaise est liée, selon ce quotidien, à la présence des Palestiniens au Liban, la responsabilité directe de la guerre appartient au Front du refus, c'est-à-dire à la ligne extrémiste de l'OLP.

Cependant, le problème palestinien au Liban se double, selon le Monde, d'une cause spécifique à la société libanaise.

"L'afflux de réfugiés palestiniens amers et n'ayant rien à perdre aura hâté, sans la provoquer entièrement, une catastrophe que les inégalités sociales criantes, la durée du conflit israélo-arabe, le discrédit et la fragilité des institutions rendaient sans doute inévitables".¹³

Les Palestiniens sont venus précipiter l'évolution conjoncturelle du Liban en projetant le pays au coeur de la crise israélo-arabe.

II. Les acteurs libanais

Les positions des trois quotidiens face aux différents intervenants de la guerre diffèrent sensiblement.

Le Figaro, dès l'année 1975, penche du côté des partis et des formations de la droite chrétienne et plus particulièrement du côté des Phalanges. Ils sont représentés comme les défenseurs de l'Etat libanais, trop faible pour pouvoir lui-même soumettre les Palestiniens à l'autorité du gouvernement. En

¹² Editorial. "Le Liban face aux Palestiniens", le Monde, 22 avril 1975, p.1.

¹³ Editorial. "Le naufrage", le Monde, 10 octobre 1975, p.1.

outre, pour le Figaro, leur lutte, en plus d'être légitime est une question de survie. Ainsi, la population chrétienne du Liban, face à la montée des revendications de la gauche et de la population musulmane craint-elle d'être chassée du Liban. Le parallèle est fait entre la situation des Libanais chrétiens et celle des pieds-noirs d'Algérie en 1958. "Mais les Chrétiens sont chez eux au Liban, complètement et à part entière. Ils ne disposent pas de l'issue d'un repli vers une mère patrie".¹⁴

Les Palestiniens sont considérés comme les "fauteurs de troubles"¹⁵. Ils ont bouleversé le fragile rapport des forces qui prévalait entre la communauté musulmane et la communauté chrétienne en rompant l'équilibre démographique et en donnant aux revendications de la gauche l'appui de leur force militaire¹⁶. En outre, en entraînant les forces musulmanes et de gauche dans la guerre, ils ont transformé un conflit libano-palestinien en un conflit inter-libanais. Le Figaro insiste sur le caractère belliqueux des Palestiniens. "Les régions proches de la frontière israélienne sont livrées aux organisations palestiniennes en armes."¹⁷

La lecture du Figaro laisse l'impression que les forces musulmanes et de gauche furent entraînées dans la guerre par les Palestiniens et que les

¹⁴ Yves Cuau. "Alerte au Proche-Orient", le Figaro, 28 mai 1975, p.1.

¹⁵ Idem.

¹⁶ Marc Luget. "Le Liban menacé d'éclatement", le Figaro, 29 octobre 1975, p.4.

¹⁷ Idem.

demandes des forces progressistes en matière de réforme de l'Etat étaient légitimes. Le Figaro reconnaît la corruption du gouvernement. Toutefois, le Liban aurait pu une fois de plus prouver sa capacité à régler ses problèmes de façon pacifique, tout comme il avait pu le faire lors des crises précédentes. La présence et surtout le pouvoir militaire des Palestiniens le lui auraient rendu impossible.¹⁸

L'Humanité a, quant à elle, un tout autre point de vue. L'organisation de Gemayel y est décrite comme étant fascisante et composée d'hommes de main et de fanatiques de confession maronite, pour la grande majorité.¹⁹ Ils sont tour à tour appelés "fascistes", "droite réactionnaire", "ultras".

"Il (Gemayel) souhaite le maintien des vieilles structures qui lui permettent de garder la main sur l'essentiel du pouvoir de l'Etat et sur les leviers de commande de l'économie. Il veut poursuivre l'exploitation systématique d'un prolétariat sans cesse plus nombreux, conserver ses privilèges financiers de banquier principal du Levant."²⁰

Le but des Phalanges est, selon ce quotidien, la partition du Liban, c'est-à-dire la création d'un second Israël afin de

"maintenir un bastion réactionnaire et pro-impérialiste au Levant grâce à l'aide massive des Américains et l'accord tacite des ultras d'Israël. Pour favoriser

¹⁸ Raymond Aron. "La poudrière du Proche-Orient", le Figaro, 11 novembre 1975, pp. 1 et 2.

¹⁹ Henri Alleg, Jacques Coubarde et Max Léon. "Liban: fusillades et barricades. Qu'y a-t-il derrière?", L'Humanité, 6 novembre 1975, p.2.

²⁰ Idem.

- ce plan, elles tentent de susciter une peur panique des populations chrétiennes à l'égard du mouvement progressiste arabe, accusé mensongèrement de "vouloir les jeter à la mer".²¹

Pour le Monde, les trois forces qui s'affrontent au Liban, les forces de droite et chrétiennes, d'un côté, et les forces de gauche et musulmanes, de l'autre, appuyées par l'OLP, ont toutes une part de responsabilité dans la guerre libanaise.

"Certains dirigeants politiques, soucieux de ne pas perdre leur "clientèle", suivent le mouvement au lieu de s'y opposer. D'autres, il faut bien le dire, alimentent un conflit interconfessionnel pour ne pas avoir à engager un débat, jugé dangereux, sur les problèmes fondamentaux -économiques, sociaux et institutionnels- qui sont à l'origine de la confrontation".²²

Selon le Monde, un dernier élément entretient la guerre libanaise: le dialogue de sourds entre les deux regroupements. La droite chrétienne ne tient à discuter que du problème palestinien, tandis que la gauche musulmane ne désire parler que des réformes de l'Etat.

III. Les acteurs externes du conflit libanais

Les actions des acteurs internes du conflit se doublent du jeu des Palestiniens et des puissances, grandes ou moyennes, impliquées pour des raisons géostratégiques au Liban et au Proche-Orient: Israël , la Syrie, les Etats-

²¹ Idem.

²² Editorial, "Le Liban face aux Palestiniens", le Monde, 22 avril 1975, p.1.

Unis et l'URSS.

Le rôle que jouent les Palestiniens est interprété diversement par les trois quotidiens. Le Figaro, on l'a vu, fait porter la responsabilité du conflit du Liban aux Palestiniens puisqu'ils auraient provoqué la destruction du pays, paradis du Proche-Orient.

De son côté, l'Humanité attribue aux Palestiniens, présents au Liban, un rôle pacificateur.

"Les Palestiniens se gardent d'intervenir dans un conflit qui pourtant les concerne directement mais qu'il revient aux Libanais eux-mêmes de régler. Dans certaines circonstances et à la demande du Premier ministre, ils ont aidé à la recherche des moyens permettant de mettre fin à l'effusion de sang et de préserver l'amitié libano-palestinienne."²³

Le rôle de l'OLP au Liban serait décisif car le poids de l'idéologie socialisante de l'OLP renforce le camp progressiste et éloigne le Liban des Etats-Unis. L'union de la résistance palestinienne et des forces progressistes représente, selon ce quotidien, le combat des démocrates contre l'impérialisme.

Le Monde, quant à lui, partage les responsabilités des Palestiniens entre deux groupes: les modérés de l'OLP et les extrémistes du Front du refus. Arafat est, dans un premier temps présenté comme l'homme du dialogue et de la

²³ Henri Alleg, Jacques Coubar et Max Léon. "Liban: fusillades et barricades. Qu'y a-t-il derrière?", l'Humanité, 6 novembre 1975, p.2.

réconciliation²⁴, mais sous la poussée du Front du refus, il se voit obligé de reviser ses positions. Un mois plus tard, le quotidien annonce que “les forces de l’Ordre et les Palestiniens sont aux prises à Beyrouth”²⁵ L’influence d’Arafat aurait diminué dans les camps.

“En exploitant les contradictions de la société libanaise, en s’appuyant sur l’extrême-gauche révolutionnaire pour entretenir une situation explosive à Beyrouth, le Front du refus vise indirectement M.Arafat, dont la modération paraît dangereuse pour le peuple palestinien. S’il veut éviter d’être débordé, le chef de l’Etat est naturellement conduit à durcir ses positions au détriment de l’”image de marque” dont il bénéficie sur le plan international.”²⁶

En plus de ces intervenants facilement identifiables, les trois quotidiens évoquent un autre acteur de la guerre civile. Le Figaro fait allusion plusieurs fois aux agents provocateurs²⁷. Sans les nommer, il semble adhérer à l’idée que les agents provocateurs se situent du côté du Front du refus et des Libanais d’extrême-gauche. Tout en notant que c’est une affirmation difficile à vérifier, il affirme:

“La thèse la plus répandue est que l’extrême-gauche libanaise et palestinienne alimentée par les fonds libyens et à laquelle se seraient joints des mercenaires

²⁴ Jean-Claude Guillebaud. “L’OLP condamne “toute forme de violence”, le Monde, 31 mai 1975, p.2.

²⁵ Editorial. “De Beyrouth à Jérusalem”, le Monde, 9 juillet 1975, p.1.

²⁶ Idem.

²⁷ “Mais qui tire sur qui?”, le Figaro, 27 juin 1975, p.4.; “Terreur et confusion à Beyrouth”, ibid., 28 juin 1975, p.2.; “Des provocateurs à l’origine de l’immense incendie à Beyrouth?”, ibid., 21 avril 1975, p.4.

libyens et irakiens, serait à l'origine des troubles."²⁸

L'Humanité aussi évoque les agents provocateurs, mais elle considère qu'ils sont mandatés par l'armée israélienne.

"Il est au moins des provocateurs dont l'identité ne fait aucun doute. Ceux qui ont envoyé leurs chasseurs passer le mur du son au-dessus de la capitale à 1 h40, ce jeudi. Ce sont les mêmes qui ont fait donner du canon sur le sud-Liban et ont envoyé en opération de "routine" des vedettes près du port de Tyr. Il n'est pas besoin d'en dire plus."²⁹

Le Monde s'interroge sur l'identité des auteurs du "massacre du samedi noir", date à laquelle, de sang-froid, des hommes armés abattaient des passants ainsi que des automobilistes selon leur appartenance confessionnelle.

"S'agit-il de partisans du partage du pays, d'agents provocateurs étrangers (israélo-américains", comme le proclame Raymond Eddé) ou d'extrémistes qui rêvent d'un Liban chrétien?"³⁰

Ainsi, les trois journaux lient le conflit libanais au contexte régional et international. La guerre n'est pas strictement civile; elle échappe dès 1975 aux Libanais. Les trois journaux retiennent l'idée que le conflit est manipulé ou arbitré de l'extérieur.

Le Figaro traite, dès le début de l'année 1975, de l'immixtion des forces étrangères dans le conflit. Toutes se servent du territoire libanais, livré à

²⁸ Thierry Desjardins. "L'adieu à Beyrouth", le Figaro. 1er novembre 1975, p.3.

²⁹ Martine Monod. "La crise libanaise: "Dieu, famille, patrie", la devise des Phalanges", l'Humanité, 30 juin 1975, p.2.

³⁰ Editorial. "Extrémistes ou agents provocateurs", le Monde, 10 décembre 1975, p.1.

lui-même, et des milices qui y sévissent, afin de renforcer leur influence au Proche-Orient.

"L'objectif des Israéliens ne serait-il pas plutôt, en touchant directement l'armée libanaise, de faire supporter par l'Etat libanais, les conséquences de son entente avec la résistance palestinienne et de faire ainsi attribuer à la présence palestinienne, les coups subis par le Liban, son armée et sa population? Quel a été le jeu des grandes puissances dans les événements passés et quel sera-t-il dans les événements à venir? Il ne fait pratiquement pas de doute que les Etats-Unis, aussi bien que l'URSS d'ailleurs, par l'intermédiaire d'alliés plutôt que directement, ont poussé leurs pions au Liban et continuent de le faire."³¹

Cet article rejoint presque entièrement la position de L'Humanité et constitue une exception.

Le Figaro privilégie normalement l'explication contraire. Un article représentatif avance que la guerre libanaise profite à Moscou qui tente de récupérer une zone d'influence au Proche-Orient par Palestiniens interposés. L'URSS s'efforcerait de contrebalancer l'influence grandissante des Américains au Proche-Orient. "Le Kremlin vise manifestement Beyrouth afin de perturber la politique américaine dans cette zone. Il souhaite faire du Liban une plate-forme à sa solde."³² En outre, il n'est guère douteux, selon lui, que les Palestiniens soient les hommes de Moscou.

L'Humanité admet également l'idée du complot, sauf qu'elle

³¹ Marc Luget. "Nouveaux raids au Liban", le Figaro, 8 août 1975, p.3.

³² Yves Cuau. "Le Liban: le jeu de Moscou", le Figaro, 31 octobre 1975, p.1.

considère que les Phalangistes sont à la solde des véritables forces agissantes au Liban: celles d'Israël et des Etats-Unis. Le but des Israéliens et des Américains au Liban serait l'anéantissement de la force palestinienne et du mouvement de la gauche.

“Le Liban devient le terrain privilégié d’une contre-offensive de l’impérialisme qui a pour but de freiner sinon de faire reculer le mouvement de libération des peuples de la région, notamment des peuples arabes. Après avoir échoué dans les tentatives de faire échouer Nasser, il a réussi à circonvenir la Jordanie, à entraîner l’Egypte dans des accords intérimaires avec Israël -qui regarde la paix- et cherchent à isoler la Syrie. Les dirigeants américains veulent maintenant donner au Liban un coup d’arrêt à la montée des forces progressistes qui favorisent la solidarité avec le peuple palestinien et mettent à l’ordre du jour une politique d’indépendance réelle et de progrès social. Au Liban donc se rencontrent les appétits du Pentagone et du “big business” américain et ceux d’autres pays impérialistes, d’autocrates arabes, et de certains milieux israéliens qui poursuivent des objectifs complémentaires et quelques fois concurrentiels.”³³

Enfin, l’Humanité établit un parallèle entre le massacre de septembre 1970 en Jordanie et les actions des Phalanges contre la résistance palestinienne et le mouvement de la gauche. “Le coup de force contre la résistance palestinienne et les forces progressistes a échoué. On ne peut recommencer impunément le massacre d’Amman en septembre...1970.”³⁴

Selon ce journal, la crise libanaise est en quelque sorte le chapitre

³³ Henri Alleg, Jacques Coubard et Max Léon. “Liban: fusillades et barricades. Qu’y a-t-il derrière?”, l’Humanité, 6 novembre 1975, p.3.

³⁴ Martine Monod. “La crise libanaise:”Dieu, famille, patrie”, la devise des Phalanges”, l’Humanité, 30 juin 1975, p.2.

deux du septembre noir mais elle vise cette fois non seulement la résistance palestinienne mais aussi les forces progressistes afin d'étouffer

“La montée du mouvement revendicatif dans les villes et dans les campagnes et le renforcement des organisations syndicales et des partis progressistes notamment du parti communiste libanais”.³⁵

De la même manière, le Monde condamne la prise en charge de l'Etat par des éléments extérieurs à la société libanaise. Toutefois, l'URSS, les Etats-Unis et Israël ne se retrouvent pas au banc des accusés. La Syrie et les Palestiniens encourent à eux seuls le blâme.³⁶ Le Monde est le seul quotidien qui soulève la question de la mainmise politique des Syriens sur le Liban, et ce, dès 1975. Ils sont, selon lui, les maîtres d'oeuvre au Liban. Si le Monde fait régulièrement état des actions israéliennes contre le Sud-Liban, il ne leur prête pas d'autre intention autre que celle de mener des opérations de représailles contre les commandos que lancent l'OLP en Galilée.

IV. L'analyse de la guerre civile

Dans un premier temps, le Figaro note au mois de juin qu'on ne peut parler de conflit à caractère strictement confessionnel puisque les combats de rue opposent Libanais, pauvres et riches, gauche et droite, chrétiens et musulmans

³⁵ ibid., "Les manoeuvres de la stratégie US", ibid., 1er juillet 1975, p.3.

³⁶ Francis Cornu. "Deux mille militaires ont pris position à Beyrouth où règne un calme précaire", le Monde, 27 septembre 1975, p.2.

et Palestiniens. Mais à partir du mois de septembre l'analyse est différente. Le Figaro modifie le regard qu'il portait sur la crise libanaise et évoque dorénavant une "guerre de religion" et la "confessionnalisation à outrance de la crise".

"Ce qui frappe, c'est le caractère de plus en plus franchement confessionnel qui porte en lui les germes d'une déflagration aux conséquences illimitées. On a l'impression d'assister à une sorte de démence collective. Il n'y a pas de traces de luttes idéologiques mettant aux prises progressistes et conservateurs. Une impasse politique venant s'ajouter à l'extrême dégradation sur le terrain risque de mener le Liban non plus au bord du gouffre mais au fond du gouffre."³⁷

Dans un deuxième temps, le Figaro signale, et ce dès le début de la crise, l'anarchie qui prévaut à Beyrouth. Plusieurs articles soulignent ce sentiment.³⁸ Ce quotidien met en lumière la menace de partition du pays sous l'effet des violences qui le déchirent. La crise étant aigüe, il considère que la Syrie est le dernier espoir pour le Liban. Elle devient l'auxiliaire pour rétablir l'ordre, compte tenu que l'Etat libanais a disparu et qu'aucune autorité ne l'a remplacé.³⁹

Pour sa part, l'Humanité se défend de considérer la crise libanaise comme un conflit interconfessionnel. Son analyse se fonde, tout naturellement,

³⁷ Marc Luget. "La guerre civile dans le nord du Liban", le Figaro, 10 septembre 1975, p.3.

³⁸ "Terreur et confusion à Beyrouth", 28 juin 1975, p.2; "Beyrouth, c'est l'enfer. 150 morts et 300 blessés en sept jours", 30 juin 1975, p.1; Marc Luget. "Beyrouth à feu et à sang", 24 septembre 1975, p.2; "La poudrière libanaise", 24 septembre 1975, p.2.

³⁹ Marc Luget. "Beyrouth à feu et à sang", le Figaro, 20 septembre 1975, p.3.

sur l'idéologie marxiste. Le conflit se définit ici comme une guerre de classes entre la bourgeoisie et le prolétariat urbain et rural du Liban. Selon ce journal, ce n'est pas sans arrière-pensées que certains journalistes de la presse française ont simplifié le tableau en opposant d'un côté les islamo-progressistes et de l'autre la droite chrétienne.

"De là à conclure à la guerre de religion, à la croisade des "fanatiques" contre les chrétiens et pourquoi pas les juifs, il n'y a qu'un pas que beaucoup franchissent dans la presse occidentale."⁴⁰

L'Humanité affirme que beaucoup parmi la moyenne bourgeoisie, tant musulmane que chrétienne, ont rejoint le camp de la gauche libanaise, tandis que, de son côté, la droite regroupe les organisations fascistes, quelles que soient leurs attaches religieuses. Le conflit libanais s'inscrit, selon L'Humanité dans le combat universel du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

"Autrefois relais marchand entre l'Occident et l'Orient, puis base financière et politique, le Liban devient aujourd'hui un champ de bataille stratégique où s'affrontent presque ouvertement les groupes impérialistes et le mouvement de libération des peuples."⁴¹

La crise est, selon L'Humanité, "une entreprise concertée pour liquider à la fois la résistance palestinienne et les forces progressistes sous l'accusation commune

⁴⁰ Henri Alleg, Jacques Coubarde et Max Léon. "Liban: fusillades et barricades. Qu'y a-t-il derrière?", L'Humanité, 6 novembre 1975, p.2.

⁴¹ Martine Monod. "La crise libanaise III. Les manoeuvres de la stratégie US", L'Humanité, 1er juillet 1975, p.3.

d'antilibanisme".⁴² Ce quotidien s'inquiète de l'avancée de l'influence américaine au Proche-Orient et du musellement de l'OLP ainsi que tous les mouvements révolutionnaires.

Le Monde s'interroge à la fois sur le caractère confessionnel de la crise, sur son aspect social et sur l'impact des différentes interventions extérieures. Pour le Monde, le conflit au Liban est kaléidoscopique. Cependant, la constatation qui revient le plus souvent est celle de l'anarchie dans laquelle le Liban s'enfonce."La constatation de l'impuissance, voire de l'inexistence de l'Etat est désormais dans toutes les conversations".⁴³ Il ajoute:"La carence de l'Etat encourage les malfaiteurs de tous bords".⁴⁴

En outre, même si, pour ce journal, la crise avait des origines sociales, elle s'est peu à peu confessionnalisée, si bien que la guerre menace désormais le Liban d'éclatement. Dans cet état de choses, la Syrie est considérée comme le dernier recours qu'à le Liban pour trouver une solution à la crise qu'il traverse.⁴⁵

⁴²Anonyme."Les Phalanges libanaise reçoivent des armements par mer", l'Humanité, 7 novembre 1975, p.2.

⁴³ Edouard Saab."La crise ministérielle et la carence de l'Etat facilitent les méfaits d'éléments incontrôlés", le Monde, 14 juin 1975, p.3.

⁴⁴ Ibid..

⁴⁵ Thierry Desjardins."Bon office français à Beyrouth", le Figaro, 13 novembre 1975, p.4.

Enfin le seul quotidien qui appelle de ses vœux une intervention française est le Figaro. Soulignant à maintes reprises le rôle de la France au Proche-Orient et ses liens séculaires tissés avec la population chrétienne. Il rappelle son titre de protecteur des chrétiens du Proche-Orient.

CHAPITRE II. DE L'INVASION SYRIENNE A L'INTERVENTION ISRAELIENNE: 1976-1978

Les forces syriennes pénètrent au Liban en juin 1976, avec l'accord des Etats-Unis et d'Israël. Elles le font à la condition de ne pas dépasser la "ligne rouge", dont personne ne sait exactement ce qu'elle représente mais qu'on assimile généralement à la région située au sud du fleuve Litani. La Syrie entend ainsi rétablir l'équilibre que menacent les gains remportés par les forces palestino-progressistes. Il n'est pas question pour le président Assad de laisser la gauche et les Palestiniens établir leur hégémonie au Liban.

Le présent chapitre traite de l'analyse donnée par chacun des trois quotidiens de l'invasion syrienne, puis dans un deuxième temps du rôle des puissances étrangères, notamment la France et les Etats-Unis, face à l'intervention des troupes de Damas et, en dernier lieu, de la politique israélienne au Sud-Liban.

I. L'intervention syrienne

L'intervention syrienne au Liban dévoile, selon le Figaro, le rôle prédominant de la Syrie sur la scène libanaise. La politique de la Syrie au Liban consacre la place, désormais centrale, du gouvernement de Damas dans le règlement du problème israélo-arabe.

“Les circonstances nées de la guerre civile ont été magistralement exploitées par Damas pour étendre son ombre tutélaire non seulement sur ce pays mais sur toutes les forces qui y agissent notamment les forces anti-syriennes. L’opération a été menée avec doigté même si elle a pris parfois la forme brutale d’une intervention militaire par l’ALP interposée. S’assurer du contrôle du Liban signifiait contrôler le seul champ d’action des différents régimes arabes et de surcroît avoir un droit de regard plus direct sur la résistance palestinienne.”¹

Dorénavant, le Figaro souligne qu’il est impossible de trouver un règlement à la crise libanaise sans l’accord des Syriens. Damas détient véritablement, selon le quotidien, le rôle d’arbitre de la guerre du Liban. L’intervention syrienne se définit, de ce fait, comme la mise au pas et le contrôle par le gouvernement de Damas, des forces de gauche et de la résistance palestinienne.² Le président Assad marque ainsi, selon ce journal, son désir de préserver au Liban un rapport de forces qui lui est favorable, c’est-à-dire, le maintien d’une part du statu quo en faveur de la droite, d’autre part, d’une situation qui rende impossible la constitution de multiples Etats confessionnels, porteurs à la fois de risques de déséquilibre et d’instabilité pour le régime syrien et d’une riposte israélienne au Liban.³

Le Figaro, dans un premier temps appuie l’intervention syrienne au

¹ Marc Luget. “La Syrie pièce maîtresse sur l’échiquier du Proche-Orient”, le Figaro, 11 février 1976, p.4.

² Jacques Guillemé-Brulon. “Le diktat des grands”, le Figaro, 2 juin 1976, p.1.

³ Charles Lambroschini. “Les Syriens au Liban, le jeu de Damas”, le Figaro, 8 juin 1976, p.3.

Liban. Le régime de Damas devient le défenseur de la communauté chrétienne. C'est le sauveur qui délivre les chrétiens du "génocide" dont ils étaient les victimes de la part de la gauche et des Palestiniens.

De l'avis du Figaro, la Syrie est appuyée par la communauté arabe elle-même. Les objections soulevées par l'Égypte et l'Irak ne sauraient être, selon ce dernier, admises: l'Égypte n'est que trop contente de rendre la monnaie de sa pièce à la Syrie qui l'a longtemps accusée d'échanger la cause palestinienne contre l'appui américain. Quant à l'Irak, Damas et Bagdad ont de tout temps été des frères ennemis.⁴

L'action des troupes syriennes au Liban est qualifiée, par le Figaro, de modérée.

"Assad s'est-il trop montré timide quand il a décidé de rétablir l'ordre au Liban? Voilà qui semble se confirmer aujourd'hui. Le leader progressiste syrien ne souhaitait manifestement pas que l'on assimilât son expédition au "septembre noir" du roi Hussein. Reprenant le mot célèbre de Napoléon III à Cavour, Kissinger aurait certes dû lui glisser le "face, ma face presto". Affirmer pour autant que son initiative se trouve maintenant vouée à l'échec serait une erreur. Beyrouth tombera le jour où le président en aura décidé. Damas dispose d'excellents atouts pour en finir victorieusement. A condition toutefois, qu'il agisse très rapidement. Avant que ses adversaires, soutenus par les Soviétiques, s'efforcent d'internationaliser le conflit."⁵

Il ajoute un mois plus tard:

⁴ Idem.

⁵ Jacques Guillemé-Brulon. "Pour qui tombent les "dominos"", le Figaro, 15 avril 1976, p.1.

"Les Syriens ont un dossier moins mauvais qu'on ne le dit. Certes, ils ont abandonné les Palestiniens; certes, ils ont trahi les islamo-progressistes pour se mettre à soutenir la droite chrétienne, mais ils peuvent tout de même faire valoir que jusqu'à présent leurs troupes et leurs blindés se sont cantonnés dans des opérations très limitées. Il ne fait guère de doute que s'ils l'avaient voulu, ils auraient très bien pu liquider et les fedayins de l'OLP et les miliciens de Kamal Joublatt. Ce qui est étonnant, c'est de voir que la plupart de ceux qui vont se déchaîner contre la Syrie prônent en fait depuis plusieurs années une politique encore plus "réaliste" que celle qu'ils reprochent aujourd'hui aux Syriens."⁶

Le Figaro soutient également que l'intervention syrienne au Liban provoque la débandade des Palestiniens sur tous les fronts. Selon ce journal, sur le plan politique, ils n'ont pas éveillé un front des pays dits "progressistes". Le Figaro fait valoir que l'Union soviétique elle-même n'a pas voulu couper les ponts avec Damas. De plus, à l'intérieur même de la résistance, la cassure entre les nationalistes et les révolutionnaires, c'est-à-dire entre Arafat et Abou Ayyad, s'est accentuée. Sur le plan militaire, d'après ce quotidien, les fedayins ont commis toutes les maladroites et ont perdu la bataille du Nord et de Tell el Zaatar.⁷Quoi qu'il en soit,

"Combien de temps faut-il à une armée moderne bien équipée, quatre cents chars et vingt mille hommes, possédant l'aviation et soixante mille collaborateurs pour liquider une "armée de gueux" mal disciplinée mais bien équipée comportant vingt quatre mille hommes?"⁸

⁶ Ibid. "La fin d'un mythe", le Figaro, 15 juin 1976, p.3.

⁷ Idem.

⁸ Thierry Desjardins. "400 chars et 20 000 hommes et l'aviation pour une "armée de gueux", le Figaro, 15 juin 1976, p.3.

- La Syrie a pu présenter son dossier d'une telle façon que personne n'a pu se déchaîner contre elle. Elle a envahi le Liban "à la demande des autorités légales". Elle est venue pour "sauver une communauté" et pour tenter de s'imposer "entre les belligérants". Elle n'a commis aucun excès. Sans écraser la gauche, elle a détruit ses poches de résistance puis "ratissé" et "normalisé" la majeure partie du pays.⁹

Toutefois, l'enthousiasme du Figaro est de courte durée. Ainsi, au fur et à mesure que l'occupation syrienne se confirme et se fait de plus en plus oppressante, son jugement se raidit. Il en vient à condamner la mainmise de Damas sur le pays. Très tôt Raymond Aron exprime ses craintes:

"L'action de la Syrie indigné ceux des Libanais qui voudraient encore mettre fin au conflit selon les méthodes éprouvées du jeu politique national; elle indigné aussi les Etats arabes les plus révolutionnaires; [...] Tout se passe comme si Assad entendait exercer une sorte de protectorat sur le Liban et réduire la liberté d'action de Yasser Arafat et des diverses organisations palestiniennes."¹⁰

Fin 1976, l'opposition se précise:

"La Force de dissuasion arabe" s'est transformée en une "Force de frappe syrienne" qui a la haute main sur la vie privée et publique de la population libanaise. En deux mois, les troupes de Damas n'ont pas perdu de temps. La plaine de la Bekaa est devenue une province syrienne. La classe politique libanaise vit dans la crainte de l'attentat ou de l'emprisonnement à Damas. [...] On peut

⁹ Ibid. "La guerre plus forte que la paix", le Figaro, 23 juillet 1976, p.2.

¹⁰ Raymond Aron. "Malentendu", le Figaro, 2 juin 1976, p.3.

s'inquiéter aujourd'hui de l'avenir du Liban." ¹¹

Le Figaro applaudit l'initiative syrienne tant qu'elle a pour objet la répression des forces de gauche et de la résistance palestinienne. Mais quand elle s'impose au gouvernement libanais pour prendre la forme d'une véritable force d'occupation, il la condamne.

L'Humanité, quant à lui, accuse dès les premières heures l'intervention syrienne au Liban. Elle est définie comme une "agression" dont le but est la destruction de toutes les formes d'opposition à la politique américaine au Proche-Orient. Selon L'Humanité, on ne saurait appuyer l'entreprise syrienne alors qu'elle est désapprouvée par l'ensemble de la communauté arabe y compris les forces populaires libanaises elles-mêmes.

Pour L'Humanité, l'intervention de Damas au Liban apparaît, en fait, comme l'instrument fomenté par les Etats-Unis et Israël en vue d'étouffer le mouvement des forces démocratiques et de la résistance palestinienne, seuls obstacles à l'établissement de la "pax americana" au Proche-Orient. ¹²

"L'écrasement de la résistance palestinienne, la mise hors de combat des forces de libération et de progrès de toute cette région. Ainsi doit s'établir la "paix américaine", celle à laquelle oeuvre Kissinger, une paix des cimetières, des

¹¹ Jorg Stocklin."Liban: de la pacification à la colonisation syrienne", le Figaro, 21 décembre 1976, p.3.

¹² Anonyme."Liban:Damas a rompu le cessez-le-feu", L'Humanité, 19 juin 1976, p.3.

- camps et des prisons dans un Proche-Orient "libéré" des Palestiniens et des hommes de progrès enfin solidement amarré à l'impérialisme."¹³

Les causes de l'invasion syrienne rejoignent, selon l'Humanité, celles qui ont engendré la guerre civile.

"Au Liban, aujourd'hui, le combat se situe don clairement entre les forces du progrès et les tenants de la réaction, de l'impérialisme. On ne peut donc que condamner l'intervention syrienne qui s'exerce en fait au profit de la réaction et de l'impérialisme."¹⁴

Non seulement la Syrie, en décidant de l'invasion du Liban, se fait-elle l'alliée, de l'avis de l'Humanité, du complot américano-sioniste, mais, plus encore, elle se fait l'exécutante d'une guerre d'extermination, menée pour cette circonstance avec l'appui de la droite contre le mouvement de la gauche et de la résistance palestinienne. Ce quotidien témoigne des emprisonnements sommaires et de la torture, et même des exécutions, dont les Palestiniens et les mouvements de la gauche seraient victimes. La bataille de Tell el Zaatar s'apparente, en ce sens, à un génocide.

"La guerre qui leur a été imposée est cruelle. C'est une véritable guerre d'extermination.[...] On coupe les nez, les oreilles, on brise les membres, on arrache le sexe des hommes, on viole les femmes; sur la poitrine des prisonniers abattus on trace au poignard une croix de sang. Des hommes ont été tués à la

¹³ Henri Alleg. "Une paix des cimetières", l'Humanité, 4 octobre 1976, p.3.

¹⁴ Jacques Coubard. "Un an de guerre. Les ingérences extérieures, ultime espoir de la réaction", l'Humanité, 15 avril 1976, p.3.

- hache."¹⁵

L'action de la Syrie au Liban s'inscrit, d'après l'Humanité, dans le cadre des "visées" américaines et israéliennes dans la région. L'invasion syrienne équivaut à un second "septembre noir".

L'opinion du Monde est plus nuancée. Ce journal soutient, comme l'Humanité, que le principal objectif de l'entreprise de Damas au Liban est de réaliser un "septembre noir", mais limité au domaine politique. Il s'agirait de faire admettre aux organisations palestiniennes la prééminence de la Syrie au Liban, laquelle aurait déjà été acceptée par les dirigeants chrétiens de même que le roi Hussein de Jordanie.¹⁶

La Syrie serait ainsi intervenue au Liban pour contrer l'avance des palestino-progressistes aux dépens de la droite chrétienne parce qu'elle risquait non seulement d'entraîner Damas vers un affrontement avec l'Etat d'Israël, mais également parce qu'une victoire de la gauche et de la résistance palestinienne marquerait la fin de l'influence syrienne au Liban, tout en menaçant la stabilité politique et sociale de la Syrie elle-même.

"Instaurer un équilibre des forces entre les deux camps antagonistes lui

¹⁵ Louis Odru. "La cruauté des phalanges fascistes", l'Humanité, 11 août 1976, p.3.

¹⁶ Jean-Pierre Péroncel-Hugoz. "Les Syriens s'attendaient à une "promenade militaire"."
Le Monde, 22 juin 1976, p.2.

- permettant de jouer les arbitres et partant, d'exercer une influence décisive au Liban; empêcher en tout cas, l'accession au pouvoir à Beyrouth d'une gauche radicale que le Baas syrien; faire en sorte que la résistance palestinienne se désolidarise du camp progressiste pour devenir l'alliée exclusive du camp de Damas; éviter que la guerre civile ne débouche sur le partage du Liban ou sur une intervention des forces étrangères, en particulier celle d'Israël, qui entraînerait la Syrie dans un conflit désastreux pour elle."¹⁷

Il considère également que l'intervention syrienne a été moins sévèrement condamnée par le monde arabe qu'on aurait pu le croire. En effet, selon ce journal, seul l'Égypte et l'Irak ont vivement protesté contre l'initiative de Damas, mais leur réaction ne compterait guère. L'Irak est traditionnellement opposé à la Syrie, tandis que l'Égypte, de son côté, n'est que trop contente de souligner l'embarras de la Syrie au Liban, alors qu'elle fut longtemps accusée par Damas de trahir la cause palestinienne au profit de la politique américaine.

“La fureur des Palestiniens qui s'estiment joués et soupçonnent désormais Assad soit de vouloir les liquider, comme le roi Hussein l'avait déjà fait à Amman, soit au moins de traiter sur leur dos avec Israël, a eu moins d'échos qu'on aurait pu le croire au sein du monde arabe.”¹⁸

Le Monde affirme que la Syrie est sortie gagnante de l'épreuve de force puisqu'elle a réussi à affaiblir considérablement la position palestino-progressiste tout en préparant virtuellement l'annexion du Liban.¹⁹ L'analyse

¹⁷ Eric Rouleau. “La Syrie dans le borbier libanais”, le Monde, 1er juin 1976, p.4.

¹⁸ André Fontaine. “La triple angoisse”, le Monde, 28 juillet 1976, p.3.

¹⁹ Editorial. “Vers une table ronde”, le Monde, 18 juin 1976, p.1.

que fait le Monde de l'invasion syrienne est relativement détachée. Il se borne presque exclusivement à faire état des réactions des pays concernés sans s'impliquer profondément.

II. Le rôle de la France et des Etats-Unis

L'intervention de la Syrie au Liban suscite, pour les trois journaux, des questionnements sur le rôle de la France face à la crise libanaise, ainsi que sur celui des Etats-Unis et d'Israël dans la mise en oeuvre de l'invasion syrienne.

Le Figaro considère qu'une implication de la France au Liban serait bénéfique pour l'ensemble des parties en présence. Elle protégerait dans un même élan Damas et les Palestiniens d'une éventuelle riposte, pour les uns, ou d'une attaque, pour les autres, de l'Etat d'Israël. Elle servirait de cordon protecteur à la droite chrétienne, tandis que la gauche profiterait de la même garantie que celle de ses alliés palestiniens. Enfin, la France, en plus de rehausser son prestige international, s'élèverait au rang de partenaire obligé dans tout règlement du conflit israélo-arabe. "Le vieux rêve de de Gaulle réalisé."²⁰

De ce fait, il regrette que le Liban, au lieu de faire appel à la Syrie, n'ait pas accepté la proposition du président Giscard d'Estaing à l'effet que la

²⁰ Marc Luget. "Beyrouth: scepticisme et étonnement", le Figaro, 24 mai 1976, p.3.

France apporte une contribution "limitée mais nécessaire et concrète, à la consolidation du cessez-le-feu."²¹

"De ne pas l'avoir entendu a amené les Libanais des deux bords à subir un diktat humiliant. Kamal Joumlatt lui-même l'a compris tardivement qui vient de demander à la France son aide diplomatique et politique pour défendre "l'indépendance" de son pays."²²

Au fur et à mesure que l'étau syrien se referme sur le Liban, le Figaro amplifie la dimension du rôle de la France au Liban. Il rappelle sans cesse soit les liens historiques entre Paris et Beyrouth soit le mérite de la politique extérieure française, laquelle permettrait au Liban de se tenir à l'écart des deux superpuissances.

"Sa profonde connaissance des acteurs et des lieux l'autorise à jouer un rôle susceptible de dépassionner un conflit parvenu à son paroxysme."²³

Il regrette que la France n'use pas de son "autorité" afin de sauver ce peuple "si proche d'elle"²⁴, ou au moins, de condamner officiellement les visées annexionnistes de la Syrie au Liban.

A cet égard, le Figaro remarque que les superpuissances tout en étant impliquées, par l'intermédiaire de pays ou de milices, dans le conflit

²¹ Jacques Guillemé-Brulon."Le diktat des grands", le Figaro, 2 juin 1976, p.1.

²² Idem.

²³ Raymond Aron."Machiavel au Proche-Orient", le Figaro, 11 octobre 1976, pp. 1 et 2.

²⁴ Idem.

libanais, ont finalement toutes donné leur caution, officieuse ou officielle, à l'invasion syrienne du territoire libanais, seule apte, selon elles, à "sauver le Liban".²⁵ Le Figaro souligne l'attitude réservée de l'URSS envers les Palestiniens. Il note que la Pravda n'a émis aucune condamnation de l'entreprise syrienne. Au contraire, elle déclare que les organisations palestiniennes se doivent de renouer avec Damas afin d'amorcer la conclusion d'un règlement de paix au Liban.²⁶ Le Figaro considère également que les Etats-Unis et Israël retirent des bénéfices de cette opération qui met au pas les organisations palestiniennes et refoule l'avance de la gauche.

La position de l'Humanité est foncièrement opposée à celle de son confrère. Les propositions de la France sont associées au complot américano-sioniste dont le Liban serait la proie.

“Ce qui revient à dire que Damas, avec l’approbation giscardienne, entend continuer à faire régner l’”ordre” jusqu’à la liquidation des progressistes et de la résistance palestinienne. [...] C’est à la paix américaine que M. Giscard d’Estaing ouvre la porte.”²⁷

Il ajoute:

"Faut-il rappeler que Giscard D'Estaing -lors de la visite du président syrien

²⁵ Idem.

²⁶ Jacques Guillemé-Brulon."La voie réaliste", 22 juillet 1976, p.1.

²⁷ Anonyme."Liban: Giscard D'Estaing et Assad satisfaits de leur complicité", l'Humanité, 21 juin 1976, p.3.

en France -affirmait que les gouvernements de Paris et de Damas avaient des "positions identiques"? Et cela le 17 juin dernier - c'est-à-dire au moment précis où se développait l'intervention syrienne."²⁸

Enfin, l'Humanité dénonce la vente, par la France, d'armes à destination de la droite libanaise.

"Tandis que chez nous, le ministre des Affaires étrangères fait savoir sans s'émouvoir, qu'il était au courant de la décision des Syriens de passer à l'action. Comment d'ailleurs en aurait-il été autrement? Le gouvernement n'a-t-il pas suffisamment prouvé sa totale complicité avec les Phalangistes et leurs alliés? N'a-t-il pas été le fournisseur d'armes de Gemayel? Entre Washington et Paris, Jérusalem et Damas, la convergence n'est pas fortuite. Les divergences passent au second plan devant l'essentiel pour l'impérialisme et la réaction arabe."²⁹

Même les missions diplomatiques de la France au Liban sont perçues par les journalistes de l'Humanité comme étant de la même nature que celles des Etats-Unis au Proche-Orient.

"Sans les interventions étrangères, celles des Etats-Unis, et plus particulièrement celle de la France (avec la mission de Couve de Murville et de Gorse) et leurs tentatives de maintenir ou d'aménager un système archaïque, on ne peut que penser que l'abolition des privilèges serait déjà chose faite."³⁰

L'Humanité regrette que la France n'ait pas le courage de se démarquer de la politique américaine et ne sache pas se dresser ouvertement contre l'invasion syrienne. Selon le quotidien communiste, la France doit savoir

²⁸ Anonyme. "Georges Marchais:"Il faut que le massacre cesse", l'Humanité, 11 août 1976, p.3.

²⁹ Henri Alleg. "Une paix des cimetières", l'Humanité, 4 octobre 1976, p.3.

³⁰ Idem.

préserver son indépendance afin de pouvoir offrir aux pays du tiers-monde l'option de ne pas être affiliés aux deux superpuissances. La subordination de la France aux décisions américaines la rabaisse, de l'avis de ce journal, au rang de puissance subalterne.

L'Humanité dénonce également l'implication directe ou indirecte d'Israël dans la guerre libanaise s'appuyant sur les déclarations du Washington Post et de l'Observer.³¹ Il accuse ce pays de fournir armes lourdes et blindés aux milices de droite. En outre, il note que la mise au pas ou plutôt le massacre de Palestiniens par les troupes syriennes ne peuvent que réjouir l'état-major israélien.³²

Le quotidien le Monde, de son côté, prend note également de la neutralité bienveillante de la France à l'égard de l'intervention syrienne.

"M. Giscard D'Estaing n'a, pour sa part et à aucun moment, émis le moindre jugement sur la méthode choisie par Damas pour atteindre ses objectifs au Liban. Cependant, il paraît implicitement donner sa caution à l'entreprise syrienne, d'une manière limitée, il est vrai, quand il énonce l'ordre des tâches prioritaires."³³

Selon le Monde, ce n'est pas tant la victoire de la gauche qui

³¹ Anonyme. "Israël fournit aux fascistes armes lourdes et blindés", l'Humanité, 22 juillet 1976, p.2.

³² Henri Alleg. "Une paix des cimetières", l'Humanité, 4 octobre 1976, p.3.

³³ Eric Rouleau. "Le Liban et le conflit israélo-arabe dominant les entretiens franco-syriens", le Monde, 19 juin 1976, pp.1 et 2.

préoccupe les grandes puissances, mais bien la victoire de la gauche en tant que victoire des Palestiniens et donc de tous ceux qui rejettent la "pax americana". Elle mettrait également en difficulté les autres régimes arabes qui ont opté pour le camp occidental, comme l'Egypte de Sadate. En ce sens, la défaite de Joumblatt serait la défaite de la résistance palestinienne. Elle assurerait le triomphe de la diplomatie américaine, et donc israélienne, au Proche-Orient, et éliminerait, éventuellement le peu d'influence que conserve l'Union soviétique au Levant.³⁴

Ainsi, d'après le Monde, les Etats-Unis ont donné leur aval à l'entreprise syrienne, par l'entremise de leur émissaire Dean Brown, afin de vérifier la compétence du régime baasiste à jouer le rôle d'arbitre dans le conflit libanais et afin de permettre le rééquilibrage des forces en faveur de la droite chrétienne dont la politique des "petits pas" de Kissinger est tributaire.

Il est clair, selon le Monde, qu'Israël appuie l'intervention syrienne dans la mesure où elle concorde avec sa politique face aux organisations palestiniennes. Il rappelle les mots du Premier ministre Ytzhak Rabin:

"Il n'y a aucune raison d'empêcher les Syriens de tuer les fedayins. Il n'est pas nécessaire que nous allions troubler l'armée syrienne pendant qu'elle tue des terroristes. Les forces syriennes ont abattu ces derniers temps davantage de

³⁴ André Fontaine. "La triple angoisse", le Monde, 28 juillet 1976, p.3.

terroristes que les troupes israéliennes en l'espace de deux ans et demi. Les hommes de Yasser Arafat commencent à redouter un nouveau "septembre noir".³⁵

III. L'implication de l'Etat d'Israël au Sud-Liban

Le bénéfice de l'invasion syrienne revient sans conteste, pour les trois quotidiens, à Israël. Non seulement jouit-il, sans même y participer, de la mise au pas des forces palestino-progressistes par les troupes de Damas, mais il peut installer, grâce au principe de la "ligne rouge", son contrôle sur la région du Sud-Liban.

L'année 1977 est ainsi marquée par l'implication de plus en plus grande de l'armée israélienne au sud du fleuve Litani. L'Etat hébreu passe peu à peu, tout comme la Syrie avant lui, d'une politique d'intervention indirecte à une politique d'intervention directe aux côtés de la droite. Israël place ses pions au Liban.

Le Figaro n'accorde que très peu d'articles à l'intervention israélienne au Sud-Liban. Il l'associe à des opérations de représailles visant à assurer la sécurité des habitants de la Galilée, victimes des actes terroristes de l'organisation palestinienne.

Tout au contraire, il semble de moins en moins facile d'assimiler les

³⁵ Francis Cornu. "Il n'y a aucune raison d'empêcher les Syriens de tuer les fedayins": M.Rabin", Le Monde, 4 juin 1976, p.5.

opérations israéliennes à des "représailles", de l'avis de l'Humanité. Elle les qualifie plutôt d'opérations de guerre, comme en témoigne l'utilisation par les troupes israéliennes de chasseurs-bombardiers, de pièces lourdes d'artillerie et de vedettes lance-torpilles. De plus, elle accuse Israël de bombarder sans discrimination villages et camps de réfugiés, tuant femmes, vieillards et enfants, alors que l'Etat hébreu soutient que ses objectifs sont strictement militaires.³⁶

Il ajoute que le Sud s'embrasa lorsque la Syrie décida d'intervenir au Liban. Les organisations palestiniennes furent alors prises entre le marteau israélien et l'enclume syrienne. Begin a donc tout intérêt à souffler sur le feu au Liban afin de continuer à coloniser le Golan, le Sinaï et la Cisjordanie d'autant plus que la Syrie embourbée au Liban, ne saurait, selon ce journal, riposter à une attaque israélienne.

Selon le Monde, la bataille pour le Sud-Liban, qu'il qualifie de "drôle de guerre", a plus d'importance du point de vue de ses implications politiques que par ses résultats immédiats.³⁷ Israël tient à faire savoir au monde arabe et plus particulièrement aux Palestiniens que l'avantage se trouve de son côté dans toutes négociations sur le problème israélo-arabe.

³⁶ Jacques Coubard. "Le secret de polichinelle de Begin", l'Humanité, 9 août 1977, p.6.

³⁷ Editorial. "Un pari audacieux", le Monde, 11 novembre 1977, p.1.

"Bien que le gouvernement de Begin se défende de toutes arrières-pensées politiques, ces raids sont susceptibles de peser sur le rapport de force dans la région. Ils constituent au premier chef une pression directe sur l'OLP pour l'amener à retirer inconditionnellement ses fedayins du Sud-Liban, laissant ainsi le champ libre aux milices chrétiennes de droite et aux forces israéliennes dans une région sur laquelle le gouvernement de Beyrouth n'aurait plus aucune autorité.[...] A plus long terme, l'alliance israélo-maronite ferait peser la menace d'une partition du Liban, dont la composante chrétienne ne manquerait pas de s'allier à l'Etat juif."³⁸

Israël cherche donc à exacerber les rivalités au Sud-Liban et à provoquer une division entre chiïtes et Palestiniens, jusque-là alliés dans leur lutte à la droite chrétienne, en faisant subir à la population chiïte du Sud-Liban, tout autant qu'aux réfugiés palestiniens, les bombardements de son artillerie. De plus, la bataille du Sud, entretenue par Israël, risque de provoquer un raidissement arabe dans le cas de la tenue d'une conférence internationale.

"Des résultats qui confirment la thèse selon laquelle Israël cherche à faire avorter la conférence de Genève tout en faisant assumer la responsabilité de l'impasse aux Arabes."³⁹

³⁸ Idem.

³⁹ Idem.

CHAPITRE III. DE L'INTERVENTION ISRAËLIENNE À L'INVASION SYRIENNE: 1978 À 1982

La troisième période de la guerre libanaise débute avec l'invasion israélienne de mars 1978. Nous avons divisé cette étape en trois sections: tout d'abord, l'invasion israélienne du Sud-Liban, puis l'instauration de la force internationale des Nations unies et enfin la bataille d'Achrafieh entre les forces syriennes et les milices phalangistes.

Israël entreprend l'invasion du Sud-Liban, d'une part afin de riposter à l'attaque d'un commando palestinien en plein centre de Tel-Aviv qui a causé la mort de 35 personnes, d'autre part afin de répondre aux difficultés des forces chrétiennes au Liban. Il envisage enfin d'instaurer une "ceinture de sécurité" au nord de sa frontière.

L'invasion débute en mars 1978 et se termine en juin de la même année. Suite à cette intervention, l'ONU décide l'envoi de forces internationales pour superviser le retrait de l'armée israélienne et faciliter le contrôle de la région du Sud-Liban par l'armée libanaise. Celle-ci fut incapable d'imposer son autorité sur ce territoire et l'armée israélienne ne se retire que pour céder ses acquis aux forces chrétiennes du général Haddad à la solde de l'Etat hébreu.

I. L'invasion israélienne du Sud-Liban

Le Figaro affirme que c'est l'OLP qui a délibérément provoqué la

riposte israélienne par l'attentat effectué à Tel-Aviv. L'OLP poursuit ainsi, selon ce journal, trois objectifs politiques.

"Il s'agirait d'une part, de déplacer le centre de gravité du conflit proche-oriental du "front-Sud" (l'Egypte) au "front-Est" (la Syrie) et, d'autre part, de préparer la rentrée des Soviétiques sur la scène diplomatique lorsque l'heure viendra de "l'internationalisation de la crise". D'où le timing de l'intervention qui suit de peu la visite officielle que vient d'effectuer Arafat à Moscou. Les dirigeants du Fatah entendent également profiter des événements pour raffermir leur emprise sur les diverses organisations - y compris celle du Refus- qui contestent les options diplomatiques et le leadership de l'OLP. Enfin il n'est pas impossible qu'Arafat et ses amis aient voulu couper court -par la force des choses et par l'intermédiaire de l'ennemi sioniste- aux tendances qui se manifestent au Sud-Liban au sein de la résistance, tendances encouragées dit-on dans les états-majors de Beyrouth par certains cercles liés à l'impérialisme américain."¹

L'invasion israélienne du Sud-Liban ayant transporté le conflit israélo-arabe à l'Est, la Syrie devient un interlocuteur essentiel dans toute négociation. Elle favorise l'entrée diplomatique de l'URSS sur la scène en cas d'internationalisation du conflit libanais. Enfin, l'invasion israélienne permet à l'OLP de réaffirmer son autorité sur l'ensemble des organisations palestiniennes.

Le Figaro consacre peu d'articles à l'invasion israélienne du Sud-Liban. Il donne l'impression que les Palestiniens et la gauche libanaise n'ont eu que ce qu'ils méritaient. L'attentat de Tel-Aviv n'a-t-il pas été perpétré peu après le retour d'Arafat de Moscou? Les risques de riposte de Tel-Aviv n'ont-ils pas

¹Jorg Stocklin. "Opération de "nettoyage" terminée", le Figaro, 16 mars 1978, p.14.

été calculés par les organisations palestiniennes? "Arafat a provoqué naturellement l'escalade et a servi les desseins de Moscou".²

L'intérêt que porte l'Humanité à l'invasion israélienne est compréhensible: elle est dirigée contre les organisations palestiniennes. En conséquence, de nombreux articles lui sont consacrés.

L'Humanité souligne, d'une part, la disproportion entre l'attentat palestinien et l'ampleur de l'invasion israélienne du Sud-Liban, entre un commando de 13 hommes et une armée de plusieurs milliers de soldats équipée de chars, d'artillerie, appuyée par la marine et l'aviation. D'autre part, elle note la disparité entre la notion de "représailles" et celle "d'opération de nettoyage". Selon, ce quotidien, l'invasion israélienne relève de la dernière et vise essentiellement la résistance palestinienne.³

L'Humanité dénonce sévèrement la violation du territoire d'un Etat souverain par une armée étrangère, de même que les bombardements des camps de réfugiés qui tuent sans discrimination fedayins et population civile, libanaise ou palestinienne. Elle souligne le caractère angoissant, inhumain et meurtrier de l'invasion israélienne.

² Idem.

³ Yves Moreau. "La guerre rallumée", l'Humanité, 16 mars 1978, p.9.

"Jusqu'où iront-ils? A quelles nouvelles atrocités se livreront encore les assaillants? Dans les abris où s'entassent la population civile, sur les routes où ont été jetées hors de leurs foyers, 200 000 personnes en trois jours, ces questions angoissantes sont posées. Quand le cauchemar se terminera-t-il? La guerre triomphe à nouveau au Liban. Si tel est le nom que l'on peut donner aux opérations sanglantes des troupes et de l'aviation israélienne sur des objectifs civils."⁴

L'Humanité considère, de plus, que les Israéliens se préparent à une occupation prolongée du Sud-Liban.

"Sous prétexte "de nettoyage", d'"instauration d'une ceinture de sécurité", les autorités de Tel-Aviv ne sont-elles pas en train de réaliser un de leurs vieux rêves annexionnistes, en rectifiant à leur avantage la frontière libanaise?"⁵

L'Humanité met donc en relief le caractère agressif, voire sanguinaire, de la politique israélienne. Elle dénonce le machiavélisme de Tel-Aviv, lequel saisit toute opportunité lui permettant d'imposer ses vues politiques sur le Proche-Orient et, surtout, de réaliser ses objectifs annexionnistes, fondés sur la vision sioniste du "Grand-Israël". L'invasion du Liban est comprise en ce sens: d'une part, écraser toute résistance des organisations palestiniennes et de la gauche libanaise, et, d'autre part, annexer le Sud-Liban afin d'accaparer les eaux du fleuve Litani.

Seul le Monde indique que c'est le Liban qui fait les frais, encore

⁴ Anonyme. "Le Sud-Liban mis à feu et à sang", l'Humanité, 17 mars 1978, p.8.

⁵ Idem.

une fois, du conflit israélo-arabe. Il subit, sans en porter la responsabilité, la violation de son territoire par une armée étrangère et sa population est, à nouveau, l'innocente victime de combats meurtriers entre la résistance palestinienne et l'armée israélienne. Pour ce quotidien, le refus israélien de reconnaître l'OLP comme unique représentante du peuple palestinien, et ce, malgré l'initiative du président Sadate, a provoqué le raidissement des extrémistes au sein de l'organisation. Cela a amené le Fatah à se porter responsable de l'attentat de Tel-Aviv, entraînant, à sa suite, l'intervention israélienne.⁶

Le Monde semble ainsi trouver la source de l'invasion israélienne dans le refus catégorique du gouvernement de Begin de reconnaître l'OLP. Il lie les causes de l'opération israélienne au problème global du conflit israélo-arabe. De la même façon, si elle se mue en occupation, ses conséquences risquent de se répercuter sur l'attitude des Etats arabes modérés et, à terme, sur celle du président Carter.⁷

Le Monde rappelle, s'il en était besoin, que l'invasion, même dirigée contre les fedayins, viole la souveraineté du Liban et expose directement la

⁶ Editorial. "Le coût de grâce", le Monde, 16 mars 1978, p.1.

⁷ Idem.

population civile libanaise du Sud aux combats meurtriers entre la résistance palestinienne et l'armée israélienne.

Selon le Monde, si les Etats-Unis souscrivent à la nécessité de parer à toute agression de la part des fedayins afin de poursuivre l'instauration de la paix américaine au Proche-Orient, Paris se doit, quant à lui, et ce, conformément à la politique arabe de la France, de dénoncer la violence faite à un pays souverain par une armée étrangère, tout comme de Gaulle sut le faire lors de l'attaque contre l'aéroport de Beyrouth par les forces israéliennes en 1969. Il regrette l'absence d'une initiative française alors même que le territoire libanais subit l'occupation. Il note que c'est dorénavant à Moscou, et non chez les amis traditionnellement attachés au Liban, telle la France, que se retrouvent désormais les défenseurs de l'intégrité du Pays des cèdres.⁸

Chacun des trois quotidiens met en relief un aspect de l'invasion israélienne. Le Figaro accuse l'OLP de l'avoir volontairement provoquée. L'opération militaire, voire l'occupation du Sud-Liban par les troupes israéliennes, sont jugées favorablement: elles assurent la défense du territoire israélien et celle des chrétiens du Sud-Liban menacés par la présence des fedayins.

⁸ Editorial. "Un pays sans amis", le Monde, 17 mars 1978, p.1.

L'Humanité, de son côté, soutient que l'attentat de Tel-Aviv n'était qu'un prétexte. L'envergure même de l'opération israélienne démontre sans conteste qu'il ne s'agit pas d'une simple mesure de représailles, comme le fait entendre le gouvernement israélien, mais bien d'une invasion. L'objectif véritable de l'intervention israélienne est bien, d'après ce quotidien, la liquidation des forces palestiniennes. Elle contribue à l'implantation de la "pax americana" au Proche-Orient et s'inscrit dans le cadre de la politique "annexionniste et impérialiste" d'Israël, c'est-à-dire, la constitution du "Grand-Israël".⁹

Le Monde, quant à lui, se tient aux côtés du Liban et plaide pour le respect de son intégrité. L'intransigeance d'Israël est, d'après lui, à la source de l'attentat de Tel-Aviv. Il souligne le lien entre la décision de l'invasion israélienne et les négociations entre l'Égypte et l'État hébreu, c'est-à-dire, plus globalement, du règlement du conflit israélo-arabe. Finalement, il regrette que la France n'ait plus le courage du général de Gaulle, lorsqu'il dénonça, fermement, en 1969 l'attaque contre l'aéroport de Beyrouth.

II. L'installation de la force des Nations unies

Suite à l'invasion israélienne, l'Organisation des Nations unies décida de l'envoi de "Casques bleus" au Sud-Liban pour confirmer le retrait de

⁹ Yves Moreau. "La guerre rallumée", L'Humanité, 16 mars 1978, p.8.

l'armée israélienne, rétablir la paix et la sécurité, et aider le gouvernement libanais à assurer la restauration de son autorité effective dans la région, selon la résolution 425 du Conseil de sécurité. La France fournit la majorité des troupes de la Force internationale des Nations unies et sa participation retient l'attention des trois quotidiens.

Selon le Figaro, l'obstacle premier qu'affronte la FINUL est la présence des organisations palestiniennes au Sud-Liban. La réalisation de son objectif est d'autant plus ardue que ses forces affiliées sont nettement insuffisantes face au nombre de fedayins, qu'elle a une mission de paix et non de guerre et que, de ce fait, elle doit se borner à des actes de défense, alors même que les Palestiniens, d'après le Figaro, n'ont aucun respect des résolutions du Conseil de sécurité. Enfin, la FINUL évolue dans un milieu hostile, les forces de gauche et les Palestiniens présentent les soldats français, en effet, comme les hommes de l'impérialisme français.¹⁰ Leur mission est d'autant plus dangereuse car l'OLP, loin d'être un mouvement homogène, est, au contraire, composée de groupuscules rivaux qui ne reconnaissent aucune autorité.

Certes d'autres propos sont beaucoup plus nuancés. L'ONU a commis une erreur psychologique en donnant l'ordre à la FINUL de

¹⁰ Max Clos."Mission ambiguë", le Figaro, 4 mai 1978, p.1.

s'approvisionner en Israël. D'autre part, pour des "raisons de sécurité", les soldats doivent prendre leurs permissions non pas au Liban mais bien en Israël.

"Tout cela donne l'impression à la population que la FINUL n'est pas tout à fait équitable et que les militaires qui font leur travail, traquent déjà beaucoup plus les fedayins que les Israéliens (et c'est un euphémisme). La FINUL apparaît déjà beaucoup plus comme une force d'occupation ennemie que comme un corps neutre dans cette région, et la tension monte visiblement même si les "casques bleus" laissent, selon les ordres, passer les fedayins."¹¹

Néanmoins, le Figaro témoigne beaucoup plus de sympathie, dans son ensemble, à l'armée israélienne qu'aux organisations palestiniennes. L'apparente division et l'anarchie qui sévit au sein de l'OLP, selon ce journal, font courir un grand danger aux troupes françaises, comme en fait foi, la tentative d'assassinat du colonel Salvan, chef du contingent français.¹²

Pour le Figaro, l'attentat perpétré contre les "casques bleus" français, démontre l'incapacité de l'OLP à imposer son contrôle effectif sur les groupements de résistance qui la composent. Cela discrédite sa prétention d'être le seul représentant légitime du peuple palestinien et renferme le risque de troubles pour les troupes de la FINUL.

Quant à l'Humanité, elle doute de la sincérité de la mission de la

¹¹ Thierry Desjardins. "Sud-Liban: des erreurs psychologiques révoltent la population". le Figaro, 13 mai 1978, p.10.

¹² Thierry Desjardins. "Les casques bleus se heurtent aux "durs de la résistance", le Figaro, 29 mars 1978, p.15.

FINUL¹³ et, plus particulièrement, de la mission du contingent français."La mission des "Casques bleus" français sera-t-elle de faire retourner les soldats israéliens chez eux et d'éliminer les Palestiniens?"¹⁴. L'Humanité ajoute, plus concrètement:

"D'après les représentants des forces communes palestiniennes et progressistes à Beyrouth, l'hostilité des "Casques bleus" à leur égard s'était manifestée à plusieurs reprises".¹⁵

La résolution 425 du Conseil de sécurité de l'ONU a conféré à la FINUL une mission de paix.

"Nulle part, il n'est question, dans ce texte, de s'opposer par la force aux "infiltrations palestiniennes" en direction du territoire tenu par les Israéliens dans le Sud. Et, à fortiori, l'ONU ne saurait entraver la libre circulation des Libanais dans leur propre pays."¹⁶

Par ailleurs, la résolution des autres questions, notamment celle du retour des réfugiés, des fedayins ou des combattants de la gauche libanaise, sont du ressort exclusif du gouvernement libanais.

En deuxième lieu, alors que le Figaro affirme que la réputation internationale de l'OLPest entachée par l'attentat contre le colonel Salvan, l'Humanité soutient qu'il a, au contraire, démontré la bonne volonté des

¹³ Dominique Bari. "L'occupation israélienne dont les "casques bleus" ne se préoccupent guère", l'Humanité, 5 avril 1978, p.7.

¹⁴ Pierre Li. "Nettoyer les Palestiniens?", l'Humanité, 14 avril 1978, p.8.

¹⁵ Anonyme. "Le rôle troublant d'un officier de liaison US", l'Humanité, 5 mai 1978, p.5.

¹⁶ Idem.

palestiniens. Le journal communiste rappelle que ce sont les soldats français qui portent la responsabilité de l'attentat puisque celui-ci a suivi l'assassinat de deux par des hommes du contingent français. Il est significatif que l'OLP ait, par son intervention, empêcher les incidents de dégénérer.

L'Humanité souligne que la riposte palestinienne aux provocations françaises a, somme toute, été modérée.

“En tout les “Casques bleus” français ont eu à déplorer deux morts et neuf blessés dont quatre légèrement atteints. [...] Mais aucune dépêche ne précise les pertes subies par les Libanais et les Palestiniens, alors que certaines sources indiquent à Beyrouth que les “Casques bleus” auraient même tiré sur la population civile.”¹⁷

Finalement, l'Humanité émet de sérieuses réserves quant à la mission de la FINUL. Il semble, selon ce journal, que les “Casques bleus” s'occupent plus de s'interposer contre les Palestiniens et les combattants de la gauche libanaise que de contrôler le retrait de l'armée israélienne du Sud-Liban.¹⁸

Le Monde fait également état de la mission ambiguë des “Casques bleus” au Liban. Selon ce quotidien, puisque toute entreprise de ce genre comporte des risques, il est prioritaire que la tâche soit clairement définie par

¹⁷ Idem.

¹⁸ Yves Moreau. “Une stricte mission”, l'Humanité, 4 mai 1978, p.7.

ceux qui ont décidé de l'envoi de la force internationale des Nations unies au Liban. La résolution 425 du Conseil de sécurité omet, selon le Monde, une question essentielle:

"Les forces de l'ONU ont-elles oui ou non pour tâche d'interdire aux commandos palestiniens de s'infiltrer dans les territoires évacués par Israël et de transformer en place forte le port de Tyr? [...] Le pire pour la France serait soit de se laisser entraîner dans un conflit où les Nations Unies tenteraient d'échapper à leur responsabilité, soit de se prêter à une fraude en laissant les commandos palestiniens se réinstaller à proximité de la frontière israélienne. Dans un cas comme dans l'autre, c'est toute la politique française au Proche-Orient qui s'en trouverait grandement affectée: dans la première hypothèse, les Palestiniens et les éléments les plus "durs" du Proche-Orient auraient beau jeu de dénoncer une opération "néocolonialiste" de la France, dans la seconde hypothèse, ce sont les Israéliens qui ne manqueront pas d'exploiter la situation pour ne pas respecter la Résolution 425 et contester le rôle de Paris".¹⁹

Le Monde croit donc qu'il est nécessaire que la FINUL s'oppose au retour des fedayins au Sud-Liban. Pour ce faire, il est néanmoins nécessaire, d'après ce quotidien, que le Conseil de sécurité prenne position clairement sur la question palestinienne, pour éviter que les soldats de la force internationale, et spécialement les soldats français, ne soient les victimes innocentes des omissions de la résolution 425.²⁰

Ainsi, le Figaro et le Monde affirment tous les deux que la résolution 425 du Conseil de sécurité doit définir de façon claire et précise la

¹⁹ Anonyme. "La mission ambiguë des "casques bleus", le Monde, 10 mai 1978, p.4.

²⁰ Idem.

tâche assignée à la FINUL. En d'autres termes, elle doit indiquer l'attitude que doivent adopter les soldats de la force internationale face aux fedayins afin d'éviter que ces mêmes soldats soient pris à partie par les Palestiniens, d'un côté, ou par les Israéliens, de l'autre. Le Figaro va plus loin. Il est, en effet, fondamental, selon lui, devant les réalités sur le terrain, c'est-à-dire, essentiellement devant les agissements des fedayins, que la mission de paix de la FINUL soit modifiée en mission à caractère offensif.²¹ Pour ces deux journaux, la question palestinienne est plus importante que celle du retrait israélien.

L'Humanité, nous l'avons vu s'inquiète, au contraire, de ce que la mission de la FINUL, décidée, en tout premier lieu, afin d'assurer la supervision du retrait israélien du Sud-Liban et pour favoriser le retour de la souveraineté libanaise sur l'ensemble de son territoire, soit escamotée au profit de la lutte contre la résistance palestinienne et la gauche libanaise.

III. La bataille d'Achrafieh entre les forces syriennes et les milices phalangistes

Durant l'été 1978, les forces syriennes lancent une offensive contre les quartiers chrétiens de Achrafieh. C'est une véritable lutte pour le pouvoir qui

²¹ Max Clos. "Mission ambiguë", le Figaro, 4 mai 1978, p.1.

est entreprise entre la Syrie du général Assad, et les milices phalangistes de Gemayel. L'assassinat du fils aîné de Soleiman Frangié, leader chrétien du nord du Liban, par la milice phalangiste en juin 1978 indique la volonté de Béchir Gemayel de devenir l'unique représentant de la communauté chrétienne. Il marque la rupture du camp chrétien avec son allié d'hier, la Syrie, et la conclusion de l'"alliance" israélo-maronite.

Selon le Figaro, les causes du bombardement par la Syrie des quartiers chrétiens d'Achrafieh relèvent des conditions propres au conflit libanais et de la conjoncture régionale. D'une part, le rapprochement israélo-chrétien commencé avec le début de la guerre civile -mais définitivement amorcé avec l'intervention israélienne au Sud-Liban- comportait le risque, pour la Syrie, de se retrouver face à une offensive chrétienne soutenue par Israël.²² D'autre part, le rapprochement entre l'Egypte et Israël amorcé en 1978 a pratiquement isolé la Syrie. D'où la nécessité, pour le régime de Damas, de se concilier la résistance palestinienne au Liban. L'assassinat de Tony Frangié devient ainsi, selon le Figaro, le prétexte attendu par la Syrie pour en finir une fois pour toutes avec la menace que représente pour elle la communauté chrétienne.²³

²² Paul-Marie de La Gorce. "Liban: le choc en retour", le Figaro, 5 juillet 1978, p.10.

²³ Jorg Stocklin. "Beyrouth: la reprise des bombardements syriens", le Figaro, 5 juillet 1978, p.10.

L'attitude du Figaro face au bombardement d'Achrafieh est sans équivoque. Le nombre d'articles qui lui est consacré, le démontre clairement. Le quotidien met l'accent sur l'odieux et l'horreur de l'attaque. Le terme de génocide est à plusieurs reprises employé. Fait notable, il s'agirait du génocide d'une population qui appartient à la civilisation occidentale. "C'est une part de nous-mêmes qui entre, là-bas en agonie".²⁴ Ce bombardement ne saurait se comparer à celui de Tell el Zaatar puisqu'on ne peut assimiler une forteresse, "foyer de la subversion étrangère au coeur de l'Etat libanais"²⁵, au massacre d'une partie de la population civile de Beyrouth.

En outre, le Figaro souligne le rôle héroïque des milices chrétiennes.

"Jusqu'à présent, ils étaient une milice chrétienne créée pour lutter contre des milices palestiniennes et islamo-progressistes au sein d'une guerre civile. Aujourd'hui, ils sont devenus, aux yeux de la population chrétienne, le rempart libanais qui permet de s'opposer à l'envahisseur syrien. Le combat n'est plus fratricide, il est national."²⁶

La responsabilité du monde occidental face aux victimes des bombardements syriens est rappelée à plusieurs reprises.

²⁴ Philippe Noury. "L'Horreur et la pitié", le Figaro, 7 juillet 1978, p.1.

²⁵ Idem .

²⁶ Thierry Desjardins. "Si les Syriens insistent nous ferons comme les Palestiniens", le Figaro, 10 juillet 1978, p.8.

"L'émoi des Israéliens et l'appel de Menahem Begin, qui traduisent la défense des intérêts de l'Etat hébreu, sont louables sur le plan humanitaire. Ils nous rappellent à nous, opinion occidentale, que le danger du génocide est permanent, beaucoup plus que ponctuel, et que notre indifférence face au drame vécu quotidiennement par les Libanais -chrétiens compris- qui sont victimes d'une sauvagerie fratricide, extrémiste et multiconfessionnelle, nous rend complices du même crime".²⁷

Plus dramatique, un éditorial sonne l'alarme.

"Dans le Proche-Orient déchiré, les chrétiens expient pour tous les autres [...] Ce qui se passe aujourd'hui au Liban n'est rien d'autre que la répétition de ces atrocités que le monde a connues il y a trente-cinq ans. [...] Je ne dirai rien de notre honneur. Si rien n'est fait pour les sauver, il ne nous restera plus qu'à demander pardon aux chrétiens libanais. Ou à leurs ombres. Car ils auront tous péri sous les balles et les bombes que nous n'aurons pas su détourner."²⁸

Le bombardement d'Achrafieh devient un génocide auquel assistent avec indifférence les gouvernements occidentaux alors qu'ils peuvent agir.²⁹

L'Humanité perçoit le bombardement de Beyrouth-Est d'une tout autre façon. Selon ce journal, les Phalanges l'auraient délibérément provoqué afin de susciter une extension des combats de nature à entraîner la résistance palestinienne et les forces de gauche dans le conflit. Ils offriraient ainsi à Israël, le prétexte d'une seconde intervention militaire. La droite, aidée d'Israël, aurait alors atteint le but principal de la crise libanaise déclenchée en 1975, à savoir

²⁷ Philippe de Bausset. "Liban: les chrétiens en danger de mort", le Figaro, 29 juillet 1978, p.1.

²⁸ Jean D'ormesson. "L'horreur", le Figaro, 6 octobre 1978, p.1.

²⁹ Jorg Stocklin. "Mourir dans l'indifférence". le Figaro, 8 août 1978, pp. 1 et 8.

l'anéantissement des forces démocratiques au Liban.³⁰

La responsabilité des Phalanges dans le conflit est indiscutable puisqu'ils auraient même interdit à la population civile de quitter les quartiers bombardés pour se réfugier à la montagne, "ce qui équivaut à retenir en otages des milliers d'innocents."³¹

L'Humanité dénonce l'appui indirecte accordé par la France et les Etats-Unis aux milices chrétiennes. Le monde occidental se ferait ainsi complice de ceux-là mêmes qui ont comploté contre les forces progressistes du Liban incarnées par la gauche et la résistance palestinienne.

"A aucun moment dans ces divers communiqués (E.U., France) la responsabilité des milices phalangistes n'est dénoncée ni même mise en cause dans le nouveau drame que vit une partie de la population libanaise. Pas une fois il n'est question de l'interdiction faite par les milices réactionnaires aux civils chrétiens vivant dans les zones bombardées de quitter Beyrouth-Est pour aller trouver refuge dans la montagne. On ne parle nullement dans ses messages du rôle joué par les partis de Gemayel et de Chamoun dans le déclenchement de la guerre civile en 1975. Ni de leurs crimes quand leurs troupes massacraient la population du camp de Tell el Zaatar. Ni de leurs applaudissements à l'agression israélienne de mars dernier quand les avions F-15 larguaient des bombes à billes sur les villages du Sud-Liban faisant des centaines de victimes et obligeant des milliers de personnes à l'exil. Quelles voix se sont alors élevées pour parler de génocide? Le peuple libanais tout entier vit un drame atroce mais loin d'y apporter quelques remèdes, que ce soit phalangistes ou chamounistes enferment le pays dans la crise."³²

³⁰ Anonyme. "Combats à Beyrouth", l'Humanité, 5 juillet 1978, p.5.

³¹ Dominique Bari. "Responsabilités d'un massacre", l'Humanité, 7 juillet 1978, p.6.

³² Anonyme. "A Beyrouth: le drame de tout un peuple", l'Humanité, 8 juillet 1978, pp. 1 et 6

Le Monde, bien qu'il dénonce l'attaque contre Achrafieh et les bombardements menés sans discrimination et sans pitié de la population civile ne fait pas porter la responsabilité uniquement à Damas. Ce que subit Achrafieh résulte de l'épreuve de force engagée entre le régime de Damas et les Phalanges.

Si rien ne justifie sur le plan moral le moyen choisi par Damas pour mettre au pas les partis des Phalanges, le Monde ajoute que celui-ci a mené au Liban une politique désastreuse dont la population chrétienne de Beyrouth fait les frais.³³

Les milices phalangistes, selon le Monde, loin d'appuyer le gouvernement libanais dans sa lourde tâche de réorganiser, sinon de reconstituer l'Etat libanais, ce sont plutôt acharnées à provoquer la partition du pays en un Etat chrétien et un Etat musulman. Ils ont refusé leur appui au président Sarkis et empêché la reconstitution de l'armée libanaise, deux éléments essentiels pour que le Liban puisse récupérer sa souveraineté et son intégrité perdues aux mains de la Syrie et d'Israël. Qui plus est, la milice phalangiste s'est rendue coupable aux yeux du monde arabe par son alliance avec le "diable" lui-même, c'est-à-dire Israël.³⁴ Les Phalanges récoltent les "fruits" de leur politique.

³³ Editorial."La tragédie des Chrétiens", le Monde, 7 juillet 1978, p.1.

³⁴ Maurice Duverger. "L'agonie", le Monde, 8 juillet 1978, p.3.

"Tant que le Liban ne disposera pas d'une police et d'une armée à lui, tant que celles-ci ne remplaceront pas les milices privées qui le déchirent, la force arabe de dissuasion -c'est-à-dire l'armée syrienne- ne pourra pas quitter ce pays. Mais il n'y aura pas de police et d'armée libanaise tant qu'elles seront dominées par des factions qui s'en serviront contre les autres, comme on le voit aujourd'hui".³⁵

Cependant, le Monde note que les bombardements syriens, loin d'affaiblir les milices chrétiennes, ont plutôt ressoudé autour d'elles la population chrétienne qui s'en était détournée, lassée des guerres intestines qui les déchiraient.

Selon le quotidien, les milices chrétiennes sont donc indirectement responsables des bombardements syriens: elles se sont refusées à donner leur appui au gouvernement de Beyrouth et à son objectif de mettre fin à la mainmise syrienne sur le pays. En plus de provoquer une intervention syrienne par l'assassinat de Frangé fils, elles ont conclu une alliance avec Israël. L'intervention de cet Etat à leurs côtés achèverait de consumer ce qui reste de la souveraineté libanaise.

Le Monde affirme que l'agonie du Liban est définitivement amorcée. Le blâme doit retomber sur les chefs de milices, plus préoccupés par leurs ambitions personnelles et leur goût du pouvoir que par la recherche d'une solution aux problèmes du Liban.

³⁵ Idem.

Les trois journaux poursuivent trois analyses différentes, selon la ligne de pensée qui est la leur. Le Figaro se penche prioritairement sur la tragédie des Chrétiens libanais et sur l'inaction des gouvernements occidentaux devant ce qu'il est seul à nommer un "génocide". Les nations occidentales se rendent ainsi complices d'un crime contre l'humanité. L'Humanité tient un discours opposé: les milices chrétiennes ont elles-mêmes provoqué le bombardement des quartiers de Beyrouth-Est afin de susciter une intervention israélienne contre la gauche libanaise et la résistance palestinienne.

Enfin, le Monde soutient que le déclenchement de la bataille d'Achrafieh est dû à la politique des milices chrétiennes, en préférant la partition du pays à la restauration de l'Etat au côté du gouvernement libanais, en optant pour Jérusalem au lieu de Damas, a provoqué l'affrontement entre les forces chrétiennes et syriennes. Les milices chrétiennes se rendent coupables, de ce fait, non pas de vouloir l'anéantissement des forces de gauche ou des Palestiniens, comme le proclame l'Humanité, mais bien de la mise à mort du Liban lui-même.

CHAPITRE IV. L'INVASION ISRAËLIENNE:1982

La prochaine étape de notre analyse se concentre sur l'invasion israélienne du Liban en 1982, l'opération qualifiée "Paix en Galilée" par le gouvernement Begin. Nous étudierons les causes et les conséquences de l'invasion, c'est-à-dire, le départ des fedayins de la capitale libanaise, l'arrivée de la force multinationale de l'ONU, l'assassinat le 23 août du nouveau président Béchir Gemayel et, enfin, les massacres de la population des camps palestiniens de Sabra et de Chatila.

Les années 1979 et 1980 ont été omises, en raison du peu d'événements qui les ont marquées. L'année 1979 voit essentiellement la continuation des "opérations de représailles israéliennes" sur le Sud-Liban et l'accentuation de l'aide au commandant Haddad. Quant à l'année 1980, elle est celle de la consécration de Béchir Gemayel comme chef des milices chrétiennes, après l'écrasement, lors de l'opération-éclair du 7 juillet, du Parti national libéral dirigé par Camille Chamoun.

Plus importante, pour notre propos, est l'année 1981, puisqu'elle prépare, en quelque sorte, l'invasion israélienne de 1982. Sur le plan international les renouvellements politiques se succèdent. Tandis que Menahem Begin se maintient au pouvoir, Ronald Reagan accède à la Maison-Blanche et François Mitterrand remplace Valéry Giscard d'Estaing à l'Élysée. Sur le plan

régional, Israël raidit sa position à l'égard des Palestiniens au Sud-Liban et des Syriens.

Nous avons divisé l'invasion israélienne de 1982 en trois phases: une première allant du début de l'intervention militaire à l'évacuation des organisations palestiniennes, une deuxième centrée sur la nomination de Béchir Gemayel président du Liban et son assassinat et une dernière marquée par les massacres de Sabra et de Chatila.

I. Du début de l'invasion israélienne à l'évacuation des combattants palestiniens: juin-septembre 1982

Il semble que le regard porté par le Figaro sur l'invasion israélienne soit partagé entre deux visions: celle, assez isolée, de Jacques Jacquet-Francillon, qui analyse sous un jour critique l'invasion israélienne, et celle de tous les autres collaborateurs du Figaro qui l'applaudissent de façon certaine. Jacquet-Francillon a une perception plus nuancée de l'intervention israélienne pour plusieurs raisons. Tout en reconnaissant le bien-fondé de l'opération "Paix en Galilée", justifiée, selon lui, par la "légitime défense", il soutient toutefois qu'Israël a nettement dépassé les limites de l'acceptable.

"Il existe un stade où l'excès pervertit la notion la plus naturelle de légitimité, où une conception déformée des droits d'une nation compromet les droits d'autres nations et menace l'équilibre international, que les Super-grands ont, une nouvelle fois, chacun à sa façon, pesé de leur poids sur le

destin d'Israël".¹

Cependant il qualifie la victoire militaire d'Israël au Liban comme une "amère victoire" compte tenu que l'invasion n'avait nullement comme objectif d'apporter une solution à la question des réfugiés palestiniens. Il inscrit l'invasion israélienne dans la crise israélo-arabe et maintient que les destructions engendrées par l'opération "Paix en Galilée" ne sauraient être justifiées que si elles permettent un règlement de paix au Proche-Orient. La solution au problème ponctuel de la sécurité de la Galilée ne suffit pas.

"Toute solution qui, au-delà de ce que le sort des armes pourra réserver à Yasser Arafat et à tous ceux qui refusent au peuple israélien le droit de vivre n'accorderait pas au peuple palestinien "son" droit à vivre, transformerait inéluctablement, à plus ou moins long terme, le succès du général Sharon et de ses hommes en une amère victoire. La légitime défense invoquée à juste titre par M. Menahem Begin dans la première phase de l'opération "Paix en Galilée" n'y changera rien: toute victoire qui ne porte pas en elle les vraies racines de la paix, c'est-à-dire de la paix pour tous, s'inscrit toujours dans l'histoire comme une défaite."²

Sa prise de position change sensiblement avec l'évacuation de Beyrouth par les combattants palestiniens. Il semble que Jacquet-Francillon n'entend plus faire porter à Israël l'odieux de la guerre. Il estime que les

¹ Jacques Jacquet-Francillon. "Droit de survie", le Figaro, 12 juin 1982, p.1

² ibid., "Amère victoire", le Figaro, 26 juin 1982, p.1

dirigeants israéliens - "et on manque sérieusement d'arguments pour leur donner tort"³ - font la guerre parce que la survie même de leur Etat était en jeu à partir du seul moment où une seule de ses provinces, la Galilée, était condamnée à vivre sous les bombardements constants de l'OLP et ce, selon lui, sans que personne, c'est-à-dire la FINUL, ne s'y oppose.

Finalement, l'analyse de l'invasion israélienne s'effectue à deux niveaux: celui de la paix au Proche-Orient et celui de la paix pour Israël. En ce qui concerne la paix au Proche-Orient, l'invasion israélienne n'a rien réglé; le problème des réfugiés palestiniens reste entier et leur évacuation de Beyrouth est loin d'assurer le retour de la paix au Moyen-Orient. Néanmoins, l'opération "Paix en Galilée" assure, selon lui, un certain répit pour l'Etat hébreu. Elle se justifie puisqu'elle était dictée par le désir légitime d'assurer sa défense, sinon sa survie. De plus, ses conséquences mêmes, c'est-à-dire la destruction de Beyrouth et l'immense souffrance infligée à la population civile, sont imputables aux fedayins qui se sont servis de sa population comme otage. Jacquet-Francillon rejoint ainsi la position avancée par ses confrères du Figaro.

L'un d'eux annonce la couleur dans son article consacré à l'intervention israélienne. Il y affirme qu'elle est une réponse à la révolution

³ Ibid., "Echec à Reagan", le Figaro, 6 août 1982, p.1.

islamique en Iran qui porte en elle les germes d'une "inquiétante fuite en avant d'un Iran sûr de lui et dominateur."⁴ Les objectifs israéliens au Liban sont, selon lui, plus que légitimes, puisque Israël prend seul, devant la coupable passivité des grandes puissances, la responsabilité du rétablissement de la souveraineté de l'Etat libanais. Israël vise trois objectifs précis et connus: la destruction des infrastructures de l'OLP et le regroupement des combattants palestiniens dans des régions où ils ne représenteraient plus de danger pour l'Etat hébreu; l'allégement, sinon le retrait total, des troupes syriennes hors du Liban, et finalement la constitution d'un gouvernement libanais favorable à la signature d'un traité de paix avec Israël.

"Condamner Israël sans circonstances atténuantes? Certes, il s'est livré à un massacre. Mais dans l'éventualité où, quelles que soient les voies empruntées, ce brutal affrontement conduirait le Liban à retrouver sa liberté, et surtout sa souveraineté, nous ne pourrions alors, nous hommes soit-disant libres, que nous frapper la poitrine pour n'avoir pas eu le courage de faire ce qui n'a cessé d'être notre devoir, afin que la paix et la justice régnassent sur ce coin de terre crucifiée depuis plus de trente ans. Et nous, Français, pour des raisons évidentes, plus que tous les autres."⁵

Guillemé-Brulon applique à l'invasion israélienne du Liban le proverbe disant que "la fin justifie les moyens". Si par l'opération "Paix en Galilée", Israël réussit à instaurer une "pax israeliana", selon ses propres mots,

⁴ Jacques Guillemé-Brulon. "Faut-il condamner Israël?" le Figaro, 19 juin 1982, p.1.

⁵ Idem.

il- aura non seulement gagné son pari et donné une leçon aux puissances occidentales mais, plus encore, justifié les destructions matérielles et les pertes humaines qu'il inflige au Liban.

Max Clos poursuit avec les mêmes arguments dans un éditorial. Ainsi la victoire d'Israël au Liban est-elle, d'après lui, non seulement totale mais indiscutable. "Une seule chose compte: la force et la force c'est Israël".⁶ Israël a démontré la supériorité militaire de son armée et dissipé le mythe de la puissance palestinienne ainsi que la prétention de l'OLP à être le seul représentant légitime du peuple palestinien.

Plus encore, la solidarité libano-palestinienne a elle aussi volé en éclats sous les coups de l'armée israélienne. "Les Libanais sont visiblement enchantés d'être débarrassés de ce qui n'était rien d'autre qu'une occupation étrangère difficilement supportée."⁷ Quant à Israël, il avait toutes les raisons de ne pas accepter la présence "d'une armée syropalestinienne" qui "menaçait sa sécurité".⁸

L'oeuvre libératrice d'Israël au Liban est un thème récurrent dans les articles du Figaro. L'OLP aurait constitué un cancer qui rongait peu à peu

⁶ Max Clos. "Juin noir", le Figaro, 29 juin 1982, p.1.

⁷ Idem.

⁸ Idem.

le Liban de sa substance et dont il serait mort en l'absence de l'intervention israélienne.

Annie Kriegel soutient qu'il était naïf de croire que l'OLP aurait quitté Beyrouth sous la seule pression diplomatique ou que l'armée libanaise aurait pu la déloger. En fait foi, selon elle, l'immense réseau souterrain, à l'échelle du pays tout entier, de dépôts d'armes, de bases et d'installations militaires qui n'étaient pas adaptées à une simple action de guérilla.

"On comprend mieux les sanglantes péripéties et les inguérissables lésions d'une "guerre civile" qui n'était que l'explosion en surface d'un mal terrible caché dans les entrailles du pays".⁹

Pierre Darcourt souligne encore davantage les moyens mis en oeuvre par l'OLP au Liban. Il affirme que deux mille cinq cents terroristes internationaux se sont entraînés dans les camps palestiniens au Sud-Liban dans la seule année 1981. La détermination "fanatique" des fedayins est également décrite avec force, détails dans le récit qu'il fait de la bataille d'Ein el-Heloueh, l'un des plus grands camps palestiniens du Sud-Liban.

"La bataille a duré trois jours, des combats violents, acharnés: pilonnage de la chasse, salves roulantes d'artillerie israélienne, tirs croisés de mitrailleuses, de canons et de mortiers, nuées de roquettes palestiniennes concentrées sur les chars. A six reprises, les Israéliens envoient des émissaires pour "demander" aux fedayins de se rendre. Les émissaires sont

⁹ Annie Kriegel. "La réalité souterraine", le Figaro, 20 août 1982, p.5.

abattus. Le quatrième jour, le tonnerre des canons et des bombes a labouré le camp. [...] Mais, pour nettoyer les caves et les bunkers souterrains, il n'existe qu'un moyen l'assaut à pied, les grenades, les charges d'explosif et la mitrailleuse. Douze heures de boucherie pour réduire les défenseurs du camp. Le chef des fedayins était un religieux chiïte. Ses hommes fanatisés, me dit un officier israélien, se sont battus avec un courage exceptionnel, suicidaire. Ils ont exécuté sans pitié tous ceux qui voulaient fuir." ¹⁰

Le Figaro tient à démontrer que l'opération "Paix en Galilée" est appuyée par les Libanais et que ses conséquences sont bénéfiques pour le rétablissement d'un Liban souverain. Les Libanais verraient dans l'entreprise la délivrance de leur pays victime de l'OLP. Le Liban serait sauvé d'une infiltration soviétique dont l'organisation palestinienne n'était que le levier.

Quant à l'OLP, sa défaite serait complète. Arafat est obligé d'accepter l'évacuation de ses troupes du Liban et de perdre ainsi l'accès au dernier pays pouvant lui offrir des frontières communes avec l'Etat d'Israël. Plus encore, son organisation se retrouve démantelée entre six pays d'accueil. Le rôle que la France s'est donné au Liban est, pour le Figaro empreint de dangers et de difficultés. Ainsi, même si les Etats-Unis et la France collaborent au Liban sous la bannière de l'ONU, ils ne le font pas dans le même esprit. Les Etats-Unis ont soutenu plus ou moins ouvertement l'opération "Paix en Galilée" et, même si les excès de Begin suscitent des mises en garde des Etats-Unis, ils ne l'ont jamais

¹⁰ Pierre Darcourt. "Les cavernes d'Arafat", le Figaro, 14 septembre 1982, p.2.

passant par l'anéantissement des forces palestiniennes et libanaises et des populations qui les soutiennent.

"Il (Menahem Begin) a au Proche-Orient le même objectif que Reagan: exterminer l'OLP, l'unique représentant d'un peuple qui veut vivre, et écraser les forces progressistes libanaises qui avaient fait échouer jusque-là toutes les tentatives d'atteindre ce but. Tout au plus, la Maison-Blanche est-elle tenue de ménager ses alliés arabes, afin d'éviter que leur complicité n'apparaisse trop voyante - du moins l'espèrent-ils - aux yeux de leurs peuples. Ainsi, fort de l'appui inconditionnel des Etats-Unis, Begin a repoussé les ouvertures faites par Yasser Arafat pour une négociation sur la base de toutes les résolutions de l'ONU. [...] Et pour cause. Il entend poursuivre son entreprise de colonisation et nul n'ignore à Jérusalem et à Washington que la prochaine étape, après le Liban, sera l'annexion de la Cisjordanie et de Gaza. Les plans en sont déjà prêts." ¹⁵

Pour corroborer son propos, l'Humanité s'appuie sur le témoignage même de deux personnalités israéliennes qui dénoncent la politique de Begin au Liban. Ainsi, selon l'ancien député Uri Avneri:

"La guerre n'a rien à voir avec la protection des colonies du Nord de la Galilée. Elle vise à la destruction de l'OLP, à l'évacuation des Syriens du Liban et à la mise en place d'un gouvernement phalangiste lié à Israël." ¹⁶

Selon l'Humanité, les agissements d'Israël au Liban sont la preuve qu'il est prêt à tout pour parvenir à ses fins¹⁷. Le quotidien souligne la barbarie

¹⁵ Jacques Coubard. "Soixante jours", l'Humanité, 5 août 1982, p.1.

¹⁶ Dominique Bari. "Deux personnalités israéliennes dénoncent la politique de M.Begin", l'Humanité, 18 juin 1982, p.9.

¹⁷ Alain Wasmès. "Le Liban martyrisé par les envahisseurs israéliens", l'Humanité, 14 juin 1982, p.7; anonyme. "A Saïda, les Israéliens enterrent les morts au bulldozer", l'Humanité, 13 juillet 1982, p.6.

des moyens militaires utilisés par l'armée Israélienne. Il dénonce l'utilisation des bombes à fragmentation ou au phosphore -dont l'emploi serait limité par les Etats-Unis à des fins défensives - les bombardements sans discrimination d'objectifs civils, visant habitations et hôpitaux et tuant femmes, enfants et vieillards.

“Un million d'êtres humains sont entassés sur 15 kilomètres carrés. Coupés de tout. Soumis aux pilonnages incessants des Israéliens.”¹⁸

La sauvagerie de l'agression israélienne n'est plus à démontrer.

L'Humanité s'insurge contre l'arbitraire des arrestations perpétrées par l'armée israélienne et les détentions au mépris des conventions de Genève¹⁹. Il affirme que certains sont emprisonnés en Israël même et dévoile que des centaines d'enfants palestiniens ont été arrêtés et emprisonnés durant l'invasion. Il dénonce aussi la colonisation du Sud-Liban par Israël, dont les visées expansionnistes se confirment dans les faits par la mise en place d'administrateurs militaires israéliens dans les villes et villages, les laissez-passer demandés à tout bout de champ aux habitants palestiniens.²⁰

¹⁸ Anonyme. “Un million de personnes manquent d'eau et de pain”, l'Humanité, 11 juin 1982, p.10.

¹⁹ Françoise Germain-Robin. “Des prisonniers blessés, enchaînés sur leur lit”, l'Humanité, 13 juillet 1982, p.6.

²⁰ Anonyme. “Israël prépare-t-il la colonisation du Liban?”, l'Humanité, 19 juin 1982, p.8.

L'Humanité rapporte une anecdote pour démontrer combien l'occupation pèse sur le gouvernement libanais.

"La semaine dernière, au lendemain des pourparlers entre Washington et les émissaires de la Ligue arabe, le général Sharon, ministre de la Défense israélien, a tenu à faire sentir le poids de ses bottes aux Libanais en faisant intrusion manu militari au Palais présidentiel de Baabda, convoquant à ses ordres tous les fonctionnaires libanais." ²¹

Il termine en déclarant:

"Le climat est tel que, finalement, même le président Sarkis a enfin condamné "les abus" de l'occupation israélienne lors du dernier Conseil des ministres libanais, et que le Liban a officiellement préparé un document sur ce thème à l'intention des Nations Unies". ²²

Malgré tout, l'Humanité affirme que, même si l'invasion par l'Etat hébreu du Liban se solde par des milliers de morts, des pertes matérielles énormes et par l'évacuation de l'OLP du Liban, elle aura quand même eu des conséquences positives pour la lutte de l'OLP. En effet, l'organisation d'Arafat en sort encore plus forte, selon lui: loin d'avoir favorisé sa décomposition, Israël a, au contraire, contribué à la faire reconnaître comme seul représentant légitime du peuple palestinien. ²³

Si l'OLP subit une défaite militaire, elle n'est que relative. Les com-

²¹ Alain Wasmès. "Beyrouth, le pilonnage israélien redouble", l'Humanité, 28 juillet 1982, p.7.

²² Idem.

²³ Robert Crémieux. "Après Beyrouth", l'Humanité, 22 août 1982, p 1.

battants palestiniens et les forces libanaises ont mené, pendant dix semaines, un combat acharné contre une des armées les mieux équipées du monde. Un combat, souligne L'Humanité, inconcevable sans le soutien que lui a apporté la population libanaise de Beyrouth-Ouest.

L'image du terroriste palestinien aurait elle aussi volé en éclats sous les bombardements aveugles de l'armée israélienne. L'Humanité considère que chaque exigence israélienne pour le retrait des combattants palestiniens de Beyrouth renforce aux yeux du monde la légitimité de l'OLP comme le représentant unique du peuple palestinien.²⁴ Toutefois le quotidien fait valoir que si l'OLP sort grandie de la guerre, le conflit aggrave encore plus le problème libanais. La solution s'éloigne ainsi devant la détermination de Begin de demeurer au Liban afin de favoriser la prise de pouvoir d'un président à sa solde et d'obliger les troupes syriennes à évacuer le pays.

"Tirant argument de sa supériorité militaire, de la situation créée par son agression, il prétend poursuivre sur la voie de la guerre."²⁵

Devant la politique délibérément belliqueuse d'Israël et le risque qu'il la poursuive ailleurs au Moyen-Orient, il devient urgent, pour L'Humanité, de parvenir à un règlement global de la crise israélo-arabe qui assurerait pour

²⁴ Idem.

²⁵ Idem.

toutes les parties le droit à une patrie et à vivre en paix.

Il applaudit le leadership de Mitterrand qui donne à la France une position distincte. L'Humanité affirme que Mitterrand dénonce l'agression israélienne, prend en charge l'organisation de l'envoi d'un contingent des Nations unies au Liban, s'implique directement dans la préparation de l'évacuation des combattants palestiniens leur assurant un départ dans l'honneur.

Le quotidien témoigne également de la volonté du président de la République de lier le règlement de la question libanaise à la solution du problème palestinien, point d'achoppement de la crise israélo-arabe.²⁶ Cette politique rencontre la faveur des pays arabes. Le représentant à Paris de la Ligue arabe, M'hammed Yazid, déclare:

"Cette initiative correspond à ce que nous avons toujours souhaité: voir la France prendre la tête d'une politique européenne se démarquant de l'impérialisme américain."²⁷

Le Monde critique sévèrement, tout comme L'Humanité, l'invasion israélienne du Liban. La thèse de Begin selon laquelle Israël ne fait qu'entreprendre des mesures de représailles aux attaques de l'OLP sur son

²⁶ Anonyme. "Le conseil de sécurité examine les propositions françaises, L'Humanité, 28 juin 1982, p.6.

²⁷ Anonyme. "Le conseil de sécurité examine les propositions françaises", L'Humanité, 28 juin 1982, p.6.

territoire n'est pas adoptée par ce journal.

Selon le Monde tous les prétextes étaient bons pour permettre à Israël de déclencher la guerre. Les causes invoquées au commencement de l'opération "Paix en Galilée" sont inconséquentes et disproportionnées lorsque comparées au prix payé par Israël et par la population civile du Liban. D'une part, le motif de la sécurité de la Galilée ou de la légitime défense est aberrant, selon le quotidien, puisque les fedayins respectaient scrupuleusement, depuis un an, le cessez-le-feu. Les fedayins n'ont lancé qu'à deux ou trois reprises des obus contre la Galilée en onze mois et leurs tirs n'ont fait qu'un seul mort.²⁸

Le Monde ajoute que l'attaque de l'OLP qui, selon Sharon, justifiait la guerre ne fut exécutée que 24 heures avant que l'armée israélienne ne prenne d'assaut le Liban. Les fedayins, du reste, ne faisaient que répondre aux bombardements d'Israël engagés suite à l'assassinat de son ambassadeur à Londres. A cet attentat l'OLP était totalement étrangère. L'absurdité de l'invasion israélienne est telle, de l'avis du Monde, que les morts subies par l'armée israélienne en trois mois de guerre seraient deux fois plus nombreuses que celles que l'on prétend venger et égales à celles enregistrées dans tous les actes

²⁸ Eric Rouleau. "La boîte de Pandore", le Monde, 29 juin 1982, p.3.

terroristes palestiniens des quinze dernières années.²⁹

Le quotidien s'insurge contre le fait que l'invasion israélienne puisse être menée par Begin grâce à l'appui inconditionnel des Etats-Unis qui n'ont jamais hésité à opposer leur veto à toute proposition de sanctions contre Israël.³⁰

"M. Begin n'a pas tort de penser qu'il bénéficie d'un passe-droit qui lui permet en toute quiétude la mise en oeuvre de sa stratégie belliqueuse." ³¹

Le Monde fustige l'attitude complaisante des Etats-Unis face à l'invasion du Liban par une armée étrangère. Celle-ci s'explique, selon ce quotidien, par le fait que l'entreprise de Begin seconde les intérêts américains au Proche-Orient. La destruction de l'OLP, elle, se ferait au profit des Phalangistes.

La défaite de l'armée de Damas serait celle de l'URSS et favoriserait l'emprise de l'Irak sur la scène moyen-orientale aux dépens de l'Iran khomeyniste.³² Toutefois, de tels calculs comportent un risque, d'après le Monde. La victoire de Tel-Aviv peut entraîner une exaspération dans les Etats arabes qui se retourneraient contre les amis d'Israël. De plus, elle peut également

²⁹ Editorial."Le passe-droit de Begin", le Monde, 8 juin 1982, p.1.

³⁰ Eric Rouleau. "La boîte de Pandore", le Monde, 29 juin 1982, p.3.

³¹ Editorial."Le passe-droit de M.Begin", ibid., 8 juin 1982, p.1.

³² ibid.

présenter l'URSS comme l'unique défenseur des "peuples opprimés".³³

"En fait, les véritables tensions entre Israël et son protecteur américain se sont produites quand les initiatives de l'Etat juif contrariaient la politique de Washington vis-à-vis des grands Etats constitués du Proche-Orient. Aujourd'hui, en revanche, Israël s'attaque à un Etat désintégré (le Liban) et à l'OLP, une organisation non reconnue par les Etats-Unis. M. Shamir n'a donc pas eu tort de relever que les Etats-Unis et Israël partageaient le même but et différaient seulement sur la "tactique".³⁴

Pour le Monde, il est inconsidéré de penser comparer l'invasion israélienne du Liban à la présence syrienne ou même à celle de l'OLP. En effet, selon ce quotidien, les troupes de Damas sont non seulement présentes dans le cadre de la force arabe de dissuasion mais, plus encore, elles ont été mandatées à la demande du gouvernement libanais lui-même.³⁵ De même, le Monde soutient que la présence de l'OLP sur le sol libanais n'est pas remise en cause par l'Etat libanais puisque

"Personne - sauf les Phalangistes libanais, Israël et leurs sympathisants - n'a exigé la fin de l'"occupation palestinienne". "³⁶

Au contraire, l'invasion israélienne suscite, d'après le Monde, l'opposition de l'ensemble du peuple libanais qui se retrouve, ainsi, uni face à l'envahisseur israélien. Ce quotidien n'a de cesse de souligner la violence et la

³³ Editorial."La complaisance américaine", le Monde, 10 juin 1982, p.1.

³⁴ Idem .

³⁵ Michel Tatu. "Les trois occupations", le Monde, 17 juin 1982, p.1.

³⁶ Editorial."Dissonances", le Monde, 11 juin 1982,p.1.

éruauté de l'intervention israélienne au Liban. Il mentionne que pour la première fois des lignes de l'ONU ont été violées et il fait état également de l'occupation pesante et tracassière du Sud-Liban par Israël: les multiples contrôles à tout moment de la journée, les laissez-passer que les citoyens doivent faire renouveler à tous les trois à six jours.³⁷

Il s'insurge également contre la guerre infligée à la presse libanaise et occidentale au Liban. Non seulement les journalistes se sont vus à plusieurs reprises refuser l'accès au Sud-Liban mais des édifices abritant les locaux de plusieurs journaux libanais ainsi que de deux agences de presse occidentales, l'AFP et l'UPI, ont été soufflés par les bombes israéliennes.³⁸

En outre, il fait état du bombardement délibéré de la résidence de l'ambassadeur de France suite aux prises de positions critiques du gouvernement français face à l'agression israélienne de la capitale libanaise et sa soumission aux bombardements aveugles.

Le Monde témoigne des "attaques sauvages contre des civils libanais"³⁹.

Il compare le bombardement de Beyrouth à un "terrorisme d'Etat"⁴⁰ et publie une

³⁷ Françoise Chipaux. "Une occupation pesante et tracassière", le Monde, 22 juin 1982, p.5.

³⁸ Eric Rouleau. "La presse assassinée", le Monde, 7 août 1982, p.3.

³⁹ Editorial. "Désespoir et terreur", le Monde, 13 juin 1982, p.1.

⁴⁰ Editorial. "Le Liban et la logique de M.Begin", le Monde, 23 avril 1982, p.1.

correspondance de Bertrand de Jouvenel qui déclare: "Souvenez-vous du ghetto de Varsovie".⁴¹

"De toutes les guerres qu'a commencées Israël depuis sa création, celle-ci est à l'évidence la plus gratuite et la plus agressive. La plus gratuite parce que le prétexte invoqué et dont on ne sait même plus très bien lequel est retenu officiellement à Jérusalem (des canonnades sporadiques contre la Galilée ou de l'attentat contre l'ambassadeur d'Israël à Londres) est infiniment plus mince que le blocus du golfe d'Akaba proclamé par Nasser en 1967. La plus agressive parce que, pour la première fois, le but déclaré est l'extermination de l'ennemi là où il se trouve et non pas une simple "prise de gage" ou "leçon". Comme c'est aussi la plus meurtrière pour les populations civiles depuis celle de 1948 (du moins celle-ci était une véritable guerre de survie pour le jeune Etat); cette guerre est la moins justifiée de toutes."⁴²

Israël serait coupable de vouloir prolonger la guerre par l'instauration d'une politique belliqueuse et hostile à toute ouverture de la part de l'OLP en vue d'instaurer un cessez-le-feu.

"Les objectifs poursuivis par Israël sont la destruction de l'OLP et avec elle, la destruction des chances d'un règlement, même lointain débouchant sur un Etat palestinien vivant en paix côte à côte avec l'Etat d'Israël."⁴³

Le monde se demande:

"Pourquoi cette rage destructrice? Une question que tout le monde s'est posée ici au cours de cette interminable journée. Pourquoi faire parler les canons, les roquettes, les obus, les bombes au phosphore et autres engins de destructions sophistiqués alors qu'on était si près d'un accord définitif réglant le départ des palestiniens de Beyrouth. Pourquoi? Sinon pour torpiller une

⁴¹ Le Monde, 6 août 1982, p.3.

⁴² Michel Tatu. "Les trois occupations", le Monde, 17 juin 1982, p.1.

⁴³ Eric Rouleau."La boîte de Pandore", le Monde, 29 juin 1982, p.1.

... solution politique qu'apparemment les Israéliens ne souhaitent pas.⁴⁴

Le quotidien note à plusieurs reprises les efforts de conciliation consentis par l'organisation palestinienne qui se déclare prête à passer de la lutte armée à l'action politique. Le "document" Arafat signé devant les parlementaires américains est, selon ce journal, une "initiative qui a toutes les allures d'une ouverture de paix."⁴⁵ Tandis que l'OLP veut faire la paix, Israël continue, inébranlable, à faire la guerre.

Les conséquences de l'opération "Paix en Galilée" sont multiples, d'après le Monde: elle est à la fois une victoire et une défaite pour Israël. Une victoire d'abord sur le plan militaire car Israël a démontré de façon incontestable la supériorité de son armée sur les troupes de Damas, lequel a fait étalage de la faiblesse de ses forces ainsi que de son armement soviétique. Sur le plan stratégique, Israël n'a jamais été aussi fort. L'URSS n'a pas bougé. Et les pays arabes ont abandonné l'OLP, incapables de surmonter leur divisions et exposant leur paralysie au reste du monde. L'Egypte n'a pas remis en cause le traité signé entre Sadate et Israël. Washington a continué d'être l'allié fidèle et compréhensif

⁴⁴ Jean Gueyras. "Les raids sur Beyrouth-Ouest ont fait cinq centmorts ou blessés", le Monde, 14 août 1982, p.3.

⁴⁵ Editorial. "Un message à Reagan", le Monde, 27 juillet 1982, p.1.

de Jérusalem. Le monde occidental occupé par la scène libanaise, Israël a pu poursuivre en toute impunité l'annexion de fait de la Cisjordanie et de Gaza.⁴⁶

Toutefois, sur le plan intérieur, même si Begin n'a jamais été aussi fort politiquement, il reste que pour la première fois en temps de guerre, Israël n'a pas bénéficié de l'appui inconditionnel de sa population et des juifs dans le monde.

"Mais surtout en envahissant les deux tiers du Liban et en procédant à des bombardements massifs sur Beyrouth, Jérusalem a non seulement divisé une Diaspora qui lui est naturellement acquise, mais a durablement terni son image dans l'opinion internationale, et plus particulièrement aux Etats-Unis. A l'intérieur d'Israël pour la première fois en temps de guerre, le consensus national a été brisé, par une minorité certes, mais une minorité dont les problèmes moraux publiquement exposés risquent de provoquer une crise d'autant plus grave au sein de la société israélienne que l'armée pourrait s'éterniser au Liban."⁴⁷

L'évacuation des Palestiniens, premier objectif de l'opération "Paix en Galilée", constitue une sévère défaite pour l'OLP et une première victoire très chère payée pour Israël. L'OLP quitte, en effet, le dernier pays capable de lui offrir des frontières communes avec l'Etat israélien. Mais, le Monde note que l'OLP, même dispersée et affaiblie, n'a pas été anéantie, et que la revendication palestinienne d'une patrie a pris une nouvelle dimension qu'il sera difficile à

⁴⁶ Francis Cornu. "Un bilan incertain", le Monde, 22 août 1982, p.3.

⁴⁷ Editorial. "Une victoire chère payée", le Monde, 21 août 1982, p.1.

Israël de faire oublier. Les deux derniers objectifs: le retrait de l'armée syrienne de même que l'avènement d'un gouvernement fort à Beyrouth et favorable aux intérêts israéliens sont loin d'être accomplis.⁴⁸

Finalement, le Monde est aussi critique face à l'invasion israélienne du Liban que peut l'être l'Humanité. On sent l'indignation et la colère de ses collaborateurs dans chaque éditorial et dans chaque article. Le Monde accuse Israël d'avoir délibérément provoqué le conflit. Il dénonce la mainmise israélienne sur le sud du pays et sur la capitale. Il accuse le ministre de la Défense, Ariel Sharon, de promouvoir l'application d'une politique belliqueuse qui a mené à la mort des milliers d'innocents de même que des soldats israéliens, sans pour autant régler le problème palestinien ou le conflit israélo-arabe, source de l'insécurité d'Israël.

Pour le Monde, le rôle de la France est d'être un témoin impartial. Par ses contacts avec les différentes parties, elle est en mesure d'offrir un terrain neutre à l'abri des malentendus et des interprétations tendancieuses qui ont envenimé le conflit. Il considère que la France, grâce à ses atouts, est en mesure de jouer un rôle actif sur le plan diplomatique à l'ONU. Le gouvernement français doit oeuvrer pour que la solution à la crise libanaise s'inscrive dans le

⁴⁸ Francis Cornu. "Un bilan incertain", le Monde, 22 août 1982, p.3.

réglement israélo-arabe, car il ne peut y avoir de paix au Liban sans le règlement du problème palestinien.

“Comme son prédécesseur et comme les autres gouvernements de l’Europe de l’Ouest, le gouvernement français estime que le conflit arabo-israélien - dont le Liban est victime et non la cause- ne prendra fin qu’avec une solution du “problème palestinien”, c’est à dire une solution permettant aux Palestiniens de décider librement de leur destin et, s’ils le veulent, de constituer un Etat qui, bien entendu, devrait conclure la paix avec Israël. L’autodétermination ne sera cependant libre que si des représentants authentiques du peuple palestinien participent à la définition de ses modalités.”⁴⁹

II. L’élection de Béchir Gemayel

Le Figaro applaudit à l’annonce de l’élection de Béchir Gemayel comme nouveau président du Liban: “victoire de maréchal pour Béchir Gemayel”.⁵⁰ Il ne conteste d’aucune façon le déroulement de l’élection, laquelle aurait été conduite dans les règles de l’art. Des observateurs étrangers, français et britanniques, étaient appelés à assister au scrutin et l’armée israélienne avait évacué les lieux. Il ne se formalise pas du fait que cette armée occupe encore une grande partie du Liban ; le Figaro rappelle que l’élection d’Elias Sarkis, le président sortant, avait eu lieu sous le regard de l’armée syrienne, ce qui n’aurait soulevé alors que les objections de quelques personnes.

⁴⁹ Maurice Delarue. “Que veut, que peut la France?”, leMonde, 10 juillet 1982, p.3.

⁵⁰ Christine Deval. “Election de maréchal pour Béchir Gemayel mais pour lui les problèmes commencent”, le Figaro, 26 août 1982, p.4.

Le Figaro affirme aussi que la lassitude de la communauté musulmane envers les Palestiniens et sa satisfaction quant à l'évacuation de l'OLP hors du Liban sont démontrées par le fait qu'elle a voté pour le chef des milices phalangistes. Il soutient donc que le désir de la communauté musulmane d'aider au rétablissement de l'intégrité libanaise fut plus grand que son sentiment pour la cause palestinienne.⁵¹ A cet égard, les objectifs du nouveau président seraient à la fois le retour de la souveraineté et de l'indépendance du Liban et la réconciliation des communautés chrétiennes et musulmanes.

L'élection de Gemayel aurait été une surprise pour Israël.

"La surprise tient au fait que jusqu'à dimanche, les commentateurs de la presse et les spécialistes locaux des Affaires libanaises étaient unanimes dans leurs doutes relatifs aux chances du leader des Phalanges libanaises." ⁵²

Pour le Figaro, Israël n'est pour rien dans la nomination de Gemayel. Il se félicite, simplement, de sa victoire puisqu'elle confirme la perte d'influence de Damas sur Beyrouth.

L'assassinat de Gemayel, le 15 septembre 1982, est en quelque sorte, pour ce quotidien, "l'espoir assassiné" ⁵³. Il remarque que le jeune président

⁵¹ J.Dh. "Objectif du nouveau président: l'indépendance du Liban", le Figaro, 24 août 1982, p.4.

⁵² Serge Maffert. "L'espoir assassiné", le Figaro, 16 septembre 1982, p.1.

⁵³ Idem.

traiñait avec lui de sérieux handicaps, tels la mort de Tony Frangié et celles de plusieurs des partisans de Camille Chamoun. Il était, comme tous les grands chefs politiques libanais, un chef de guerre, à la tête d'un clan, avec son fief et son armée. L'assassinat de Gemayel laisse Israël, plus que jamais, seul maître du jeu au Liban: les Etats-Unis ne peuvent plus faire pression sur les armées syrienne, israélienne et palestinienne pour qu'elles évacuent le Liban; la communauté chrétienne a perdu la seule chance qu'elle avait d'imposer sa suprématie sur le Liban. Israël a désormais les mains totalement libres.⁵⁴

Le Figaro récuse l'idée que l'assassinat puisse avoir été décidé par Israël.

"La pensée de mes confrères de gauche sur les affaires libanaises est des plus difficiles à suivre. Lorsque Béchir Gemayel devint président de la République, ils nous dirent que le nouveau chef de l'Etat libanais n'était en réalité qu'un instrument aux mains du gouvernement d'Israël et que son élection, acquise d'extrême justesse, était loin d'être approuvée par la population. Comme je crois tout ce qu'ils me disent, je l'ai cru. 15 jours plus tard, Béchir Gemayel était assassiné et tout son état-major avec lui. Mes confrères laissèrent entendre qu'Israël n'était peut-être pas étranger à cet attentat. Ce n'était sans doute pas très logique, mais chacun sait que la gauche a inventé la dialectique dont les lois ne sont pas toujours celles des raisonnements ordinaires. Donc, j'ai cru. Aujourd'hui, Amine Gemayel est élu à l'unanimité, sauf trois abstentions. Les mêmes confrères affirment qu'il aura du mal à faire oublier son frère, dont l'élection avait suscité l'enthousiasme. Je continue à croire, mais j'ai l'impression que je commence à perdre la foi."⁵⁵

⁵⁴ Idem .

⁵⁵ André Frossard. "Croire", le Figaro, 22 septembre 1982, p.1.

Pour l'Humanité, Béchir Gemayel est le candidat de Begin, celui dont l'élection s'est déroulée sous la protection des chars israéliens. Ce n'était qu'une "prétendue élection présidentielle" ⁵⁶. L'arrivée de Gemayel au pouvoir signifierait la domination phalangiste étendue au reste du pays, tandis que l'armée libanaise serait vouée à être un docile instrument aux mains des milices chrétiennes.

"L'accession d'un tel personnage à la tête de l'Etat libanais donne à craindre pour ce malheureux pays bien des déchirements. Elle compromet gravement le rétablissement de l'entente nationale, de l'indépendance et de la souveraineté du Liban." ⁵⁷

La crédibilité du nouveau président laisse le Monde sceptique.⁵⁸ Il ne remet pas en cause la légitimité de l'élection qui, selon lui, s'est effectuée dans les règles. Ainsi, il ne s'alarme pas outre mesure de la présence des troupes israéliennes étant donné, affirme-t-il, que Sarkis avait été élu dans des circonstances semblables en 1976, sous le couvert cette fois des troupes du général Assad. Mais le Monde a des doutes concernant l'homme lui-même.

"Bénéficiant du soutien israélien, débarrassé de ses pires ennemis - les combattants de l'OLP., - M. Gemayel ne sera-t-il pas tenté de poursuivre ses règlements de comptes et de confondre les intérêts de la minorité maronite avec

⁵⁶ Yves Moreau. "Le mal élu", l'Humanité, 25 août 1982, p.1.

⁵⁷ Idem.

⁵⁸ Editorial. "Chef de guerre ou chef d'Etat?" le Monde, 25 août 1982, p.1.

ceux de son pays?"⁵⁹

Le journal considère cependant que le refus de Gemayel de participer aux côtés de l'armée israélienne à l'invasion libanaise et de partir à l'assaut de Beyrouth-ouest, prouve sa volonté de se faire le président de tous les Libanais et son désir de se démarquer de son encombrant allié israélien. Il ajoute que Gemayel dispose de trois atouts majeurs: l'aspiration profonde et générale des Libanais à la paix, une conjoncture favorable: l'élimination de la présence armée palestinienne du Liban, la possibilité de pouvoir, mieux qu'un autre, obtenir l'évacuation israélienne en échange de l'évacuation syrienne.⁶⁰

De plus, il est appuyé dans ses efforts de réconciliation nationale et de restauration de la souveraineté du pays par les Etats-Unis, lesquels seraient prêts à le soutenir dans son projet de doter l'armée libanaise de cent mille hommes.

La sympathie qu'éprouve à son égard le Monde transparaît aisément. Un de ses journalistes évoque, par exemple, le fait que "tout le monde le

⁵⁹ Idem .

⁶⁰ Idem .

tutoyait très vite". ⁶¹ L'assassinat de Gemayel est donc une "catastrophe" ⁶². Il marque le retour de l'incertitude et de l'insécurité. Et c'est également, comme pour le Figaro, l'espoir d'un avenir meilleur qui est assassiné.

Le Monde semble accuser Israël d'avoir organisé l'assassinat sans toutefois le dire clairement. Il souligne que Gemayel avait pris ses distances vis-à-vis de l'Etat hébreu. Il avait choisi un langage équilibré qui n'enchantait pas, selon ce journal, Israël. Pis, il refusait de signer un traité séparé avec Israël, préférant plutôt rencontrer des personnalités de l'opposition musulmane afin d'oeuvrer pour la paix. Israël n'avait pas caché son agacement. A plusieurs reprises, Begin et Sharon essayèrent de compromettre le nouveau président, en dévoilant publiquement la tenue d'entretiens secrets entre l'Etat hébreu et le président libanais, mais ce fut en vain. Or, l'assassinat de Gemayel permet justement à Israël de retourner à "la case départ". ⁶³

III.Sabra et Chatila

En septembre 1982 sont perpétrés les massacres des camps de Sabra et de Chatila par des membres des milices chrétiennes. Le Figaro dénonce

⁶¹ Lucien George. "Trois semaines pour prouver que la solution passait par lui", le Monde, 16 septembre 1982, p.3.

⁶² Dominique Pouchin. "L'assassinat de Béchir Gemayel. Une catastrophe!", le Monde, 16 septembre 1982, p.1.

⁶³ Editorial. "Retour à la "case départ"?", le Monde, 16 septembre 1982, p.1.

évidemment l'horreur du crime mais insiste sur la relativité de l'événement. Il le compare, par exemple, à la tuerie du village chrétien de Damour en 1976, où le même nombre de personnes avait trouvé la mort dans des circonstances similaires.⁶⁴ De la même façon, il est très compréhensif envers Israël. Son armée n'a pas su contrôler ses alliés chrétiens; sa responsabilité n'est donc qu'indirecte. Au contraire, il accuse plutôt Washington qui aurait retiré ses troupes beaucoup trop rapidement de Beyrouth et manqué de clarté. Il n'est que trop évident, d'après le Figaro, que de tels massacres ont des répercussions indiscutablement négatives sur Israël.

Annie Kriegel va encore plus loin. Elle insinue qu'ils ont été commis par des groupuscules "venus d'ailleurs"- entendre l'URSS- et qui se seraient infiltrés dans les rangs chrétiens.

"Il y avait si longtemps que Moscou et les communistes annonçaient, dénonçaient un génocide imaginaire, un Oradour mythique, eh bien cette fois, ils le tiennent leur génocide et leur Oradour."⁶⁵

Si elle avoue qu'Israël est indirectement impliqué, sa responsabilité semble n'être que théorique. Elle repose, selon elle, sur le fait qu'Israël se portait garant de la sécurité de tous les habitants de Beyrouth et sur le fait que "ni l'armée ni les

⁶⁴ Jean-Jacques Leblond. "L'insoutenable spectacle", le Figaro, 20 septembre 1982, p.2.

⁶⁵ Annie Kriegel. "Israël est-il coupable?", le Figaro, 22 septembre 1982, p.2

services de renseignements israéliens n'ont su déjouer à temps la machination [...].⁶⁶

Ce n'est pas la présence israélienne au Liban qui poserait le véritable problème; il résiderait dans la présence soviétique au Liban sous couvert palestinien.

“Ce qu'on a, en effet, découvert au Liban, ce Liban souterrain conçu et réalisé sur le modèle de la piste Ho Chi Minh avec ses états-majors où même les cartes étaient en russe, son corps d'officiers formés dans les académies militaires de l'Est, son armement entassé pour un conflit qui n'aurait rien à voir avec une guérilla, ce Liban souterrain où les Palestiniens n'étaient plus que de la piétaille où le prétexte -la preuve c'est qu'eux évacués, des opérations de grande ampleur peuvent continuer à être montées avec l'espoir de renverser au dernier moment le cours favorable des choses- tout atteste qu'Israël devrait avoir un avenir prévisible, à affronter un adversaire dont la puissance dépasse beaucoup celle d'un mouvement national comme se présente le mouvement national palestinien.”⁶⁷

Même si le Figaro dénonce les crimes de Sabra et de Chatila et publie par souci d'honnêteté les nouvelles de l'AFP qui témoignent de la responsabilité directe d'Israël dans l'extermination des habitants des camps, il semble qu'il veuille banaliser ces tueries soit en les comparant à d'autres massacres que le Liban a connus du fait de la guerre civile, soit en les joignant à des considérations, telle l'installation secrète de l'Union soviétique au Liban. Il cherche à disculper Israël en ne lui reconnaissant qu'une responsabilité

⁶⁶ Idem.

⁶⁷ Idem.

indirecte dans les massacres et en rejetant la responsabilité directe soit sur les Etats-Unis ⁶⁸, coupables d'avoir retiré leurs contingents beaucoup trop tôt du Liban, soit sur l'URSS coupable d'avoir fomenté, directement, les tueries. ⁶⁹

En outre, le Figaro s'insurge contre les déclarations de Georges Marchais et les manifestations de la gauche en France alors que le PC français est arrosé "du sang tout frais des Polonais et des Afghans". ⁷⁰

"Appartient-il vraiment à l'OLP de le dénoncer avec indignation? Et appartient-il vraiment aux communistes, soudain vêtus de lin blanc, de se faire les champions et les garants de l'humanité et de ses droits?" ⁷¹

L'Humanité se concentre, quant à elle, strictement sur les massacres de Sabra et de Chatila. A Annie Kriegel qui se demandait si Israël est coupable, l'Humanité répond oui, sans hésitation. La culpabilité d'Israël est dénoncée violemment par ce quotidien. Sa responsabilité est directe. Son armée s'était arrogé le contrôle de Beyrouth-Ouest afin, disait-elle, d'en protéger la population civile; les camps de Sabra et de Chatila étaient donc sous sa protection. Et même si l'armée israélienne n'a pas participé, explicitement, aux massacres, Israël est,

⁶⁸ Serge Maffert. "Un crime, une faute", le Figaro, 20 septembre 1982, p.1.

⁶⁹ Annie Kriegel. "Israël est-il coupable?", le Figaro, 22 septembre 1982, p.2.

⁷⁰ Idem.

⁷¹ Jean D'Ormesson, "Double refus", le Figaro, 22 septembre 1982, p.1.

incontestablement, impliqué dans l'organisation de la tuerie; il en a simplement délégué l'application à des milices libanaises qui agissaient sous ses ordres et qui furent équipées par ses soins. ⁷²

Ainsi, l'Humanité fait valoir que les massacres se sont déroulés sous les yeux de l'armée israélienne. Elle pouvait voir les camps de Sabra et de Chatila à l'oeil nu, entendre les cris et les coups de feu.

"Les témoignages concordent pour dire que des membres du gouvernement et des cadres supérieurs de l'armée étaient au courant dès la nuit de jeudi à vendredi de ce qui se passait dans les camps, mais qu'ils n'ont rien fait pour y mettre un terme. Comment d'ailleurs n'auraient-ils pas pu être au courant alors que des soldats et des officiers pouvaient voir de leurs yeux la chasse tragique qui se déroulait à quelques centaines de mètres d'eux? " ⁷³

Plus encore, l'Humanité note que le ministre de la Défense Sharon reconnaît avoir donné le feu vert. Il a non seulement laissé faire mais il aurait également prêté la main.

"Personne ne peut donc ajouter le moindre crédit aux affirmations de Sharon, se lavant les mains du sang palestinien, et rejetant dérisoirement la responsabilité du crime sur la discipline insuffisante de ses alliés." ⁷⁴

Dorénavant, l'Humanité en appelle aux forces de l'ONU pour

⁷² R.A. "Assez de sang", l'Humanité, 20 septembre 1982, p.1.

⁷³ R.A. "Pour une solution de justice", l'Humanité, 22 septembre 1982, p.1.

⁷⁴ Ibid., "L'inconvénient de la vérité", l'Humanité, 24 septembre 1982, p.1.

protéger les populations du Liban, imposer le retrait de l'armée israélienne, permettre au peuple libanais de résoudre ses problèmes indépendamment de toute autre volonté extérieure et enfin assurer la paix au Proche-Orient.

Le Monde se révolte contre les massacres de Sabra et de Chatila et dénonce avec virulence l'implication d'Israël dans les tueries. Selon son directeur, André Laurens, ni le terrorisme ni les massacres ne procèdent d'une erreur ou de bavures. Ils sont le produit de la politique belliqueuse menée par Israël depuis le début de l'opération "Paix en Galilée". Israël est donc directement responsable. Sa politique le pousse à outrepasser le premier objectif affiché de son entreprise au Liban; assurer la paix en Galilée, et dévoile ses véritables intentions: la liquidation de l'OLP.

"Comment ne pas croire aussi qu'on a laissé opérer ce "nettoyage" -l'affreux terme- des camps palestiniens de Beyrouth-Ouest, qui a paru être, depuis le commencement le but de l'intervention militaire au Liban?"⁷⁵

Le Monde accuse également Begin de réclamer pour Israël un statut spécial parmi les nations qui le mettrait à l'abri de la critique au nom des atrocités subies par les Juifs et du danger qui planerait sur son existence. Il rétorque que seule la politique israélienne est en cause; c'est sur elle que Begin

⁷⁵ André Laurens. "Le produit d'une politique", le Monde, 21 septembre 1982, p.1.

et son gouvernement doivent être jugés.⁷⁶

“Une grande partie de l’opinion publique israélienne refuse de tomber dans le piège que lui tend M. Begin et consiste à utiliser jusqu’à l’extrême le complexe de persécution et d’isolement dont souffrent ses concitoyens. Il est donc probable que la crise politique et morale qui agite Israël ne fait que débiter.”⁷⁷

IV. Le bilan de l’opération “Paix en Galilée”

L’opération “Paix en Galilée”, selon le Figaro, se solde par un résultat positif pour Israël malgré les “bavures” occasionnées par ce qu’il considère soit comme des débordements des milices chrétiennes soit comme une action déstabilisatrice des partisans de l’URSS. Israël est donc sorti victorieux de cette cinquième guerre israélo-arabe. L’OLP a quitté le Liban, ses combattants ont été dispersés dans six pays du monde arabe. Arafat se retrouve à la tête d’une organisation démantelée et à refaire. La paix a été restaurée en Galilée.

L’invasion israélienne a prouvé également, pour ce quotidien, l’inertie, la paralysie et la division des pays membres de la Ligue arabe sur la question palestinienne. L’union sacrée des frères arabes contre le diable israélien s’est tenue coite. De même, à aucun moment, l’Egypte n’a remis en question le traité signé entre Sadate et le premier ministre israélien, initiateur de

⁷⁶ Editorial. “Un débat pour l’honneur”, le Monde, 23 septembre 1982, p.1.

⁷⁷ Editorial. “Le demi-aveu du général Sharon”, le Monde, 24 septembre 1982, p.1.

l'entreprise militaire au Liban. En outre, Jérusalem a mis un frein à l'entreprise soviétique au Proche-Orient en détruisant le réseau qu'elle se construisait avec l'aide de ses suppôts palestiniens.

Si la réconciliation entre musulmans et chrétiens libanais a pu être réalisée, c'est encore grâce à l'initiative israélienne qui, en débarrassant le Liban de l'OLP, a permis à ses citoyens de recouvrer non seulement leur unité. Plus encore, elle a permis au pays lui-même de reconquérir sa souveraineté. Finalement l'allié américain est resté fidèle à Israël. Reagan, tout en considérant que Begin exagérait, ne l'a jamais abandonné.

Le complot soviétique du Figaro se mue ici en complot américano-sioniste dans l'Humanité, laquelle le dénonce depuis le début du conflit au Liban en 1975. Le pays sort meurtri de la guerre de 1982, moins souverain que jamais dévasté par deux mois d'une agression militaire sauvage. Mais la guerre a donné une nouvelle dimension à la lutte palestinienne et à sa reconnaissance internationale. De la même façon, la réputation d'Israël est entachée. Pour la première fois, de l'avis de l'Humanité, les rôles étaient inversés dans l'opinion du monde. Les initiatives françaises sont applaudies par ce journal. La France, en effet, a maintenu une politique proprement française, à l'écart de la position américaine.

Le Monde considère que le bilan n'a jamais été aussi négatif pour Israël depuis sa création en 1948. Selon lui, l'OLP est sortie grande gagnante de l'épreuve. Face au massacre des camps de Sabra et de Chatila, le monde entier reconnaît, pour la première fois, le droit du peuple palestinien à un Etat. Devant les provocations israéliennes, les pays arabes ont refait leur unité à Fès et ont adopté le plan Fahd pour une paix globale au Proche-Orient. De même, l'agression israélienne a favorisé le rapprochement des milices chrétiennes et musulmanes au Liban. L'Egypte elle-même s'est quelque peu éloignée d'Israël. Dans son pays, Begin a provoqué, pour la première fois en temps de guerre, l'opposition non seulement d'une partie de la population mais également celle des juifs dans le monde normalement solidaires de tout projet mené par Israël.

Sur le plan international, les Etats-Unis se sont vus obligés, devant les excès de Begin et de Sharon, d'opter pour une politique beaucoup plus ferme à l'égard d'Israël. Reagan lui a envoyé un "c'est assez" et lui a enjoint de mettre fin au contrôle ainsi qu'à la colonisation des territoires de Cisjordanie et de Gaza. Mitterrand, de son côté, tentait un rééquilibrage de la politique française à l'égard d'Israël. L'invasion du Liban de 1982 l'amène à reprendre la voie de l'ancienne politique.

Enfin, selon le Monde, la seule véritable victoire de Begin réside

dans le fait que, pour la première fois, Arabes et Palestiniens sont sur la voie de la reconnaissance d'Israël. "Mais cette victoire, le chef du gouvernement de Jérusalem semble la redouter plus qu'une défaite".⁷⁸

⁷⁸ Paul Balta. "La vraie victoire de M.Begin", le Monde, 26 septembre 1982, p.3.

CHAPITRE V. DES SUITES DE L'INVASION ISRAÉLIENNE À LA GUERRE DES CAMPS: 1983-1988

Les années 1983 à 1988 marquent un nouveau tournant dans le conflit libanais. La Syrie, sous le couvert des milices renforce de plus en plus son emprise sur le Liban. Tout d'abord, elle entreprend une lutte contre l'OLP qui a trouvé refuge dans la région de Tripoli. Arafat et ses combattants sont acculés à un second exil. Puis, elle refoule les forces occidentales au Liban en soutenant les attentats de 1983 contre les quartiers généraux français et américains basés à Beyrouth. Washington et Rome décident du rapatriement de leurs troupes tandis que la France maintient ses régiments jusqu'en 1985. Les Etats-Unis ne s'aventureront plus aussi directement dans les affaires libanaises. Le Liban devient peu à peu une chasse gardée syrienne.

En 1984 débute ce qu'il est convenu d'appeler la guerre des camps, en d'autres termes la lutte pour le contrôle de Beyrouth-Ouest. Les derniers combattants palestiniens des camps de réfugiés de la banlieue de la capitale sont évincés par les milices chiites d'Amal, de 1984 à 1986. Puis, en 1987, est déclenchée la guerre entre les forces d'Amal et celles, également chiites, du Hezbollah. Cette nouvelle force entend installer sur le sol libanais une république islamique calquée sur le modèle iranien.

I: L'année 1983

Les conséquences de l'invasion israélienne dominent les événements de 1983. Le Liban est déchiré par les combats que se livrent les parties prenantes.

Le 17 mai 1983, le Liban signe un traité de paix avec Israël pour le Figaro c'est un "moment historique"¹. Le quotidien souligne le courage du gouvernement libanais qui a osé mener à terme cet accord alors que la Syrie occupe toujours une large partie de son territoire. La détermination de l'Etat libanais aurait été favorisée par l'appui des Etats-Unis. Ils rappellent qu'ils sont non seulement témoins de l'accord mais, plus encore, amis du Liban.²

Cet accord, selon le Figaro, est tout à l'avantage d'Israël, seul véritable gagnant de ce "jeu" diplomatique. Grâce à cette entente, le Front arabe du refus s'est brisé: L'Algérie et tous les Etats arabes à l'exception de la Libye, soutiennent la démarche libanaise. La signature de l'accord prouve également, selon lui, que les courants pro-OLP de l'administration américaine ont été neutralisés. De même cet accord permet la réouverture des échanges diplomatiques entre Israël et L'Egypte et améliore les relations israéliennes avec

¹ René Bauduc. "Le Liban et Israël signent un accord "vers la paix"", le Figaro, 18 mai 1983, p.3.

² Idem.

l'Europe, laquelle se félicite, d'ailleurs, de l'entente.

Le Figaro souligne que l'accord ne résout rien en ce qui a trait à la crise libanaise. Au contraire, il note qu'il pourrait même être le commencement d'une guerre d'usure entre la Syrie et Israël puisque le retrait des troupes israéliennes est lié à celui de l'armée syrienne. "Les troupes israéliennes seraient alors obligées de rester sur place si la Syrie n'évacue pas les siennes".³ Pis, cet accord légitime la présence des premières au Liban en faisant retomber la responsabilités de l'occupation israélienne sur le refus de Damas de quitter le Liban. Dans ce cas, il concrétiserait la division du Liban en deux entités confessionnelles, musulmane et chrétienne. Plus sévèrement, le journal affirme que l'accord israélo-libanais était mort-né en raison de l'exclusion totale de la Syrie. Il ne fut ni ratifié ni appliqué.⁴

Pour l'Humanité, l'accord de mai 1983 ne sert qu'à légaliser la présence israélienne au Liban et à soumettre ce pays à la tutelle israélo-américaine. En ce sens, ce serait un accord israélo-américano-libanais.⁵

³ Idem .

⁴ Serge Maffert. "Le réveil des féodalités", le Figaro, 6 septembre 1983, p.1.

⁵ Yves Moreau. "L'occupation israélienne légalisée", l'Humanité, 18 mai 1983, p.8.

Le Monde jette un regard critique sur l'accord. D'abord son application est, pour ce journal, problématique. Même s'il clôture de façon symbolique l'intervention israélienne en 1982, il est loin de signifier de garantie de sécurité pour la Galilée ou de marquer le succès de la politique israélienne au Liban puisque les objectifs que s'était donnés l'Etat hébreu n'ont pas été atteints: l'accord du 17 mai 1983, ainsi, n'est pas le traité de paix ou le pacte de défense commune souhaités par Israël; il ne consacre pas la victoire sur l'OLP. De plus, son application, note le Monde, est entièrement à la merci de la bonne volonté de Damas: le retrait de l'armée israélienne est conditionnel au retrait des troupes syriennes.⁶

Le Monde s'interroge sur la réaction de la Syrie. Le traité constitue un affront à la politique de Damas menée depuis 1976 au Liban. Cependant, le Monde croit que la Syrie est relativement isolée dans le monde arabe, lequel marque plutôt son appui à l'initiative israélo-libanaise.

La viabilité du traité israélo-libanais est intimement liée à l'appui que les Etats-Unis donneront au Liban dans l'application de l'entente et plus encore, au succès de la diplomatie américaine au Proche-Orient à laquelle le

⁶ Francis Cornu. "Le gouvernement israélien défend sans conviction un texte dont l'application demeure problématique", le Monde, 18 mai 1983, p.3.

Liban, poussé par l'invasion israélienne de 1982 s'est retrouvé "quasi inconditionnellement"⁷ associé.

Le retrait de l'armée israélienne marque la reprise de la guerre civile. Le Chouf, épargné jusqu'alors, s'embrase. Phalangistes et Druzes s'affrontent en vue de réaliser la mainmise sur la montagne.

D'après le Figaro, les forces israéliennes, en quittant les environs de la capitale, dévoilent l'état d'anarchie dans lequel est plongé le Liban. Ce n'est pas Israël qui est à l'origine de la reprise de la guerre civile: le redéploiement opéré par ses troupes crée le vide nécessaire à la reprise des hostilités. Les Palestiniens, sans être la cause directe des combats, en sont indirectement responsables, selon ce journal, puisque leur présence est source de déstabilisation. Le Figaro considère cependant que ce sont les menées annexionnistes de la Syrie -appuyée en cela par l'Union soviétique- appliquées par milices interposées, qui sont à la source des désordres.

"La Syrie qui conduit le jeu n'a d'autres raisons que celles de vouloir déstabiliser le Liban, la "province détachée", selon Damas, et de discréditer son gouvernement."⁸

Ainsi, les bombes druzes sont-elles des bombes syriennes qui sont à leur tour

⁷ Lucien George. "Une explosion de la colère syrienne?", le Monde, 17 mai 1983, p.3.

⁸ Jean-Jacques Leblond. "Beyrouth: la nuit la plus chaude", le Figaro, 22 septembre 1983, p.4.

des bombes soviétiques.⁹

Le symbole de la guerre du Chouf est, pour le Figaro, la bataille de Souk-el-Gharb qui met aux prises l'armée libanaise et les milices druzes de Walid Joumblatt. C'est l'abcès de fixation de la crise. "Plus qu'un objectif militaire, cette petite station est devenue un enjeu politique."¹⁰

Les tenants de l'unité libanaise y sont représentés par le président Gemayel "qui se bat seul et avec courage, s'appuyant sur la petite armée libanaise rénovée."¹¹ Il combat les tenants de la partition du Liban, qu'ils soient chrétiens, musulmans ou druzes. Ceux-là sont soutenus dans leurs desseins par la Syrie ou Israël qui, même s'ils s'affrontent, se sont tacitement mis d'accord pour préserver le modus vivendi entre leurs zones d'influence au Liban.

Le conflit du Chouf est ainsi, selon ce quotidien, moins une guerre civile qu'une occasion pour les puissances étrangères de combler le vide politique libanais.

"On a dépassé les limites du simple affrontement intercommunautaire qui réduirait le problème libanais à une rivalité entre chrétiens et druzes. S'obstiner à se persuader que les combats n'opposent que des "frères ennemis"

⁹ Alain Peyrefitte. "L'enlèvement", le Figaro, 24 septembre 1983, p.1.

¹⁰ Jean-Jacques Leblond. "Beyrouth: la nuit la plus chaude", le Figaro, 22 septembre 1983, p.4.

¹¹ Serge Maffert. "Incohérence", le Figaro, 20 septembre 1983, p.1.

relève de l'aveuglement politico-diplomatique".¹²

La bataille du Chouf pose aussi, selon le Figaro, la question de la présence de la force multinationale au Liban et de la mission qui lui est assignée. Quelle est la responsabilité de la France et des Etats-Unis envers le gouvernement libanais ? Se doivent-ils d'intervenir ouvertement dans le conflit?

Pour le Figaro, la réponse est affirmative parce que, selon lui, la bataille du Chouf est une guerre civile doublée d'une guerre étrangère. Contre le président Gemayel aidée de la petite armée libanaise, se dresserait l'Union soviétique. C'est David contre Goliath.¹³

Le Figaro affirme que si les forces de l'armée américaine sont intervenues sans hésitation au côté de l'armée libanaise, la France, tout en affirmant qu'elle a décidé "de détruire toutes batteries tirant sur des objectifs français"¹⁴ se cantonne malgré tout, soutient le Figaro, dans un "attentisme perplexe"¹⁵. Il dénonce l'inaction de la France qui préfère se perdre en palabres diplomatiques plutôt que de décider de l'action à faire prendre à ses troupes stationnées au beau

¹² Jean-Jacques Leblond."Liban: l'escalade du feu américain", le Figaro, 20 septembre 1983, p.1.

¹³ Annie Kriegel."Qui fait quoi?" le Figaro, 26 septembre 1983, p.2.

¹⁴ Serge Maffert."Le risque", le Figaro, 8 septembre 1983, p.1.

¹⁵ Ibid.."Incohérence", le Figaro, 20 septembre 1983, p.1.

milieu de la guerre.

“Ainsi va-t-on mourir idiot et bronzé pour Beyrouth, l’arme au pied, où va-t-on riposter ponctuellement à chacune des agressions provocatrices qui, en onze jours, ont entraîné la mort de sept militaires et blessé quatorze de nos ressortissants?”¹⁶

La France se doit, selon le Figaro, de faire face à la nouvelle situation. Il est clair, selon lui, que la reprise des combats entraîne la France, à son corps défendant, dans un cycle de violences dont il lui sera difficile de sortir, sinon impossible. Il souligne également que la mission, d’abord conçue comme provisoire, s’est muée en une mission à haut risque dont personne n’est capable de voir la fin. Toutefois, il ajoute qu’un pays comme la France doit être prêt à assumer ses responsabilités internationales. “Quand un incendie se déclare on le douche, ou on l’étouffe promptement, on attend qu’il se propage.”¹⁷

La France est en cela entravée, d’après le Figaro, par la présence au sein du gouvernement même du parti communiste, affilié à la diplomatie soviétique qui donne son appui aux visées annexionnistes du président Assad au Liban.

“La diplomatie française hésite entre des pulsions incompatibles, altermoie et

¹⁶ Jean-Jacques Leblond. “Liban: la France en première ligne”, le Figaro, 8 septembre 1983, p.1.

¹⁷ Alain Peyrefitte. “L’enlèvement”, le Figaro, 24 septembre 1983, p.1.

s'enlise. C'est la France qui en souffre; l'armée française qui est exposée sans gloire; la paix, qui est menacée."¹⁸

La bataille du Chouf a une tout autre signification pour l'Humanité. D'abord, elle fut délibérément provoquée par les Israéliens qui ont laissé les milices phalangistes pénétrer dans le Chouf. L'installation de casernes phalangistes dans les villages chrétiens de cette région a détruit la coexistence pacifique qui prévalait dans la région entre les communautés chrétiennes et musulmanes.¹⁹

Selon l'Humanité, la guerre civile naît de la phalangisation progressive du pouvoir. Le gouvernement qui se proclamait de réconciliation nationale, s'est transformé, d'après ce journal, en un pouvoir à la solde des Phalanges, menant les milices musulmanes, qui l'avaient pourtant appuyé lors de son élection, à se retourner contre lui.

La nouvelle flambée de violence résulte d'un conflit qui met aux prises le gouvernement libanais, allié aux Phalangistes, et les milices druzes de Walid Joumblatt dans le Chouf, et le gouvernement et les chiites d'Amal à Beyrouth-Ouest. Les Etats-Unis se mêlent d'une affaire strictement libanaise.

¹⁸ Ibid. .

¹⁹ Françoise Germain-Robin. "Notre envoyée spéciale à Deir-el-Qamar", l'Humanité, 16 septembre 1983, p.11.

"Ainsi, après avoir dicté au Liban l'accord du 17 mai qui bafoue la sécurité collective et prépare une annexion israélienne du Sud-Liban, les Etats-Unis interviennent militairement pour imposer à Beyrouth la loi des Phalangistes".²⁰

Le conflit conserverait son caractère de guerre civile sans les interférences extérieures de Washington. Les Etats-Unis dépassent, selon l'Humanité, la mission qui avait été confiée aux contingents de la force multinationale -la protection des populations civiles libanaise et palestinienne- pour mener le seul combat qui les intéresse vraiment, celui de l'impérialisme contre les forces démocratiques et le mouvement d'indépendance des peuples.

"Ils s'écartent une fois encore, de la mission d'interposition fixée à la force multinationale, pour jouer le rôle d'une force d'intervention, voire d'occupation."²¹

Les ingérences américaines risquent d'entraîner la France sur le terrain de la violence, ce qui menacerait la sécurité du contingent français. Pour ce quotidien, il ne demeure qu'une seule solution: le retrait des troupes américaines de la force multinationale.²²

La reprise des hostilités ne change rien à la mission des contingents de la force multinationale. L'Humanité soutient que les morts et les blessés

²⁰ Yves Moreau. "Beyrouth: Que font les Américains?" l'Humanité, 1er septembre 1983, p.1.

²¹ Jacques Coubard. "Israël contre l'ONU", l'Humanité, 10 décembre 1983, p.7.

²² Yves Moreau. "Agression directe", l'Humanité, 5 décembre 1983, p.1.

français ne relèvent pas uniquement de la responsabilité de la Syrie ou du Parti socialiste progressiste de Joumblatt. Ils proviennent plutôt, et surtout, de la volonté des milices phalangistes, devant la neutralité de Paris, de provoquer l'entrée du contingent français dans le conflit, en tirant sur ses positions.²³

L'Humanité est convaincue que la France ne doit pas répondre à ces provocations. Elle doit plutôt se concentrer sur la solution de la guerre par des moyens diplomatiques.

"Le recours à l'ONU pour qu'elle contribue à l'élaboration d'une solution négociée entre toutes les parties en présence, ce qui entraînerait le retrait de la force multinationale".²⁴

Le Monde s'inquiète du retrait israélien du Chouf et de ses conséquences sur le Liban. La division du Liban en trois zones d'influence se confirme: israélienne au sud, chrétienne-phalangiste au centre et syrienne au nord. De plus, le retrait des troupes israéliennes intervient au moment où l'espoir qu'aurait fait naître l'accord israélo-libanais chez les chrétiens comme chez les musulmans s'est évanoui.²⁵

Le Monde soutient que la Syrie et la Libye furent les premières à

²³ René Andrieu. "Briser l'engrenage", L'Humanité, 25 octobre 1983, p.1.

²⁴ L.S. "Une chance fragile", L'Humanité, 27 septembre 1983, p.1.

²⁵ Editorial. "La partition de facto", le Monde, 22 juillet 1983, p.1.

tirer parti de la désillusion grandissante de la population libanaise, et surtout des mouvements d'opposition de la communauté musulmane, c'est-à-dire du nouveau Front de salut national de Walid Joumblatt.²⁶

Ainsi, d'après ce journal, la reprise de la guerre civile naît à la fois du retrait israélien et de la conjoncture libanaise qui permet à l'opportunisme syrien de reprendre à son avantage les mouvements d'opposition libanais.²⁷

Le Monde fait reposer une grande part de la responsabilité du début de la guerre civile sur le président Amine Gemayel qui, de champion de la réconciliation nationale, s'est peu à peu entouré de personnalités affiliées aux Phalanges. Ce faisant, il a perdu l'appui musulman qu'il s'était acquis lors de son élection et qu'il avait conservé jusqu'à la signature de l'accord israélo-libanais du 17 mai 1983. Les milices druzes de Joumblatt et celles, chiïtes, de Nabih Berri combattent le pouvoir.

"Les affrontements de Beyrouth peuvent donc s'expliquer par le désir des musulmans de rééquilibrer un pouvoir qu'ils estiment trop inféodé aux phalangistes."²⁸

Toutefois le président Gemayel, estime le Monde, partage la

²⁶ Editorial. "Situation explosive au Liban", le Monde, 26 juillet 1983, p.1.

²⁷ Idem.

²⁸ Editorial. "M.Gemayel contesté", le Monde, 31 août 1983, p.1.

responsabilité de la reprise de la guerre civile avec le président syrien.

"Damas veut surtout, en "déstabilisant" le Grand-Beyrouth et en jouant d'une alliance des chiïtes et des druzes contre le président Gemayel, réaliser son grand dessein en faisant abolir l'accord israélo-libanais et en affaiblissant le chef de l'Etat qui a osé contester son hégémonie."²⁹

En septembre 1983, la montagne s'enflamme. Cette fois, le retrait israélien provoque les affrontements entre militants druzes et phalangistes. Pour le Monde, Israël est directement mis en cause. Il a permis aux Phalangistes de s'installer dans la montagne. Il a aidé au réarmement et au renforcement des milices druzes. De plus, il n'a pas voulu que l'armée libanaise pénètre dans le Chouf. Cela donne l'impression qu'Israël a préparé en quelque sorte les affrontements et qu'il les a donc désirés.

Mais, la Syrie a aussi su tirer parti de la guerre du Chouf. Elle oblige les puissances de la force multinationale à s'enliser dangereusement dans le conflit en provoquant leurs ripostes aux coups de tirs druzes contre leurs positions. Elle lie la participation syrienne, et donc soviétique, au règlement de la crise. De même, elle fait la démonstration qu'aucun gouvernement libanais ne pourra conserver le pouvoir sans un accord préalable de Damas.³⁰

²⁹ Editorial."Régression", le Monde, 9 septembre 1983, p.1.

³⁰ Editorial."La règle du jeu", le Monde, 24 septembre 1983, p.1.

Pour le Monde, cette guerre n'est donc pas une guerre strictement civile. La participation de la France au côté du pouvoir libanais et de l'armée libanaise nouvellement reconstituée, est considérée comme nécessaire afin de parer aux desseins syriens et israéliens au Liban. Il s'oppose en cela à l'interprétation de l'Humanité à l'effet que la guerre du Liban est un conflit civil et que, par conséquence, les troupes françaises du Liban pourraient être retirées du pays. Le Monde attend une prise de position claire du gouvernement de Mitterrand, de même qu'une politique d'intervention en faveur du pouvoir légal libanais afin de s'opposer à toute prise de contrôle par la Syrie.

"La situation de la France et des soldats qu'elle a, courageusement, envoyés au Liban pour y aider à y restaurer la paix, est devenue difficile. Mais ici, comme au Tchad, le poids d'une agression étrangère en est la principale raison. Peut-être faut-il du moins, s'abstenir de donner à des alliés en détresse l'impression qu'on ignore ou minimise cette donnée fondamentale de la situation, et que, Paris, empêtré dans des entreprises coûteuses, cherche avant tout à se tirer d'affaire."³¹

Le Monde semble espérer que la France, au lieu de se perdre en propositions comme celle d'étendre le rôle des casques bleus de la FINUL, devrait s'aligner sur ce qu'il nomme le "pari américain"³² au Liban et soutenir les

³¹ Paul-Jean Franceschini. "Le désaccord s'accroît entre les Etats-Unis et la France", le Monde, 21 septembre 1983, p.3.

³² Lucien George. "Le chef d'un Etat titubant mais debout...", le Monde, 25 septembre 1983, p.3.

efforts du président Gemayel pour préserver la souveraineté de son pays.

"Bien sûr, rien n'est encore dit, et le président Gemayel joue actuellement son régime. D'aucuns affirment même que le sort du Liban est dans la balance. Bien sûr, aussi, c'est la fermeté des Etats-Unis et de leurs alliés de la force multinationale - même ombrageux, incommodes et imprévisibles, comme le sont les Français - qui sera déterminante."³³

* * *

Les attentats du 23 octobre 1983 contre les quartiers généraux français et américain amènent à poser la question, plus vivement que jamais, du rôle de la force multinationale au Liban.

Le Figaro dénonce violemment la politique du ministre français des Affaires extérieures, Claude Cheysson, au Liban. Pour le Figaro, des soldats de la paix sont morts au Liban, et la faute en incombe au ministre qui n'a pas su déceler les enjeux réels de la guerre libanaise. Cheysson s'obstinait, d'après ce journal, à considérer l'aspect national de la crise libanaise alors que Beyrouth vivait une situation beaucoup plus grave. Le Liban allait-il demeurer une démocratie amarrée au monde occidental ou allait-il s'engluer dans une démocratie de type soviétique, dans l'impérialisme baasiste de la Syrie, ou dans l'islamisme de la révolution iranienne.³⁴

³³ Maurice Delarue. "La riposte française au Liban", le Monde, 24 septembre 1983, p.1.; Jean-Paul Franceschini, "Protéger sans ingérence?" le Monde, 11 septembre 1983, p.6.

³⁴ Annie Kriegel. "Les trois terrorismes", le Figaro, 26 octobre 1983, p.3.

Les journalistes du Figaro regrettent le fait que les soldats de la force multinationale ne puissent répondre aux attaques dont ils sont l'objet. Ils ne cessent de rappeler que le Liban est en état de guerre et qu'il est impossible pour ces soldats de se faire gardiens de la paix alors que la paix n'existe pas au Liban. Le Figaro met sur le même pied les attentats contre la force multinationale française et américaine, et celui contre l'armée israélienne au sud du Liban.

"Faire la guerre aux ennemis de la paix est à la portée de la première troupe venue. Mais assurer la paix, en uniforme, au milieu d'ennemis mortels en civil , marchands de cravates, banquiers, cireurs de chaussures ou pousseurs de charettes assis sur des caisses de dynamite , de grenades ou de fusils d'assaut, est une mission suicide que la meilleure armée du monde - Tsahal y compris- ne peut assurer bien longtemps sans mettre en péril son honneur, sa crédibilité et son réalisme."³⁵

L'intervention française, suite à l'attentat d'octobre, contre ce que l'on croit être le quartier général des forces islamistes à Baalbek, est désapprouvée par le Figaro. Même s'il semble minimiser l'ampleur du "raid punitif"³⁶, il tient à préciser que celui-ci change la mission première des troupes françaises puisque, de soldats de paix, ils sont devenus combattants. Le Figaro se faisait, jusqu'à novembre, le dénonciateur de l'ordre de mission de la force multinationale qui obligeait, selon lui, des soldats de formation, à défendre la

³⁵ Pierre Darcourt."La fausse paix atout majeur des terroristes", le Figaro, 5 novembre 1983, p.2.

³⁶ Jean-Jacques Leblond."Liban: raid punitif français", le Figaro, 18 novembre 1983, p.4.

paix ou plutôt l'illusion de la paix, en plein milieu d'une guerre.

L'Humanité soutient, de son côté, que la force multinationale fut visée au Liban en raison de l'ingérence du gouvernement américain dans les affaires intérieures libanaises. De plus, les attentats contre les contingents de paix au Liban ont dévoilé les véritables intentions américaines au Proche-Orient, selon ce quotidien. En font foi, d'après lui, les déclarations du porte-parole de la Maison-Blanche selon lesquelles la présence des marines américains au Liban est essentielle pour empêcher la Syrie et l'URSS de dominer la région.³⁷ Le contingent français est, pour l'Humanité, dorénavant d'autant plus menacé qu'il se trouve associé aux visées hégémoniques des Etats-Unis au Proche-Orient.

"Au Moment où les Etats-Unis ne cachent plus qu'ils entendent rester au Liban non pas tant pour y défendre la paix que pour leurs propres intérêts stratégiques et y "combattre l'influence soviétique", la crainte de voir la France engagée dans l'engrenage d'une escalade américaine au Proche-Orient est légitime."³⁸

Pour le Monde, le double attentat remet en question le sens du rôle de la force multinationale au Liban, et derrière elle, des Etats-Unis et de la France. Il s'agit bien, d'après lui, d'un message qui vise la présence occidentale au Liban et l'appui des Etats-Unis et de la France au gouvernement légal de

³⁷ Anonyme. "La présence des marines est essentielle pour M. Reagan", l'Humanité, 25 octobre 1983, p.9.

³⁸ Françoise Germain-Robin. "Débat ouvert sur la force multinationale, M. Reagan veut donner une nouvelle mission aux troupes US", l'Humanité, 26 octobre 1983, p.8.

Gemayel. La violence même de cet acte interdit tout retrait qui serait associé à la capitulation de l'Occident face au terrorisme et au chaos. Devant l'aveu de faillite de ses alliés d'hier, l'Etat libanais disparaîtrait alors dans les bras, de ce que le Monde nomme pudiquement, "l'étranger".³⁹

Le raid français contre des positions chiites à Baalbek suscite des réactions divergentes chez les journalistes du Monde. En effet, si pour l'un d'eux, il découle du "respect de la parole donnée"⁴⁰, pour un autre, il y a lieu de se questionner sur "le prix de la paix"⁴¹.

Pour le premier, l'attaque des Super-Etendards prouve la détermination de Mitterrand d'unir les actes à la parole. "L'ambiguïté est levée sur l'idée que M. Mitterrand se fait du droit et de la fierté nationale."⁴² Il répond à ceux qui auraient lieu de croire que les vieilles puissances ont renoncé à leur fierté et qu'elles n'ont plus les moyens d'une politique internationale.

L'autre point de vue soutient que le raid accrédite les craintes qu'avaient déjà certains face au danger de voir la France s'embourber dans l'engrenage de la guerre libanaise. Venus tout d'abord pour assurer la sécurité du

³⁹ Editorial. "Créer le chaos", le Monde, 25 octobre 1983, p.1.

⁴⁰ Jean-Yves Lhomeau. "Le respect de la parole donnée", le Monde, 19 novembre 1983, p.1.

⁴¹ André Laurens. "Le prix de la paix", le Monde, 19 novembre 1983, p.1.

⁴² Jean-Yves Lhomeau. "Le respect de la parole donnée", le Monde, 19 novembre 1983, p.1.

retrait palestinien de Beyrouth, les Français sont retournés au Liban avec une autre mission, beaucoup plus délicate, la sauvegarde de la souveraineté libanaise. Associés aux Américains, leur neutralité fut très vite mise en doute par certains protagonistes de la guerre. L'attentat dont le contingent français fut l'objet en est la preuve. Suite au raid contre Baalbek, la France s'enlise dans le borbier libanais. Elle prend ainsi des risques:

"Celui de rejeter la communauté chiite libanaise vers ses extrêmes pro-iraniens, qui compromet l'effort national de réconciliation du président Gemayel, soutenu, en principe, par la force multinationale; celui de paraître l'instrument des Américains aux côtés d'Israël même s'il n'y a pas eu consultation avec les dirigeants de ce pays."⁴³

En novembre et décembre 1983 se déroulent à Tripoli des combats entre les loyalistes d'Arafat et les dissidents palestiniens. Le Figaro considère la bataille comme étant celle de la dernière chance pour Arafat. Selon ce journal, l'OLP en tant que représentant des différentes organisations palestiniennes est bel et bien morte déjà un an auparavant dans les ruines de Beyrouth-Ouest. Tripoli, c'est le "crépuscule de l'OLP".⁴⁴

⁴³ André Laurens. "Le prix de la paix", le Monde, 19 novembre 1983, p.1

⁴⁴ Annie Kriegel. "Le crépuscule de l'OLP", le Figaro, 14 novembre 1983, p.4.

L'autorité d' Arafat est limitée à la ville de Tripoli. Le nombre de ses partisans est si restreint qu'il prépare des enfants à la guerre.⁴⁵ Dans la lutte à mort que lui livre Assad par milices interposées, Arafat joue son seul atout, le prestige qu'il conserve toujours dans la communauté européenne. Pour le Figaro, Arafat manoeuvre et utilise à son avantage la naïveté de la communauté internationale à son égard. Celui qui était insaisissable multiplie les interviews avec la presse.

"Mais il faut savoir interpréter le langage du vieux renard. S'il est courageux, il est aussi retors. Il a toujours su à quel moment précis il convenait que le chef de guerre cédât le pas à l'homme politique."⁴⁶

L'anéantissement des derniers bastions palestiniens au Liban d'obédience arafiste amène le Figaro à une position beaucoup plus tempérée, comme si seule la destruction de l'OLP pouvait valoir quelques regrets au dirigeant palestinien le plus modéré.

"Une page s'est finalement tournée hier et, selon toute vraisemblance, elle bouche tout espoir pour ceux qui souhaitent arriver, par des voies plus ou moins pacifiques, en tout cas politiques, à la constitution, sous une forme qui restait à définir, d'une "patrie palestinienne".⁴⁷

⁴⁵ Jean-Jacques Leblond." Arafat: "Chacun d'entre nous se battra jusqu'à la mort", le Figaro, 31 octobre 1983, p.3.

⁴⁶ Jean-Jacques Leblond." Arafat dans la tempête", le Figaro, 10 novembre 1983, p.3.

⁴⁷ Serge Maffert." Seconde défaite", le Figaro, 21 décembre 1983, p.1.

Le Figaro estime que la Syrie et Israël, appuyées implicitement par les Etats-Unis et par la grande majorité des pays arabes, radicaux comme modérés, ont mené une collusion directe afin d'éliminer autant politiquement que physiquement, l'OLP d'Arafat. La solution politique du leader palestinien était beaucoup trop dangereuse et jouissait de beaucoup trop d'appuis en Europe et dans la communauté internationale pour que la Syrie et Israël prennent le risque de la voir se réaliser.

“Déçus, ayant le sentiment d’avoir le monde entier contre eux, les Palestiniens des deux bords chercheront sans doute un dérivatif dans un terrorisme renouvelé. N’est-ce pas ce que leurs adversaires attendent?”⁴⁸

L’Humanité s’insurge contre l’intervention de Damas contre les forces loyalistes d’Arafat à Tripoli. Il craint que la bataille de Tripoli ne serve de prétexte à une intervention des puissances étrangères, plus spécifiquement des Etats-Unis au Liban et que ces derniers n’entraînent la France dans leur sillage. Il affirme également que loin de profiter à la Syrie, l’affaiblissement de l’OLP ou son anéantissement ne profitera qu’à ses ennemis, entendons les Etats-Unis et Israël.⁴⁹

L’Humanité ne croit pas, à l’encontre du Figaro, que la Syrie et

⁴⁸ Serge Maffert. “Seconde défaite”, le Figaro, 21 décembre 1983, p.1.

⁴⁹ Jacques Coubard. “Proche-Orient: dangers”, l’Humanité, 10 novembre 1983, p.8.

Israël agissent au Liban d'une façon concertée. La Syrie fait malencontreusement le jeu israélien au Liban. Ce journal se demande comment ces deux pays pourraient être alliés alors qu'Israël menace d'intervenir à Tripoli et qu'au même moment, son protecteur et allié, nommément les Etats-Unis, bombarde les positions syriennes au Liban.⁵⁰

L'Humanité souligne le rôle positif tenu par la France dans l'évacuation des combattants de l'OLP. Il témoigne de la volonté du gouvernement français d'appuyer toute solution politique au problème palestinien comme au conflit libanais. La France se détache ainsi, selon lui, de la politique impérialiste des Etats-Unis au Proche-Orient, pour proposer une solution reposant sur une négociation entre toutes les parties concernées et avec la participation de l'OLP.⁵¹

Enfin, le second exil forcé de l'OLP est la preuve non pas de son échec mais bien de sa victoire. Arafat, et avec lui l'OLP, non jamais perdu l'appui du peuple palestinien. Les réfugiés, tout comme les habitants des territoires occupés, ne les ont jamais abandonnés. De plus, il est deux fois vivant. Ni l'armée israélienne ni celle d'Assad, n'ont pu venir à bout de la

⁵⁰ Idem.

⁵¹ Anonyme. "La rage de Tel-Aviv", l'Humanité, 22 décembre 1983, p.8.

résistance et de la détermination des partisans de l'OLP et de son chef. Arafat quitte pour la deuxième fois le Liban, mais il le quitte debout.⁵²

Le Monde observe que l'organisation d'Arafat est abandonnée de tous. Devant les bombardements syriens, pas un pays arabe, ne s'est porté à son secours. Aucune manifestation de soutien dans les rues des capitales orientales. L'Union soviétique, de son côté, a préféré lâcher l'OLP plutôt que de risquer de s'aliéner l'un des derniers alliés qui lui demeurent fidèle dans la région. L'URSS ne tient pas à répéter le retournement égyptien.⁵³

Si l'OLP se meurt, selon le Monde, c'est de s'être crue trop forte et à l'abri des visées syriennes, sous le parapluie de l'or noir des pays du Golfe, les contributions des Palestiniens de la diaspora, ou des bénéfices des sociétés commerciales qu'elle contrôle.⁵⁴ De l'avis de ce quotidien, Arafat n'a pas su profiter du courant favorable qui prévalait en Israël en faveur de la cause palestinienne, après les massacres de Sabra et de Chatila. Il lui aurait fallu, alors qu'il se trouvait en position de force, reconnaître le fait israélien.

“Tout compte fait, il aurait peut-être été plus facile à l'OLP de trouver un terrain d'entente avec Israël qu'avec une Syrie dont le rêve hégémonique ne

⁵² Idem.

⁵³ Editorial. “Le crépuscule de l'OLP”, le Monde, 9 novembre 1983, p.1.

⁵⁴ André Fontaine. “Arafat entre deux ennemis...”, le Monde, 12 novembre 1983, p.3.

tolère de toute évidence ni l'indépendance du Liban ni celle de la Palestine.”⁵⁵

La Syrie a gagné la bataille de Tripoli. Arafat et ses partisans sont condamnés à un second exil. Malgré tout, pour le Monde, Tripoli ne consacre pas la fin de l'OLP, elle annonce le temps des bilans. Alors qu'Arafat avait pu jusqu'à présent esquiver son autocritique, les combats qui viennent de se terminer, ont fait la démonstration du malaise qui ronge l'organisation palestinienne. Ce fut le combat entre deux positions ou deux visions: celle du règlement politique prônée par Arafat et celle du terrorisme, appuyée par la Syrie. Les modérés ont la vie d'autant plus dure que toutes les ouvertures n'ont trouvé aucun écho ni en Israël, ni aux Etats-Unis. Cependant, l'OLP ne peut se permettre de sombrer à nouveau dans le terrorisme puisqu'elle perdrait alors son crédit international.

“Condamné à l'immobilisme, il (Arafat) tentera de faire illusion en se livrant à des gesticulations diplomatiques, peut-être aussi militaires, en attendant des jours meilleurs.”⁵⁶

II. La guerre des camps: 1984-1988

Beyrouth-Ouest devient le théâtre de la lutte entre les milices chiites et les milices palestiniennes. Ce combat confirme la prépondérance du

⁵⁵ Idem.

⁵⁶ Eric Rouleau. "Le temps des bilans", le Monde, 21 décembre 1983, p.3.

mouvement islamique du Hezbollah et complète la division de la capitale. Le pouvoir libanais se désintègre; les limites de son autorité s'arrêtent aux portes du palais de Baabda. Dans le camp chrétien, deux courants s'installent: l'un amarré à l'Occident, l'autre affilié à la Syrie. Enfin, cette période est également celle de la défaite de la politique occidentale au Liban. C'est le retour au modus vivendi entre la Syrie et Israël. Assad, dorénavant le maître sur l'échiquier libanais, pousse ses pions.

Pour le Figaro, la reprise des hostilités au Liban pose avec encore plus d'acuité la question du rôle de la Force multinationale. Son envoi fut décidé afin de conforter le président Gemayel dans sa position de chef de l'Etat et l'aider à rétablir la souveraineté du Liban face à l'immixtion de puissances étrangères. Sa présence est inutile puisqu'elle n'a pas les moyens de sa mission. Force de paix au milieu d'une guerre, elle est condamnée à l'immobilisme, à faire le décompte de ses victimes et à assister au spectacle de la désintégration de l'Etat. Le quotidien demande soit l'évacuation des troupes françaises, soit le renforcement de leur dispositif militaire.

"Le scandale, c'est l'attitude des grandes nations, incapables d'exercer les responsabilités dont elles se sont chargées, qui n'ont ni l'énergie de sommer les occupants sans titre de rentrer chez eux, ni même le courage de rentrer chez

elles."⁵⁷

Le Figaro s'inquiète du sort du président Amine Gemayel, considéré comme la victime et non pas la cause du renouveau de la guerre civile. Il accuse les Etats-Unis d'avoir abandonné leur allié d'hier. Sans leur appui, il devient impossible, pour Gemayel, de rétablir la souveraineté et l'intégrité du pouvoir légal. Malgré tout, il souligne la persistance du président.

"Seul, confronté au soutien de plus en plus précaire des pays qui composent la Force multinationale et qui craignent un enlisement, il a malgré tout, continué à avancer ses pions, à faire occuper par son armée, dernier symbole de l'unité, le terrain perdu, par ses adversaires à Beyrouth et dans le Chouf."⁵⁸

L'abandon du président Gemayel par l'Occident, c'est-à-dire l'abandon du gouvernement légal libanais aux mains des chiites, c'est, en quelque sorte, pour le Figaro, la remise de l'avenir du Liban entre les mains du président Assad.

Le retrait américain affiche la défaite de l'Occident et la victoire de la politique syrienne qui, après neuf années de guerre, voit sa patience couronnée de succès. Plus encore, la crédibilité de la politique américaine au Moyen-Orient s'en trouve ébranlée.

⁵⁷ André Frossard."Scandale", le Figaro, 8 février 1984, p.1.

⁵⁸ Anne-Marie Romero." Amine Gemayel, l'homme abandonné", le Figaro, 8 février 1984, p.4.

“Après la perte de l’Iran et la chute de l’Afghanistan, une éventuelle perte du Liban pourrait entraîner le glissement irréversible des alliés arabes de l’Amérique, et avant tout de celui de la Jordanie.”⁵⁹

Surtout, l’aveu d’impuissance de Washington devient le triomphe de Moscou.

“Cela signifie que l’Occident abandonne le président légitime Gemayel, livre sur un plateau le Liban aux convoitises de l’URSS et de ses alliés, au premier rang desquels la Syrie, décourage les gouvernements qui, dans l’ensemble de la région, sont encore de son côté, en même temps qu’il fortifie les partisans de l’Est, donne enfin à Moscou ce que les Russes attendent depuis si longtemps, l’accès aux mers chaudes.”⁶⁰

L’Humanité considère, quant à lui, que la guerre civile éclata à la faveur de la signature de l’accord du 17 mai 1983 qui agit comme le catalyseur de l’union des forces de l’opposition, concrétisée par la formation du Front de Salut national unissant le PSP de Joumblatt et les milices chiites de Nabih Berri. C’est pour avoir refusé de tenir compte de la volonté exprimée par la majorité du peuple libanais que Gemayel peut être tenu responsable, selon l’Humanité, des graves affrontements qui déchirent, à nouveau, le pays. La reprise des combats à Beyrouth est le contrecoup de la politique de Gemayel qui a cru être en mesure de conserver le pouvoir par la phalangisation de l’armée et le recours à la force de frappe américaine au lieu d’œuvrer à la réconciliation et à la

⁵⁹ Denis Legras. “Reagan embarrassé”, le Figaro, 9 février 1984, p.4.

⁶⁰ Jean-Jacques Leblond. “Le Liban en perdition. ONU: Paris s’aligne sur Moscou”, le Figaro, 16 février 1984, p.1.

réforme des institutions politiques libanaises.⁶¹

L'accord du 17 mai, signé sous les pressions américaines et israéliennes sans tenir compte de l'opposition de la population libanaise, portait en lui les troubles qui secouent le Liban en 1984.⁶² Pour l'Humanité, la reprise de la guerre civile est d'autant plus dangereuse qu'elle permet aux Etats-Unis de détourner encore une fois la Force multinationale de sa mission de paix et d'en faire un instrument pour le renforcement des intérêts américains au Proche-Orient.

"L'action des forces américaines au Liban est injustifiable. C'est une ingérence meurtrière et barbare dans les affaires intérieures de ce pays, au profit d'une faction ultraréactionnaire dont la domination sans partage est aujourd'hui contestée par la très grande partie des Libanais. [...] Le contingent américain de la Force multinationale est devenu le complice de la partition du Liban."⁶³

Il devient impératif pour la France de se dégager de la Force multinationale et d'oeuvrer pour l'application de son projet de remplacement de cette force par les casques bleus de l'ONU.

La victoire du Front du salut national en février 1984, remportée sur les Phalanges du président Gemayel, achève de faire la preuve de la faillite de

⁶¹ Yves Moreau." Les désastres du Liban", l'Humanité, 6 février 1984, p.1.

⁶² Ibid.." Trop de ruines", l'Humanité, 13 février 1984, p.1.

⁶³ Idem .

la politique américaine au Liban. Le peuple libanais démontre sa volonté d'indépendance et de liberté et se défait de la dictature phalangiste et américaine. Il reprend peu à peu ses droits. Les Etats-Unis ne peuvent que reconnaître le nouveau rapport de forces.

En juillet 1984, l'Humanité se pose la question de la paix. Les Israéliens se sont retirés de Beyrouth, les marines ont quitté le Liban. Surtout, l'accord du 17 mai a été aboli, ce qui réalise la "première condition du dialogue politique entre les parties qui s'affrontent au Liban".⁶⁴ Deux tâches restent à accomplir: le retrait israélien et la transformation démocratique des institutions politiques libanaises c'est-à-dire l'abolition définitive de la domination des clans et du confessionalisme.

Le Monde souligne le rôle de la Syrie dans la reprise de la guerre civile. Assad ne peut manquer l'occasion d'infléchir le gouvernement de Gemayel et de l'obliger à annuler l'accord du 17 mai.

"C'est elle qui tient la clé d'un éventuel règlement inter-communautaire au Liban, même si Israël n'a sûrement pas dit son dernier mot."⁶⁵

De plus, la fin de la guerre civile consacre la victoire de la politique

⁶⁴ Françoise Germain-Robin. "L'accord avec Israël annulé", l'Humanité, 6 juillet 1984, p.8.

⁶⁵ Françoise Chipaux. "L'accord avec Israël a été officiellement annulé". le Monde, 6 mars 1984, p.4.

syrienne au Liban aux dépens de celle promue par les Etats-Unis. La France s'est retrouvée malgré elle prisonnière de la politique américaine. Elle devra dorénavant, selon le Monde, si elle veut continuer à s'impliquer au Proche-Orient, se dissocier de la politique de Washington, qui lui a déjà coûté la vie de quatre-vingt-huit de ses soldats.⁶⁶

1985 voit le véritable début de la guerre des camps entre miliciens chiites et militants palestiniens. Amal, après s'être assuré la mainmise sur Beyrouth-Ouest, entend expulser des camps tous les militants palestiniens.

Pour le Figaro, la Syrie poursuit sa politique au Liban, toujours par milices interposées, en s'attaquant, cette fois, au dernier bastion palestinien de Beyrouth-Ouest situé dans les camps de Sabra et de Chatila. Même si le Figaro convient que la bataille que livrent les miliciens chiites aux forces palestiniennes n'est pas sans déplaire aux dirigeants israéliens, il n'adhère pas à la théorie du complot syro-américano-israélien soutenue par Yasser Arafat. Au contraire, les mondes arabe et communiste appuient les manoeuvres syriennes au Liban.⁶⁷

L'échec de l'invasion israélienne de 1982 est analysé en ce sens: le retrait unilatéral de l'armée israélienne en 1985 se traduit, d'après le Figaro par

⁶⁶ Editorial. "Pari gagné au Liban", le Monde, 3 avril 1984, p.1.

⁶⁷ Annie Kriegel. "De Sabra à Sabra", le Figaro, 30 mai 1985, p.4.

l'avance du communisme, de l'Iran islamiste et des visées annexionnistes de la Syrie au Liban sous couvert des différentes milices, d'orientation socialiste ou musulmane.

Malgré tout, l'assise syrienne au Liban n'est pas aussi forte qu'elle ne paraît. En effet, la milice d'Amal, outil essentiel de la politique du régime de Damas, est en pleine désintégration face à l'ascendance grandissante du Hezbollah à Beyrouth-Ouest. Plusieurs articles soulignent l'influence de plus en plus marquée des extrémistes islamistes sur le Liban.

"L'intégrisme musulman s'empare de tout Beyrouth-Ouest. Même du Centre. Les sunnites ferment leurs magasins et fuient à l'Est."⁶⁸

L'Humanité dénonce, quant à elle, les massacres de réfugiés palestiniens par la milice d'Amal et l'indifférence de la communauté arabe face aux nouvelles tueries. Elle craint également que les massacres servent de prétexte aux Etats-Unis et à Israël pour une intervention au Liban.⁶⁹ Pour l'Humanité, les Palestiniens sont les victimes innocentes de l'histoire en général et, plus spécifiquement, de la guerre qui sévit au Liban depuis 1975. C'est la guerre libanaise qui a nourri les divisions internes de l'OLP, qui a miné

⁶⁸ François Luizet." Les derniers Français dans l'enfer de Beyrouth-Ouest", le Figaro, 2 mai 1986, p.2.

⁶⁹ Françoise Germain-Robin."Chantage à Beyrouth", l'Humanité, 17 juin 1985, p.11.

l'indépendance et la souveraineté du Liban, qui a engendré le développement de milices intégristes dont les prises d'otages font le jeu de l'Occident. C'est encore la guerre qui permet aux Etats-Unis de reprendre les points d'appui perdus au Moyen-Orient.

Le Monde craint que les Palestiniens ne soient les victimes d'un nouveau massacre opéré cette fois par les miliciens d'Amal. Même si, pour ce journal, l'hostilité des chiites envers les Palestiniens se justifie par le traitement que ceux-ci autrefois infligeaient à leur communauté, elle n'aurait pu avoir de conséquences pratiques sans un soutien indirecte ou même directe de Damas. Le conflit se situe bien au-delà de l'aspect palestino-chiite: il se joue au niveau de la lutte entre la Syrie et les Palestiniens arafistes.⁷⁰

“Aujourd'hui, les chiites achèvent le travail commencé par les phalangistes alors alliés d'Israël, avec la bénédiction de Damas pour qui il n'y a de bons Palestiniens que ceux qui reçoivent des ordres.”⁷¹

Le Monde soutient que Damas entend instaurer une paix syrienne au Liban, même si celle-ci devait signifier la mort de l'Etat libanais.

“Rien n'indique, au demeurant, que les folles tueries de Beyrouth ne profite en fin de compte à la Syrie, qui se soucie assez peu de régner sur un champ de ruines et sur des partenaires exténués et exsangues, pourvu que sa domination

⁷⁰ Lucien George. “La “guerre des camps” au Liban tourne à l'épreuve de force entre Damas et les Palestiniens pro-syriens”, le Monde, 28 mai 1985, p.3.

⁷¹ André Fontaine. “Nettoyages”, le Monde, 29 mai 1985, p.6.

soit enfin reconnue.⁷²

Ce faisant, la Syrie risque de s'attirer les haines des factions libanaises opposées à son contrôle sur Beyrouth, de provoquer, l'opposition d'Israël et de l'Iran à sa mainmise et d'aboutir à un affrontement direct avec l'OLP. Elle joue un jeu dangereux, où elle se fait tout à la fois "pompier et pyromane".⁷³

De conflit entre chiïtes et Palestiniens, la bataille des camps reprend en 1988-1989 sous forme d'affrontement entre les organisations chiïtes Amal et Hezbollah. Curieusement, les trois quotidiens ne se préoccupent guère de cet affrontement entre les deux principales forces chiïtes. Aucun article d'importance n'est consacré à cette lutte. Les journaux se concentrent sur la question des otages et celle de leur libération. On note un désintérêt des trois quotidiens face à l'évolution du conflit libanais. Seul le sort des quelques otages occidentaux attirent leur attention.

⁷² Editorial. "Folie suicidaire au Liban", le Monde, 22 août 1985, p.1.

⁷³ Editorial. "Des chars pour les chiïtes libanais", le Monde, 1er août 1985, p.1.

CHAPITRE VI. LA LUTTE ENTRE LES FORCES DU GÉNÉRAL MICHEL AOUN ET L'ARMÉE SYRIENNE: 1989-1990

Du printemps 1989 à l'automne 1990, le général Michel Aoun et le président de la Syrie, Hafez el Assad, se livrent une lutte sans merci, afin de s'assurer le contrôle du Liban. Cette période couronne Assad grand vainqueur du conflit libanais, le Liban devient une quasi province syrienne.

Le conflit entre Aoun et Assad suscite trois questions: Quel est le rôle donné par chacun des quotidiens aux deux principaux intéressés ? Quel est, selon eux, le rôle des puissances occidentales ? Quelles sont les conséquences de la "guerre de libération" de Michel Aoun ?

I. L'analyse de la lutte entre Michel Aoun et la Syrie

Pour le Figaro, Michel Aoun est le héros de l'heure. Il est décrit comme un homme cultivé, capable de s'exprimer en cinq langues. Il est surtout celui qui ose s'attaquer au problème du Liban, c'est-à-dire à l'occupation syrienne. La présence syrienne au Liban est, selon ce journal, le seul véritable obstacle à la restauration de la souveraineté libanaise.¹ Ainsi, courageusement, sans tenir compte de l'indifférence, des nations occidentales et même arabes, il décide, seul, de faire face à l'"occupant". Il lui déclare, le 16 mars 1989, une guerre sans merci.

¹ J. DH. "Michel Aoun: le refus de céder", le Figaro, 14 août 1989, p.3.

Il est, pour le Figaro, le libérateur de l'Etat libanais. Le quotidien souligne la modération et le courage du général, qui loin de vouloir la guerre pour la guerre, n'entend se servir des armes que pour forcer la Syrie à la négociation.² L'espoir est redonné, non seulement aux chrétiens, mais à la nation libanaise toute entière, de retrouver enfin la paix et de se sortir du climat de guerre qui les étouffe depuis 14 ans. "Il veut prouver que les différentes communautés du Liban peuvent encore vivre ensemble comme par le passé."³

Le Figaro affirme qu'on ne saurait mettre en doute la bonne foi du général Aoun. Tout d'abord, général de l'armée libanaise, il rétablit un sentiment national commun entre les différentes communautés religieuses qui la composent. Puis, comme chrétien, il restaure la souveraineté de l'Etat dans Beyrouth-Est et met fin à la domination des milices. Dorénavant c'est en tant que Libanais qu'il entreprend de chasser l'occupant afin que la légitimité du gouvernement soit reconnue sur tout le territoire du pays.⁴ Aoun est, enfin, celui qui, envers et contre tous, redonne aux Libanais leur fierté.

"Que serait le Liban sans le général Aoun? Un pays sans tête. Avec un passé glorieux, des souvenirs d'opulence et des dizaines de milliers d'obus qui,

² Renaud Girard. "La guerre pour négocier", le Figaro, 7 avril 1989, p.4.

³ Idem.

⁴ Ibid., "Trafic maritime sous surveillance", le Figaro, 14 avril 1989, p.3.

parfois, tombent en une seule nuit sur Beyrouth crucifié. En appelant à la résistance contre l'occupant syrien, "Napoléon", comme on l'appelle parfois, à su faire renaître une certaine idée du Liban. "⁵

Devant Aoun, se tient le président Hafez el Assad, ennemi redoutable. Assad est pour le Figaro l'occupant, l'envahisseur, celui par qui la mort arrive. Non seulement la plaine de la Bekaa est devenu, sous les auspices syriens, la première zone de culture de l'opium du Proche-Orient,⁶ Assad est, en plus, le trafiquant de drogue, le corrupteur. Il est accusé, par le Figaro, de vouloir faire du Liban, une province syrienne. Pour Damas, il est inconcevable d'abandonner le Liban, si patiemment investi en quatorze ans d'occupation, face aux seules provocations d'un général d'une armée d'à peine dix mille hommes. C'est donc une lutte à mort que décide la Syrie en réponse à la "guerre de libération" de Michel Aoun, dût-elle se terminer avec la mort du dernier chrétien.

Le Figaro déclare que la Syrie peut agir en toute impunité puisqu'elle jouit à la fois du silence des puissances occidentales et de l'indifférence de la communauté arabe.

"Ils (les pays du monde) sont convaincus que la Syrie détient les clés de la grande négociation qui, un jour ou l'autre, s'engagera sur le Proche-Orient. Il

⁵ Franz-Olivier Giesbert. "Aoun et Goliath", le Figaro, 7 juillet 1989, p.1.

⁶ Renaud Girard. "Trafic maritime sous surveillance", le Figaro, 14 avril 1989, p.3.

faut donc se garder de lui déplaire. Quitte à sacrifier le Liban."⁷

Face au "martyre des chrétiens"⁸ de Beyrouth qui subissent sans discontinuer la pluie d'obus syrien, le Figaro porte plusieurs accusations. D'abord, il soutient que les droits de l'homme ne sont pas les mêmes selon qu'il s'agit d'un Palestinien ou d'un chrétien. La mort du premier sera toujours plus dramatique, dit-il, que celle du second. Il affirme également que la Syrie jouit d'une sorte d'immunité internationale. Non seulement, peut-elle occuper, sans que nul ne s'y oppose, le Liban depuis quatorze ans, mais encore le monde occidental lui trouve des justifications lorsqu'elle décide de bombarder sans relâche la population chrétienne: ce sont les provocations de Aoun qui seraient, d'après elle, à l'origine de la reprise de la guerre.

Pour l'Humanité, c'est le général Aoun qui porte la responsabilité de la guerre. Il affirme: "le général Aoun provoque la Syrie".⁹ Il est d'autant plus coupable, pour ce journal, qu'il décide de relancer la guerre afin d'éviter les réformes politiques qui auraient mis en péril l'hégémonie maronite. Le général Aoun a fomenté une véritable mystification. Il ne s'agit nullement de libérer le

⁷ Franz-Olivier Giesbert. "Le cèdre et les étourneaux", le Figaro, 9 mai 1989, p.1.

⁸ Ibid., "Liban: Le martyre des chrétiens", le Figaro, 4 avril 1989, p.1.

⁹ Anonyme. "Déclaration de guerre", l'Humanité, 16 mars 1989, p.13.

Liban de l'occupation syrienne, maigre prétexte d'ailleurs, d'après ce quotidien, puisque l'occupation israélienne du sud-Liban est elle-même passée sous silence, mais bien d'asseoir son autorité personnelle et d'assurer les intérêts de sa communauté.

“En fait, sous couleur de “libération nationale”, le général Aoun a voulu préserver des privilèges datant du mandat colonial français. C’est l’hégémonie d’une minorité agissante -les Phalanges- constituée au sein de la communauté maronite, elle-même minoritaire, qu’il a voulu à tout prix, perpétuer. Un dessein qui ne peut conduire, de nos jours, qu’à la division du Liban, où l’actuel “réduit chrétien” préfigure un “mini-Etat” dominé par l’extrême-droite maronite”.¹⁰

L’Humanité n’a de cesse de souligner l’illégitimité des pouvoirs de ce dernier. Ses titres de général ou de président du Liban ont été usurpés. Ce n’est d’ailleurs que sous l’appellation “général putschiste” que l’Humanité désigne Michel Aoun. Il n’est aucunement représentatif de la population libanaise car il s’est autoproclamé leader de la population chrétienne du Liban. A l’intérieur même de son propre camp, son autorité est contestée. Conséquemment, ses actions ne peuvent être menées qu’au nom des Phalanges, ce qui prouve, selon ce quotidien, leur totale illégitimité. Alors que certains le parent du noble titre de “libérateur” de la nation libanaise, l’Humanité ne le considère que comme un

¹⁰ Yves Moreau. “Urgente exigence”, l’Humanité, 14 août 1989, p3.

"seigneur de la guerre".¹¹

L'espoir d'Aoun de chasser l'armée syrienne hors du Liban est d'autant plus absurde, selon l'Humanité, que la Syrie s'est retrouvée impliquée au Liban à partir de 1976 à la demande explicite du parti phalangiste. C'est grâce à l'intervention de Damas que les Phalanges purent conserver leur privilèges et éviter l'anéantissement. Même si, pour l'Humanité, la perpétuation de l'occupation syrienne est contestable et incompatible avec une souveraineté libanaise pleinement rétablie, l'occupation israélienne est à plus forte raison intolérable. Il devient, ainsi, illogique que le général Aoun s'oppose à l'occupation syrienne tout en ne soufflant mot de l'occupation israélienne.

A la limite, l'initiative d'Aoun est considérée par l'Humanité comme une vaste opération médiatique. De façon délibérée, il aurait déclaré la guerre à la Syrie et presque souhaité le cortège de destructions et de morts, afin de faire parler de lui et de sensibiliser l'opinion mondiale aux malheurs de la communauté chrétienne, alors qu'il les a lui-même provoqués.¹²

Le Monde, de son côté, appuie la "guerre de libération" lancée par Aoun contre l'occupation syrienne, mais en craint le prix. Le général est, pour le

¹¹ Françoise Germain-Robin. "Seigneur de la guerre", l'Humanité, 8 avril 1989, p.12. -

¹² Idem.

Monde, “l’animateur d’une croisade “nationale””, celui qui, courageusement, s’oppose au statut de dhimmi (protégés non musulmans) que veut imposer la Syrie à la communauté chrétienne du Liban. Alors que la Syrie entend soumettre le Liban à sa domination, il refuse de se résigner. Seul, il décide de se tenir debout et de combattre.¹³

Le Monde ne met pas en doute l’aspect louable d’une telle entreprise. Toutefois, il juge que, sur le plan pratique, elle est suicidaire. La communauté chrétienne n’est pas prête, selon lui, à subir les conséquences de la “guerre de libération”. Il souligne, en ce sens, que si elle appuie l’objectif de base, c’est-à-dire la fin de l’occupation syrienne, l’intransigeance d’Aoun, laquelle se traduit par le bombardement incessant et meurtrier de Beyrouth-Est, lui fait craindre le pire.

D’autre part, la représentativité dont Aoun se réclame est de plus en plus incertaine, de l’avis du quotidien. Elle est déjà mise en doute par la Syrie et ses alliés libanais. De surcroît, même dans son propre camp, le général Aoun est de plus en plus isolé. Un mois seulement après le début de la “guerre de libération”, le chef de l’Eglise maronite, de même que vingt trois députés chrétiens, se dissocient des actions d’Aoun. Mgr Sfeir déclare:

¹³ André Fontaine. “La toile de Pénélope”, le Monde, 14 avril 1989, p.5.

“On ne résout pas les problèmes par les canons mais par le dialogue. Aujourd’hui, c’est la population qui paye les conséquences. Au Liban, les canons n’ont jamais, jusqu’ici, modifié les convictions ou les options.”¹⁴

Les forces libanaises elles-mêmes ne sont aux côtés d’Aoun que du bout des lèvres, selon le Monde.

Pour le Monde, l’entreprise d’Aoun est une chimère, une douce utopie qui devient meurtrière si on tente de l’appliquer. En effet, la Syrie n’a jamais abandonné le rêve de la “Grande Syrie” et ses visées annexionnistes sur le Liban. Il est également évident, selon ce journal, que la Syrie est prête à tout pour conserver ce qu’elle considère dorénavant comme sa chasse gardée. Assad n’a jamais reculé devant quelque moyen que ce soit pour en arriver à ses fins. La répression sanglante de la révolte des “frères musulmans” en Syrie et celle des Palestiniens en constituent la preuve. La Syrie bénéficie également du fait que quatorze ans de guerres ont épuisé la population libanaise. Celle-ci ne souhaite plus que le rétablissement de la paix, même au prix du sacrifice de la souveraineté libanaise et de l’abandon au régime syrien.¹⁵

II. Le rôle des puissances occidentales

Le Figaro n’a aucune hésitation: il est du devoir de la France

¹⁴ Françoise Chipaux. “Fierté et peur des chrétiens de Beyrouth”, le Monde, 6 avril 1989, p.1.

¹⁵ Editorial. “Une victoire pour Damas”, le Monde, 7 novembre 1989, 1.

d'intervenir pour mettre fin aux malheurs que subissent ces "cousins lointains des Français que sont les maronites".¹⁶ L'aide humanitaire décidée par la France au mois d'avril 1989 est très bien accueillie par les journalistes du Figaro.

Toutefois il souligne qu'il est difficile pour la France de mener à bien son entreprise, étant donnée l'ambiguïté de la politique française à l'égard de la Syrie et de la communauté musulmane du Liban. Il est impossible, d'après le quotidien, d'aider les chrétiens du Liban et de ménager les susceptibilités syriennes. Il est de même malaisé de faire pression sur Damas, compte tenu que le gouvernement français l'a traitée avec circonspection lors de la crise des otages (1984-1987).

La politique américaine est une autre source de difficulté. Le président Assad a beau jeu de contrecarrer l'aide française lorsque les Etats-Unis eux-mêmes gardent le silence sur le pilonnage de la capitale libanaise par l'armée syrienne.¹⁷

"Paris et Washington ont une approche de la situation complètement différente. Selon les Français, le Liban est une entité. Ses déchirements doivent être traités en dehors du contexte régional. Les Américains ont une vision autre: seul compte au Proche-Orient, Israël et le conflit avec les Palestiniens [...] Un jour, il faudra mener la Syrie à la table des négociations.

¹⁶ Franz-Olivier Giesbert. "Ponce-Pilate est revenu", le Figaro, 4 avril 1989, p.1.

¹⁷ Ibid.. "L'autre Koweït", le Figaro, 13 octobre 1990, p.1.

Washington ne veut pas heurter Damas sur son rôle au Liban.”¹⁸

Le Figaro accuse la France d’être, depuis dix ans, l’esclave du consensus, en d’autres termes, de la politique américaine au Proche-Orient. Même s’il convient que le sort du Liban dépend de l’Union soviétique, alliée de Damas, et des Etats-Unis, seuls capables de faire pression sur Moscou, Paris a, malgré tout, selon le journal, son rôle à jouer. “Dans ce jeu entre Grands, nous ne pouvons qu’essayer de nous glisser dans les habits de la mouche du coche. Pourquoi pas?”¹⁹

L’Humanité condamne, de son côté, ce qui se traduit, selon lui, par la partialité du gouvernement français dans la guerre. Il affirme que la France, en décidant d’une aide humanitaire, plonge tête première dans la mystification montée par Aoun et prend officiellement parti pour le camp chrétien. Il remet en question la décision de destiner une aide humanitaire à la seule population de Beyrouth-Est: “aide ou ingérence?”²⁰. A son avis, le gouvernement français de part ses prises de position en faveur de la communauté chrétienne, se rend coupable de favoriser l’aggravation du conflit libanais en attisant la tension.

“Sous prétexte humanitaire, Paris, en quelques semaines, est passé du navire-hopital, dirigé à coups de gaffes par Kouchner, à des bâtiments de guerre.

¹⁸ François Hauter. “Pas d’accord sur le problème libanais”, le Figaro, 12 avril 1989, p.3.

¹⁹ Jacques Jacquet-Francillon. “Beau geste!”, le Figaro, 14 août 1989, p.1.

²⁰ Françoise Germain-Robin. “Aide ou ingérence”, l’Humanité, 11 avril 1989, p.11.

C'est se placer ouvertement dans la perspective d'une intervention."²¹

Le gouvernement français est lui-même coupable, estime L'Humanité, d'oeuvrer à la reprise de la guerre par l'appui indéfectible qu'il accorde au général Aoun.

"Alors que le Liban est une fois de plus entre la guerre et la paix, on aimerait voir Paris sortir d'une attitude ambiguë qui concourt à encourager le jusqu'au-boutisme du général Aoun et peser de tout son poids pour une solution pacifique de la crise."²²

Ce n'est pas d'une aide humanitaire, et encore moins d'une aide militaire, que le Liban a besoin, selon ce journal, mais bien d'une solution pacifique qui prenne en considération le problème libanais dans toute sa globalité. La solution à la crise libanaise passe, en effet, pour L'Humanité, par l'établissement d'un dialogue national entre toutes les parties concernées en vue d'une réforme démocratique des institutions libanaises.

Le Monde, quant à lui, affirme que l'opération d'Aoun n'a suscité aucun appui concret de la part de la communauté internationale. Washington, dès le début de la guerre, a ouvertement désapprouvé les méthodes du général. Encore plus, les Etats-Unis ont fait pression sur les députés chrétiens pour qu'ils

²¹ Jean George. "Canonnières", L'Humanité, 18 août 1989, p.11.

²² Françoise Germain-Robin. "Déchu mais obstiné", L'Humanité, 29 novembre 1989, p.15.

prennent officiellement leurs distances face à l'entreprise du chef de l'armée libanaise.

Le Monde fustige le "lâchage américain".²³ Contrairement à celui qui lui a déclaré la guerre, la Syrie jouit, selon l'expression du Monde, d'un "quasi-blanc-seing international".²⁴ Selon ce quotidien, nul ne peut s'aventurer au Liban sans son consentement et nul ne peut tenter d'infléchir sa politique sur le "pays des cèdres" sans être décidé à la guerre. Rien, pas même une aide humanitaire, ne peut être entrepris sans le bon vouloir syrien. L'aventure humanitaire de la France en est la preuve concluante.

Toutefois, à cet égard, le Monde souligne la détermination et l'opiniâtreté françaises. Loin de se laisser abattre par l'échec de l'aide humanitaire, la France persévère dans ses tentatives de trouver, par tous les moyens, une solution pacifique du problème libanais. Alors que la communauté internationale se mure dans le silence, elle décide de l'internationalisation du conflit par le renforcement de son dispositif naval dans la Méditerranée.

Selon le Monde, les effets de la témérité française ne tardent pas à se faire sentir puisque, peu de temps après, les Etats-Unis et l'URSS se

²³ Lucien George. "Le Liban au bord de l'asphyxie", le Monde, 11 mai 1989, p.3.

²⁴ Ibid.

décident à dénoncer les bombardements syriens de la capitale libanaise.²⁵ Paris, fort de ce premier pas, se lance sur le plan diplomatique et propose un plan de règlement de la crise qui s'appuie sur les initiatives purement arabes du comité triparti¹. Le Monde note que jamais jusqu'à présent la France n'avait critiqué aussi clairement l'ambition du président Hafez el-Assad de faire du Liban une colonie syrienne.²⁶

Le Monde souligne toutefois que toute la bonne volonté française est impuissante sans le soutien américain. Washington, bien qu'il se soit déclaré outré du carnage dont est victime la population de Beyrouth, n'a aucunement l'intention de s'aliéner la Syrie, pièce maîtresse, à ses yeux, non seulement d'un éventuel règlement israélo-arabe mais également du règlement de la crise des otages. Ainsi, selon ce quotidien, il est nullement question d'appuyer l'objectif du général libanais mais au plus d'amener la Syrie à une attitude plus conciliante.²⁷

²⁵ Jacques Amalric. "Comment Paris cherche à dissuader Damas", le Monde, 26 août 1989, p.3.

²⁶ Editorial . "Relance française au Liban", le Monde, 29 août 1989, p.1.

²⁷ Editorial . "Le général Aoun brouillé avec les Etats-Unis", le Monde, 9 septembre 1989, p.1.

III. La fin de la “guerre de libération” et ses conséquences

Les accords de Taëf de 1989 rendent possible une résolution politique du conflit. Pour le Figaro, c'est l'élection de René Moawad qui sonne véritablement le glas pour le général Aoun. Le Liban, sous la pression de Damas, a désormais, selon le Figaro, un président fantoche à la solde de la Syrie. Le quotidien interroge: “le Liban s'est-il vraiment doté d'un nouveau président?”²⁸. Mais plus encore, cette élection destitue le général Aoun et lui enlève tout pouvoir décisionnel. L'arrivée de Moawad à la tête de l'Etat libanais marque ainsi, selon le quotidien, la défaite d'Aoun et le triomphe de la politique d'Assad. Si, avec les accords de Taëf, la Syrie marque un point elle vient, avec la victoire de Moawad, de ramasser la mise.²⁹

L'Humanité appaludit le plan de paix arabe à Casablanca qui, en rouvrant le dialogue inter-libanais, a permis la conclusion des accords de Taëf et l'instauration de l'élection présidentielle. L'illégitimité des prétentions de Michel Aoun est confirmée. Tout d'abord, les accords de Taëf consistent un premier pas dans le sens d'une réforme démocratique de l'appareil politique libanais. La volonté hégémonique des Phalanges s'en trouve du même coup

²⁸ Franz-Olivier Giesbert. “Le salaire de la peur”, le Figaro, 6 novembre 1989, p.1.

²⁹ Idem.

contrée. L'élection de René Moawad à la tête du pays écarte définitivement Aoun du pouvoir légal. Elle confirme son isolement et le caractère illusoire de son soutien dans la population libanaise.

Il n'y a aucune allusion dans l'Humanité à la "légalisation" de la mainmise syrienne sur le Liban. Les accords de Taëf, de même que l'élection présidentielle, représentent l'éviction des clans féodaux et des milices, mais aussi la fin des occupations étrangères qui ont mis, pendant plus de quatorze ans, le pays à feu et à sang.³⁰

L'Humanité soutient que ce processus pacifique, appuyé par l'ensemble de la communauté internationale, est combattu par le général Michel Aoun qui refuse d'abandonner ses prérogatives. Cela tend à prouver que loin de se battre pour la paix au Liban, le général ne combat que pour ses seuls intérêts. Alors que, de l'avis du journal, le Liban entrevoit enfin la fin de ses tourments, Aoun est prêt, isolé au sein de son propre camp et abandonné par ses alliés traditionnels, à replonger la population libanaise dans la guerre afin d'assouvir ses ambitions personnelles. Autrefois qualifié par le quotidien de "général putschiste", il est désormais le "général massacreur".³¹

³⁰ Françoise Germain-Robin. "Liban de tous les dangers", l'Humanité, 23 octobre 1990, p.16.

³¹ Anonyme . "De quel droit?", l'Humanité, 17 octobre 1990, p.13.

L'Humanité considère que la paix au Liban ne peut être rétablie sans le sacrifice d' Aoun. La France, en soustrayant le général à la justice de son pays, se fait le complice de ce dernier.

Les accords de Taëf et l'élection de Moawad achèvent de consumer, selon le Monde, l'entreprise du général. Les élections de Moawad en 1989 et d' Elias Hraoui en 1990 à la présidence sont la conclusion de ce que les accords de Taëf annonçaient, c'est-à-dire la "colonisation" syrienne du Liban. Le Monde se résigne à l'option "réaliste", seule capable, selon lui, d'"assurer le sauvetage du Liban"³². "La guerre de libération" décidée par Aoun meurt faute de n'avoir pu réconcilier la totalité du camp chrétien, rallier le camp musulman et susciter l'appui des nations occidentales.

Quatorze ans de guerre et six mois de bombardements meurtriers ont décidé les députés chrétiens à trancher pour la paix, fût-elle syrienne, plutôt que de soutenir le projet, juste quoique chimérique, d'une souveraineté libanaise pleinement renouvelée.

Le dernier épisode du conflit au Liban s'inscrit dans le contexte de la crise du Golfe. Selon le Figaro, l'invasion du Koweït par l'Irak de Saddam

³² Editorial . "Un pari perdu", le Monde, 24 octobre 1989, p.1.

Hussein constitue un arrêt de mort pour le Liban. Le "Koweït du pauvre"³³ est condamné car dépourvu de pétrole. Le Liban est l'objet du marchandage entre Assad et les grandes puissances. Il est offert en pâture au président syrien en échange de son appui à la politique des alliés dans ce qui sera la guerre du Golfe. Ainsi, les premiers succès du général Aoun qui tendaient à prouver, de l'avis du Figaro, que même les hommes seuls peuvent infléchir le sens de l'histoire sont complètement annihilés par l'invasion irakienne du Koweït.

Pour Assad, quatorze ans de politique patiente ont finalement porté leurs fruits. Non seulement a-t-il pu, grâce à son ennemi Saddam Hussein, enfin gagner le Liban mais encore, patient et obstiné, le dictateur syrien a fait de son pays la clé de tout règlement au Proche-Orient.³⁴ Selon le Figaro, Assad a bénéficié dans cette affaire de quatre éléments. Premièrement, le Liban n'a pas de pétrole; deuxièmement, les chrétiens, en se battant entre eux n'ont pas aidé leur cause; troisièmement, les grandes puissances, déjà ébranlées par les attentats terroristes de 1983, préfèrent dorénavant se tenir à distance du brasier libanais; enfin, contrairement à Hussein, Assad dispose au Liban d'un

³³ Franz-Olivier Giesbert. "Le Koweït du pauvre", le Figaro, 16 octobre 1990, p.1.

³⁴ Eric Laurent. "Hafez-el-Assad, le "sphinx de Damas"", le Figaro, 19 octobre 1990, p.4.

gouvernement qu'il manipule à sa guise.³⁵ Il lui est aisé de vendre son soutien au camp occidental contre le silence de ce dernier sur ses menées au Liban.

Cela amène le Figaro à se questionner sur la morale internationale et sur la logique de son application. Pourquoi le général Aoun pèserait-il moins lourd que le cheik Jaber? Pourquoi l'ingérence de l'Irak serait-elle plus terrible que celle de la Syrie au Liban?

“On ne peut pas jouer les redresseurs de torts, façon saint George, au Koweït, et les faux témoins, modèle Ponce Pilate au Liban. La conscience ne se divise point.”³⁶

La communauté internationale risque ainsi de prouver, de l'avis du Figaro, qu'il existe dans le monde deux poids, deux mesures.

Aoun, abandonné de tous, sauf peut-être par la France qui, seule, propose d'intégrer Aoun aux institutions légales libanaises comme solution à la crise, se voit chasser du Liban. Cet exil, le Figaro le compare, au départ de Napoléon pour l'île d'Elbe.³⁷

“Aujourd'hui, ces chrétiens du Liban sont des vaincus chez eux. Pire, le Liban n'est même plus “leur” pays. Les plus riches sont partis depuis longtemps. Ceux qui restent ne sont pas ceux qui faisaient la fête. Ce sont de toutes petites gens. Un peu les pieds-noirs de Bab el-Oued, ils ont aujourd'hui le même désespoir. Celui d'avoir été trahis qui est pire encore que celui d'avoir

³⁵ Ibid.. “L'autre Koweït”, le Figaro, 14 octobre 1990, p.1.

³⁶ Franz-Olivier Giesbert. “Le Koweït du pauvre”, Ibid., 16 octobre 1990, p.1.

³⁷ Irina de Chikoff. “Je suis seul et fier de l'être”, Ibid., 13 octobre 1990, p.2.

perdu la guerre. Et eux, ils n'ont pas de mère patrie où se réfugier."³⁸

L'Humanité se félicite de la chute du général Aoun puisqu'elle représente, également, la mort des Phalanges et de leurs revendications hégémoniques sur le Liban. On n'y fait aucune mention de l'aggravation de la domination syrienne sur le Liban. Pour l'Humanité, la fin du général permet le début d'un dialogue national entre toutes les parties afin d'établir des réformes démocratiques allant dans le sens d'une déconfessionnalisation des institutions libanaises.³⁹

Les conséquences de la chute de Aoun sont donc positives. Les revendications du mouvement de la gauche sont finalement reconnues et acceptées par le gouvernement libanais. Pour L'Humanité, l'exil d'Aoun a pour seule signification la victoire de la gauche devant les forces de droite.

Il est impensable pour l'Humanité de porter des accusations contre Damas, alors que la Syrie est véritablement celle qui a permis la victoire des "forces démocratiques" et l'établissement d'un processus menant vers la réforme des institutions libanaises.⁴⁰

³⁸ Thierry Desjardins. "L'adieu au Liban", le Figaro, 17 octobre 1990, p.4.

³⁹ Jacques Coubar. "Sauver le Liban", l'Humanité, 24 novembre 1989, p.3.

⁴⁰ Yves Moreau. "Urgente exigence", l'Humanité, 14 août 1989, p.3.

Le Monde, quant à lui, sans mettre en cause la justesse de la cause d'Aoun, émet de sérieuses réserves sur les moyens employés pour la défendre. Le journal se fait l'avocat d'un retour au dialogue, possible seulement avec l'établissement d'un cessez-le-feu durable.⁴¹ Le général demeure, malgré tout, celui qui a osé lever le voile d'hypocrisie en proclamant au reste du monde le caractère inacceptable d'une occupation étrangère d'un Etat souverain.

⁴¹ Françoise Chipaux. "L'appel au cessez-le-feu de vingt-trois députés chrétiens réduit la marge de manoeuvre du général Aoun", le Monde, 21 avril 1989, p.3.

CONCLUSION

L'analyse des trois quotidiens étudiés, le Figaro, l'Humanité et le Monde, est intéressante à plusieurs points de vue. Nous constatons que ces trois journaux adoptent des attitudes différentes face au conflit libanais. Le Figaro comprend le conflit comme une lutte entre les forces de la démocratie, représentées par Israël et les Etats-Unis, et les forces de la répression, notamment l'URSS, la Syrie baassiste et l'Iran khomeyniste. L'Humanité affirme, de son côté, que la guerre libanaise est le combat entre le mouvement de libération des peuples, c'est-à-dire la résistance palestinienne alliée au mouvement de la gauche libanaise, et l'impérialisme américano-sioniste. Le Monde, finalement, dénonce tout à la fois les forces étrangères américaines, syriennes ou autres qui profitent de la faiblesse du gouvernement libanais pour asseoir leur hégémonie au Proche-Orient, dût-elle entraîner la mort du Liban.

Dès le début de la guerre, en avril 1975, les trois quotidiens posent leurs prémisses de base. Pour le Figaro, le Liban fut créé par la France pour les maronites et, de ce fait, son essence est définitivement occidentale. Les Palestiniens, en venant trouver refuge au Liban, bouleversent le fragile équilibre qui prévalait entre la communauté chrétienne et la communauté musulmane. Pour cette raison, ils sont, pour ce journal, l'ennemi numéro un parce que derrière eux se profile l'ombre de l'URSS. Les Palestiniens sont coupables non seulement de

rompre le statu quo favorable aux chrétiens libanais mais encore de pousser la communauté chrétienne à l'exil et de transformer le Liban en un prolongement du bloc de l'Est.

Pour l'Humanité, le Liban est la patrie de tous les Libanais. En ce sens, la mainmise chrétienne sur les institutions politiques est d'autant plus injustifiée que la communauté musulmane est démographiquement plus nombreuse. Les Palestiniens, par leur présence sur le sol libanais, renforcent le courant, présent dans la communauté musulmane, qui demande la réforme des institutions politiques. La guerre libanaise éclate, selon l'Humanité, sous les provocations israéliennes soutenues par les Etats-Unis, lesquelles entendent freiner le camp du progrès. Elle se définit ainsi comme un complot américano-sioniste visant la liquidation des organisations palestiniennes et de la gauche comme forces démocratiques.

Pour le Monde, le Liban est également la patrie de tous les Libanais, quelle que soit leur orientation religieuse. Il souligne que l'impuissance et l'inertie de la classe politique libanaise ont favorisé l'état d'anarchie qui a permis au conflit armé de se développer. Une combinaison d'éléments est à la source de la déflagration: d'abord, le refus de la classe politique chrétienne de procéder aux réformes des institutions politiques demandées par la communauté

musulmane; puis l'afflux des réfugiés palestiniens qui, en se fondant dans la communauté musulmane, renforcent ses demandes de réformes. Il rend, ainsi, les Palestiniens comme les milices de gauche ou de droite, chrétienne ou musulmane, responsables du conflit.

L'invasion syrienne de 1976 est analysée au regard des thèses de base de chacun des quotidiens. Le Figaro applaudit l'intervention syrienne tant qu'elle fait le jeu du camp occidental, donc des maronites, mais la condamne lorsqu'elle se transforme en force d'occupation. Pour l'Humanité, l'invasion syrienne est inacceptable puisqu'elle se fait l'instrument de la politique des Etats-Unis et vise l'élimination de la résistance palestinienne ainsi que des forces de gauche. Le Monde la fustige implicitement en soulignant qu'elle est appuyée par les Etats-Unis et Israël et qu'en ce sens elle se met aux côtés de ceux qui militent pour la domination de l'Occident en Orient. Les Palestiniens sont les premiers visés puisqu'ils prêtent leur appui aux revendications de ceux qui refusent l'imposition par la force de l'ordre américain.

Les invasions israéliennes, en 1978 et en 1982, sont perçues de manière tout aussi antagoniste. Selon le Figaro, Israël joue un rôle de toute première importance dans le conflit. Devant l'inaction du monde occidental, il est seul à se faire le défenseur de la minorité chrétienne contre les attaques des

forces à la fois palestiniennes et musulmanes. Ses interventions sur le sol libanais sont donc comprises dans un sens positif. Israël devient le sauveur de la "civilisation occidentale" face à la montée de l'obscurantisme. Plus encore, l'invasion de 1982 est la réponse à la révolution islamique de 1979 qui porte en elle les germes d'une volonté dominatrice de la part de l'Iran. L'opération "Paix en Galilée" s'achève, selon le Figaro, par la victoire de la démocratie dont Israël est le fer de lance.

L'Humanité, au contraire, se révolte contre le militarisme de l'Etat hébreu. Israël dévoile, d'après lui, ses véritables intentions: la partition du Liban en de multiples Etats confessionnels et la liquidation des forces militant en faveur d'une réelle démocratie afin d'imposer un gouvernement libanais affilié aux intérêts israéliens, et américains, dans la région. Cependant, l'opération "Paix en Galilée" est un échec complet pour l'Etat hébreu. Elle donne même un rayonnement et une reconnaissance internationale à la lutte palestinienne.

Le Monde critique vivement la politique belliqueuse de l'Etat israélien mise en oeuvre en 1978 et plus particulièrement en 1982. Il dénonce l'intransigeance américaine qui se profile derrière les entreprises de l'Etat israélien. Il constate que les Etats-Unis, sous le couvert israélien, étendent coûte que coûte, peu en importe le prix, leurs ambitions au Proche-Orient.

L'opération "Paix en Galilée" n'aurait pas pu s'avérer plus désastreuse pour Israël. Elle suscite le regroupement des nations arabes, l'union des milices musulmanes et chrétiennes de même que la légitimation internationale de l'OLP. Enfin, les Etats-Unis, eux-mêmes, se sont vus obligés de s'éloigner de la politique, devenue embarrassante, de leur allié.

A partir de 1983, le Figaro s'alarme. Le conflit libanais prend une tournure définitivement internationale. Il s'agit de savoir si le Liban va demeurer amarré au monde occidental ou tomber dans les bras de l'étranger. La guerre du Chouf, les attentats perpétrés contre les quartiers généraux américains et français rendent de plus en plus actuelle cette question. Le retrait américain affiche la défaite de l'Occident et la victoire des ennemis de la civilisation occidentale. Enfin, la victoire du Front du Salut national, l'ascendant grandissant du Hezbollah et la mainmise syrienne sur le pays achèvent de plonger le Liban dans le borbier oriental. La période de 1984-1991 verra la fin du Liban créé par la France pour la communauté maronite.

Pour l'Humanité, l'année 1983 prouve l'échec de la politique américaine et confirme que le conflit libanais ne cessera qu'à travers une solution politique, réunissant tous les acteurs concernés par la crise israélo-arabe. Le peuple libanais reprend peu à peu le contrôle de sa destinée. Les

attentats d'octobre 1983 sont dirigés, selon ce journal, contre les visées hégémoniques des Etats-Unis au Proche-Orient. Puis la reprise des combats à Beyrouth est le contrecoup de la politique de Gemayel qui a cru être en mesure de conserver le pouvoir par la phalangisation de l'armée et le recours à la force de frappe américaine au lieu d'oeuvrer à la réconciliation nationale et à la réforme des institutions politiques libanaises. La victoire du Front du salut national en 1984 est celle du peuple libanais puisqu'elle démontre sa volonté d'indépendance et de liberté et sa détermination de se défaire de la dictature phalangiste et américaine. Les années 1984-1991 deviennent ainsi celles du combat et de la victoire, symbolisée par l'exil du général Aoun, des forces progressistes qui font échec à l'impérialisme.

Le Monde continue de proclamer la nécessité d'une solution politique à la crise israélo-arabe. Toutefois, il souhaite qu'elle soit trouvée à l'abri de la volonté hégémonique de la Syrie et des Etats-Unis ou de toute autre partie étrangère au pays des Cèdres. L'année 1983 est le début de la fin: le Liban perd le contrôle de sa destinée; la guerre du Chouf est la démonstration des visées syriennes sur le pays; les attentats contre les forces américaines et françaises conduisent à la capitulation de l'Occident face au terrorisme et au chaos. Finalement, la victoire du Front du salut national en 1984 est la consécration de

la politique syrienne au dépend de celle promue par les Etats-Unis. De 1984 à 1991, la syrie installe sa paix au Liban, même si celle-ci signifie la mort de l'Etat libanais.

Alors que la position des trois quotidiens est clair quant à la politique syrienne, américaine et israélienne au Liban, elle est fluctuante quant à celle adoptée par la France tout au long du conflit. La question du rôle de la France est posée, par ces journaux, lors de l'invasion syrienne de 1976. Le Figaro considère qu'une politique indépendante de la France, à l'écart des deux superpuissances, donnerait au Liban la liberté de même que l'appui nécessaire afin d'en arriver à une solution interne au conflit. Toutefois cette prise de position se modifie avec l'invasion israélienne de 1982. Le Figaro demande alors au gouvernement français d'appuyer la politique américaine, en d'autres termes de soutenir les entreprises israéliennes sur le sol libanais.

Le retrait des forces américaines du Liban en 1984 et, en 1989-1991, le combat entre l'armée syrienne et le général Aoun suscitent une nouvelle lecture de la part du Figaro. Après l'abandon du camp occidental, il soutient qu'il est du devoir de la France d'intervenir directement au Liban afin de le sauver du naufrage. Il fustige alors le gouvernement français qu'il accuse d'être

depuis 10 ans l'esclave du consensus, c'est-à-dire, de la politique américaine au Proche-Orient.

L'Humanité considère que la France a un rôle à jouer au Liban en temps que puissance neutre. Il affirme ainsi que la France doit savoir préserver son indépendance afin de pouvoir offrir aux pays du tiers-monde l'option de n'être pas obligés de se plier aux volontés hégémoniques de l'une ou l'autre des superpuissances. Dans cet ordre d'idées, il s'insurge contre la politique française mise en oeuvre suite à l'invasion syrienne de 1976 puisqu'il associe ses propositions au complot américano-sioniste. En revanche, il applaudit à la politique adoptée par Mitterrand en réponse à l'intervention israélienne de 1982. Mitterrand, en condamnant clairement l'invasion israélienne démontre au peuple libanais que la politique française peut, si la volonté de le faire existe, se démarquer de celle préconisée par le géant américain. La France peut ainsi de part sa position privilégiée au Levant, permettre au Liban de résoudre ses problèmes indépendamment de toute autre volonté extérieure et enfin assurer la paix au Proche-Orient.

Les attentats de 1983 contre les quartiers américains et français prouvent combien il est important pour la France de conserver son rôle de témoin impartial. En ce sens, il dénonce le fait que la France n'ait pas profité du

retrait américain en 1984 pour avancer une solution reposant sur une négociation entre toutes les parties concernées et avec la participation de l'OLP. Tout au contraire, elle soutient directement le général Aoun contre l'armée syrienne.

Le Monde s'intéresse au rôle que peut jouer la France au Liban à partir de la première invasion israélienne en 1978. Il est primordial, selon lui, que la France s'implique dans le conflit libanais afin de dénoncer les actions israéliennes soutenues par les Etats-Unis mais surtout afin de reprendre la politique arabe lancée par le général de Gaulle en 1967, et négligée par les gouvernements qui ont suivi son départ de la politique. La France se doit de dénoncer l'imposition de la suprématie américaine. Son appel à la France se conçoit dans cette ligne de pensée. Il applaudit au courage des responsables français qui n'hésitent pas à critiquer l'invasion du Liban par l'armée israélienne en 1982.

Le Monde note que cette attitude irrite les Israéliens à un point tel qu'ils décident, en réponse, de bombarder l'ambassade française de Beyrouth. Contrairement à l'Humanité toutefois, le Monde affirme que la neutralité de la France doit être totale. Elle doit s'opposer aux visées hégémoniques des Etats-Unis sous couvert israélien comme aux visées annexionnistes de la Syrie. Devant le danger de voir le Liban passer entre les mains syriennes ou iraniennes après

les attentats d'octobre 1983 contre les quartiers généraux des forces armées américaines et françaises, le Monde modifie son opinion quant au rôle de la France. La France ne peut plus se faire simplement le témoin impartial des hostilités; elle se doit d'intervenir directement dans le conflit. Elle doit se faire l'alliée du pouvoir légal libanais afin de prévenir la disparition du Liban au profit de l'étranger.

Cette considération devient si importante que lors de la "guerre de libération" du général Aoun contre l'occupation syrienne, le Monde fustige le "lâchage américain", alors qu'il désapprouvait auparavant l'implication des Etats-Unis dans le conflit, et souligne la détermination et l'opiniâtreté de la France qui défend, seule, le combat du général maronite contre l'armée syrienne. C'est avec tristesse, qu'il constate, dans un même élan, que toute la bonne volonté française reste impuissante sans le soutien des Etats-Unis.

La guerre libanaise est kaléidoscopique puisque trois niveaux de compréhension s'y trouvent inextricablement liés. Elle éclate sous la poussée des demandes de réformes des institutions politiques par la communauté musulmane. Les musulmans sont encouragés dans leurs revendications par la présence des réfugiés palestiniens qui, depuis leur expulsion de Jordanie en 1970, ont profité de l'impuissance et l'inertie du gouvernement libanais, pour

créer au sud du pays un véritable Etat dans l'Etat. Les Palestiniens contribuent à miner le fragile statu quo qui prévalait entre les deux principaux groupes confessionnels, déstabilisant le pays et le propulsant dans la crise israélo-arabe. La guerre n'appartient plus, dès lors, aux Libanais mais aux puissances régionales et internationales qui trouvent, au Liban, non seulement l'excuse mais le terrain privilégié de l'affrontement de leur volonté d'hégémonie au Proche-Orient, soit indirectement, par milices interposées soit directement.

Les trois quotidiens étudiés se font eux-mêmes l'écho de cette guerre de pouvoir. Le conflit n'est pas analysé en fonction de la destinée du Liban comme nation souveraine, mais bien en fonction d'un prisme établi au préalable. De 1975 à 1983, il est l'expression du combat entre le bloc de l'Est et celui de l'Ouest. Pour les uns, il s'agit du complot communiste, pour les autres du complot américano-sioniste. A partir des attentats d'octobre 1983, le conflit représente la lutte entre le monde occidental et le monde oriental, manifestation de la volonté impérialiste occidentale ou de l'obscurantisme oriental.

Pour le Figaro, il est essentiel de défendre le caractère chrétien et occidental du Liban menacé à la fois par les intérêts soviétiques et la montée de l'islamisme intégriste au Moyen-Orient. Il analyse la guerre libanaise selon ces trois préoccupations: tout d'abord la hantise du communisme, puis la peur d'un

génocide chrétien et finalement la défense des intérêts américains au Proche-Orient. A partir des attentats de 1983 contre les quartiers généraux américain et français par les forces du Jihad islamique, le Figaro sa ligne de pensée. La destruction du pays et l'élimination de la présence chrétienne en sol libanais n'est plus le seul fait du communisme et de ses ramifications en sol libanais, mais également l'intégrisme musulman. Il est d'autant plus important devant la menace de l'étranger, soviétique et islamique, de soutenir à tout prix la communauté chrétienne libanaise et ses alliés, notamment les Etats-Unis et Israël.

L'Humanité se veut la voix des peuples opprimés et de ceux qui militent pour le "progrès". En ce sens, la guerre libanaise éclate devant le refus de la classe dirigeante d'accéder aux demandes de réformes de la population musulmane soutenue par les mouvements de la gauche. Elle est alimentée par les visées américaines et israéliennes dans la région qui entendent soumettre le Liban à la paix américaine et le morcellement en de multiples Etats confessionnels et éliminer tous ceux qui oseraient s'y opposer. Ainsi, tout au long du conflit, il dénonce le complot américano-sioniste qui loin de proposer une solution proprement libanaise à la crise l'alimente dans leurs seuls intérêts.

Le Monde est celui des trois quotidiens qui maintient tout au long

du conflit la neutralité. Toutefois, malgré cette apparente neutralité, il est le seul des trois quotidiens à s'insurger contre tous ceux qui se nourrissent de la guerre et qui la prolongent intentionnellement. Ainsi, il dénonce à la fois la corruption, l'inertie ou même l'inexistence du gouvernement libanais, le déséquilibre causé par la présence des forces palestiniennes aux côtés des milices musulmanes, l'attitude réfractaire de la communauté maronite face aux besoins de réformes des institutions politiques du pays allant jusqu'à s'allier avec l'Etat hébreu pour assurer la permanence du statu quo. De même, il accuse dans un même élan la politique belliqueuse d'Israël qui mène sa propre guerre au Liban afin d'éliminer la résistance palestinienne et de freiner tout règlement de la crise israélo-arabe, la politique du gouvernement Assad qui entend faire du Liban une province syrienne, la politique américaine qui ferme les yeux sur les agissements de ces deux Etats du moment qu'ils favorisent l'implantation de la "pax americana" et enfin le défaitisme des présidents français qui se cachent derrière le géant américain plutôt que d'offrir au Liban la protection et le soutien d'un pays ami, tel que l'aurait fait le général de Gaulle.

Terminons cette analyse des quotidiens français avec le souhait qu'un examen similaire soit réalisé des journaux de pays aussi étroitement intéressés au Liban que la France.

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES

Le Figaro, 1975-1991

L'Humanité, 1975-1991

Le Monde, 1975-1991

ETUDES GENERALES

Corm, Georges. Le Proche-Orient éclaté. Paris, La Découverte, 1989

Laurens, Henri. Le grand jeu, Orient arabe et rivalités internationales depuis 1945. Paris, Armand Colin, 1991

Thobie, Jacques. Ali et les quarante voleurs: impérialisme et Moyen-Orient de 1914 à nos jours. Paris, Messidor, 1985

ETUDES SPECIALISEES

Avi-Ran, Reuven. Syrian involvement in Lebanon since 1975. San Francisco, Westview Press, 1991

Bourgi, Albert et Peter Weiss. Les complots libanais: guerre ou paix au Proche-Orient. Paris, Berger-Levrault, 1978

Corm, Georges. Géopolitique du conflit libanais. Paris, La Découverte, 1986

Evron, Yair. War and intervention in Lebanon. The israeli-syrian deterrence dialogue. Baltimore, The John Hopkins University Press, 1987

Hanf, Theodor. Coexistence in Lebanon, decline of a state and rise of a nation. London, the centre for lebanese studies in association with I.B. Tauris & Co.Ltd. Publishers, 1993

Kassir, Samir. La guerre du Liban de la dissension nationale au conflit régional. Paris, Karthala-Cermoc, 1994

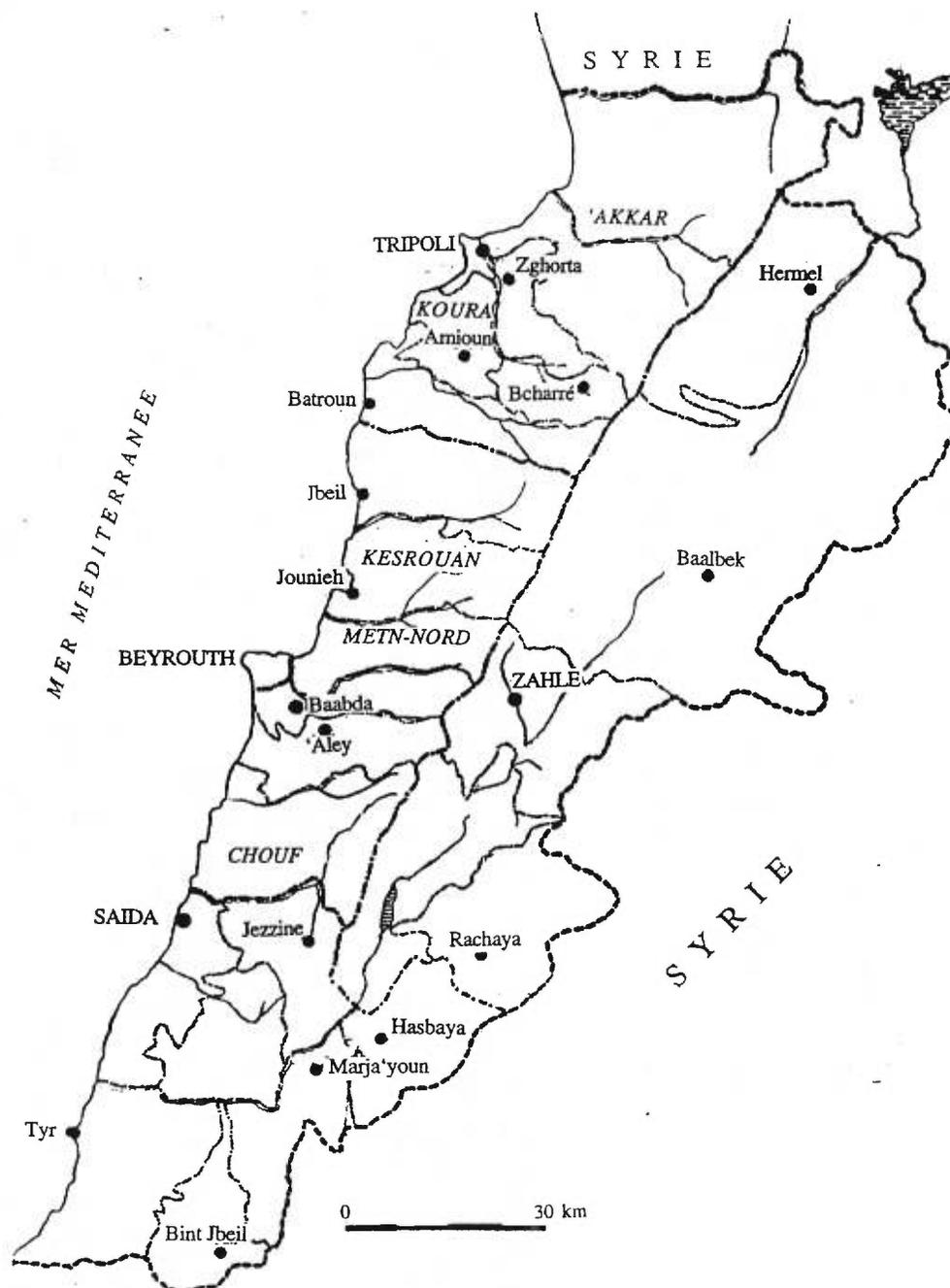
Picard, Elizabeth. Liban: états de discorde, des fondations aux guerres fratricides. Paris, Flammarion, 1988

Picaudou, Nadine. La déchirure libanaise. Paris, Complexe, 1989

Rabinovitch, Itamar. The war for Lebanon, 1970-1983. Cornell University Press, New York, 1984

ANNEXE A

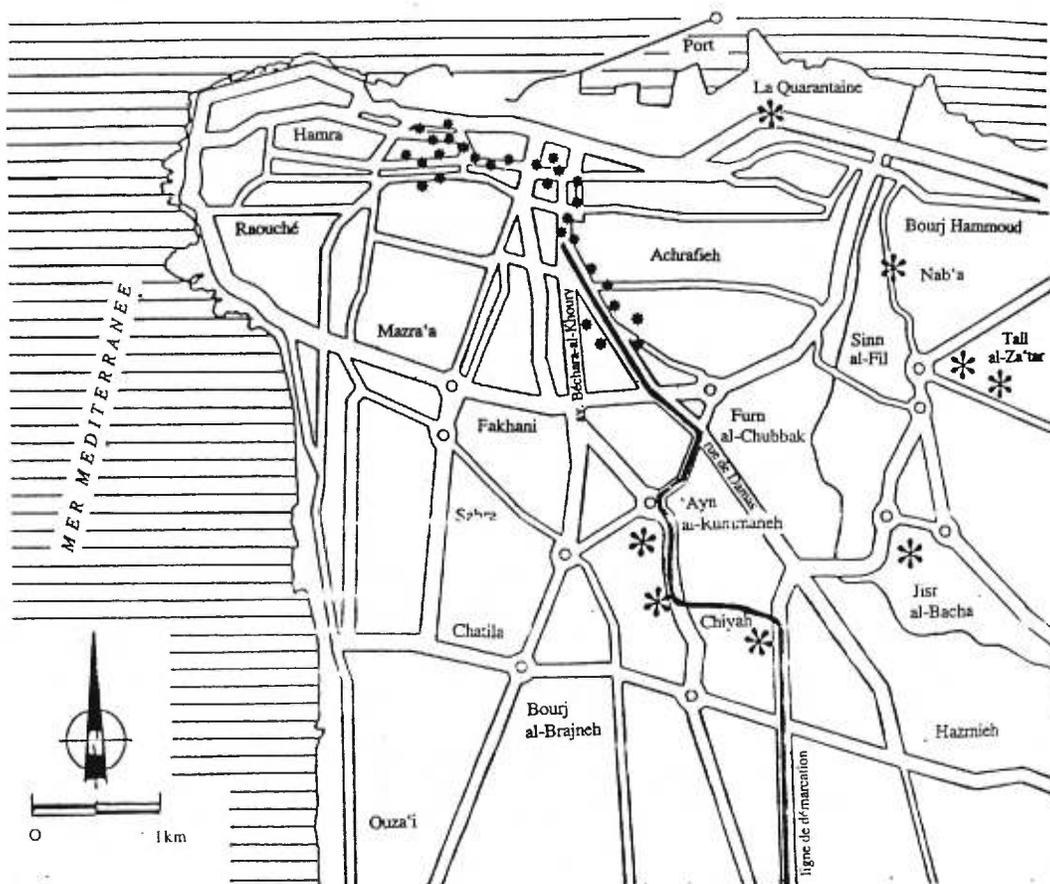
Carte du Liban



Réf. Kassir, Samir. La guerre du Liban de la dissension nationale au conflit régional.
Paris, Karthala-Cermoc, p.499

ANNEXE B

Carte de Beyrouth



Réf. Kassir, Samir. La guerre du Liban de la dissension nationale au conflit régional. Paris, Karthala-Cermoc, p.500